UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DE LA NORME À L'INSULTE : LA TRANSFORMATION DU CONCEPT DE LIBÉRALISME AUX ÉTATS-UNIS DEPUIS 1964

MÉMOIRE PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR MIGUEL LEMIEUX

OCTOBRE 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire représente l'aboutissement d'une longue démarche au cours de laquelle j'ai eu la chance de bénéficier du soutien de certains membres de mon entourage. Je souhaiterais donc leur consacrer quelques lignes afin de leur adresser mes remerciements les plus sincères. Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur, Frédérick Gagnon, qui a généreusement accepté de briser la glace avec moi en me laissant devenir le premier étudiant dont il a dirigé le mémoire de maîtrise.

Merci également à toute l'équipe de la chaire Raoul-Dandurand et plus particulièrement à son Observatoire sur les États-Unis, dont les différentes publications ont grandement contribué à m'inspirer le sujet de mon mémoire.

Merci à mon employeur, le député Guy Leclair, qui m'a permis de bénéficier d'un horaire souple me permettant de me consacrer à la fois à mes fonctions professionnelles et à ma formation académique. Cette marque de confiance a été grandement appréciée.

Enfin, je voudrais remercier tout spécialement mes parents, Danielle et Sylvain Lemieux ainsi que ma grand-mère, Georgette Lecavalier. Tous trois m'ont offert un soutien tant moral que financier tout au long de mon parcours universitaire. Il va sans dire que je n'aurais pu réaliser tous mes projets sans leur appui indéfectible et je ne peux faire autrement que de leur dédier ce mémoire. En espérant que le résultat soit à la hauteur des sacrifices qu'ils ont accomplis pour moi.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSU	JMÉ	vi			
INTR	ODUCT	TION			
CAD	RE D'A	NALYSE ET MÉTHODOLOGIE6			
1.1	L'APD : nouvelle approche de la politique intérieure américaine 6				
1.2	La périodisation et la méthode de la comparaison orientée et structurée 8				
1.3	Le Libéralisme classique : origines et concepts de base				
	1.3.1	Les premiers pas			
	1.3.2	Le Libéralisme au temps des Lumières			
	1.3.3	Le Libéralisme hégémonique			
	1.3.4	Le Libéralisme remis en question			
	1.3.5	La chute du Mur de Berlin et la fin de l'histoire ?			
1.4	Le Libéralisme aux États-Unis : de l'époque coloniale aux années 1960. 24				
	1.4.1	La période coloniale			
	1.4.2	Le Libéralisme dans les textes fondateurs			
	1.4.3	Le Libéralisme dans la société américaine			
	1.4.4	Le libéralisme et son acception américaine			
СНА	PITRE 1				
LE L	IBÉRAI	LISME ÉBRANLÉ (1964-1976)			
1.1	Le contexte social et les mesures libérales				
	1.1.1	La montée des groupes de pression de gauche			
	112	La « Grande Société » de Lyndon Johnson			

1.2	Les ré	Les réactions aux mesures libérales			
	1.2.1	Le racisme de la société américaine	. 44		
	1.2.2	Discrimination positive, darwinisme social et méritocratie	. 47		
	1.2.3	La radicalisation des groupes de gauche	52		
	1.2.4	La guerre du Vietnam	54		
1.3	La droite conservatrice contre les libéraux				
	1.3.1	Le réveil du mouvement conservateur	59		
	1.3.2	Richard Nixon et le retour au pouvoir des républicains	61		
1.4	En co	nclusion : une brèche chez les progressistes	67		
	PITRE I IBÉRAI	II LISME COMME MALAISE (1976-1992)	68		
2.1	La présidence Carter : la confirmation de la faiblesse des démocrates				
	2.1.1	Une nouvelle politique étrangère	69		
2.2	Ronal	Ronald Reagan et la révolution conservatrice des années 1980			
	2.2.1	Un politicien charismatique	73		
	2.2.2	La lutte à l'État-providence	75		
	2.2.3	Le durcissement de la politique étrangère	78		
	2.2.4	L'entrée en scène de la nouvelle droite	82		
	2.2.5	L'intermède de George Bush Sr	84		
2.3	Une gauche en plein désarroi				
	2.3.1	Un mouvement syndical en chute libre	88		
	2.3.2	Un Parti démocrate en déroute	92		
2.4	En co	onclusion : les libéraux en position de faiblesse	94		

	PITRE I					
LE L	[BERA]	LISME COMME INSULTE (1993-2008)	96			
3.1	Clinto	96				
	3.1.1	La campagne de 1992.	96			
	3.1.2	La réforme du système de santé	99			
	3.1.3	Le raz-de-marée républicain de 1994	101			
	3.1.4	Le virage à droite	102			
3.2	Le tra	105				
	3.2.1	L'effet de ralliement	105			
	3.2.2	L'inconfort de la gauche	107			
	3.2.3	Le 11 septembre et le débat gauche-droite	109			
3.3	La guerre culturelle					
	3.3.1	Pourquoi les pauvres votent à droite ?	113			
	3.3.2	Le libéralisme discrédité et l'élection de 2004	119			
3.4	En co	En conclusion : le libéralisme devenu insulte				
CON	CLUSI	ON	122			
BIBL	JOGRA	VPHIE	132			

RÉSUMÉ

De l'époque du *New Deal* au milieu des années 1960, le libéralisme américain connait une période de domination politique et intellectuelle. L'ensemble de la classe politique applique ses principes ou hésite sérieusement à les remettre en question. Cette idéologie va cependant connaître un long déclin faisant en sorte que le libéralisme va en venir à inspirer, au pays de l'oncle Sam, soit la honte, soit le mépris.

L'objectif de notre mémoire sera donc d'expliquer comment, aux États-Unis, le concept de libéralisme a pu passer, en l'espace de quelques décennies, de la norme à l'insulte. Nous y défendrons la thèse voulant que la signification du libéralisme aux États-Unis ne soit pas figée dans le temps. Nous démontrerons qu'au cours de certaines périodes charnières de l'histoire américaine récente, le contexte politique et social a été favorable aux adversaires du libéralisme qui ont ainsi été en mesure, lors de chacune de ces occasions, de transformer le sens de ce concept en des termes de plus en plus péjoratifs.

Pour ce faire, nous commencerons par démontrer clairement en quoi la définition du libéralisme diffère aux États-Unis par rapport à celle qu'il possède dans le reste du monde. Par la suite, à l'aide d'une approche relativement récente dans le champ d'étude de la politique américaine, l'*American Political Development* (APD), nous élaborerons une synthèse des principales significations qui ont pu être associées au concept de libéralisme depuis 1964. Cette démarche nous permettra de mettre en relief de quelle façon certains événements ou acteurs politiques ont marqué l'évolution de ce concept aux États-Unis au cours des quelques cinquante dernières années.

Enfin, nous mettrons en perspective nos conclusions avec la nouvelle réalité issue de l'élection de Barack Obama à la présidence des États-Unis en novembre 2008. Nous verrons qu'en dépit de cette nouvelle donne, le libéralisme américain a encore beaucoup à faire pour prétendre aspirer au prestige intellectuel dont il a jadis pu se réclamer.

Mots clés : États-Unis, politique américaine, libéralisme, conservatisme, démocrates, républicains, État-providence.

INTRODUCTION

Avec son *New Deal*, Franklin Delano Roosevelt a complètement bouleversé l'orientation idéologique du gouvernement américain. Il a su imposer l'idée de la nécessité de la mise en place d'un État-providence aux États-Unis afin d'assurer un minimum de sécurité sociale aux habitants du pays. Désormais, l'État ne devrait plus hésiter à légiférer, à intervenir de quelque façon que ce soit pour corriger les inégalités ou autres injustices affligeant la société américaine. Les partisans d'une telle approche, les libéraux (*liberals*), allaient régner en rois et maîtres pendant plus de 30 années. En effet, les premiers successeurs de Roosevelt, qu'ils soient de sa propre formation politique ou non, n'ont d'aucune façon tenté de remettre en question les grandes idées de la philosophie du *New Deal*. Au contraire, certains ont même entrepris de pousser encore plus loin son projet. C'est notamment le cas de Lyndon Johnson qui, avec son plan de « Grande Société » (*Great Society*), rêvait ni plus ni moins que d'éradiquer la pauvreté au pays de l'oncle Sam¹.

Pourtant, dès 1964, le libéralisme américain commença à perdre de son lustre². Les démocrates, principaux porteurs de cette idéologie, furent d'abord évincés de la Maison-Blanche (qu'ils n'occuperont à nouveau que lors de 12 des 40 années subséquentes) et l'interventionnisme d'État perdit peu à peu la cote. En fait, c'est la popularité même du concept de libéralisme qui amorça un lent déclin. Ce déclin fut tel qu'en 1992, le candidat républicain à la présidence, George Bush, accusa son

¹ Sydney Milkis et Jerome Mileur décrivent de façon détaillée la période de gloire qu'ont connue les libéraux dans leurs ouvrages *The New Deal and the triumph of liberalism,* Amherst, University of Massachussetts Press, 2002 et *The Great Society and the high tide of liberalism,* Amherst, University of Massachussetts Press, 2005.

² Il faut bien comprendre qu'aux États-Unis, le concept de libéralisme possède désormais une signification particulière. En effet, dans le reste du monde, ce concept réfère à un courant de pensée qui prône la limitation du pouvoir politique au profit de l'individu et l'acceptation de l'économie de marché. Aux États-Unis, toutefois, le mot « libéralisme » sert plutôt à désigner la gauche du spectre politique, celle qui se veut favorable à l'intervention étatique et progressiste en ce qui concerne les questions d'ordre moral. Nous reviendrons d'ailleurs plus en détail sur cette particularité dans les prochains chapitres. Ainsi, afin d'éviter toute confusion, nous parlerons de « Libéralisme » (avec un « L » majuscule) pour désigner le courant de pensée et de « libéralisme » (avec un « l » minuscule) pour désigner l'étiquette servant à décrire la gauche américaine.

adversaire démocrate Michael Dukakis d'être un « libéral ». Pour la première fois, le terme était officiellement utilisé comme une insulte³.

C'est ce phénomène que nous allons tenter d'éclaircir. En fait, notre mémoire visera à répondre à la question suivante : comment, aux États-Unis, le concept de libéralisme a-t-il pu passer, en l'espace de quelques décennies, de la norme à l'insulte? Il s'agira donc de déterminer quels facteurs ont fait en sorte qu'un concept référant à une idéologie qui faisait consensus au sein de la société américaine a pu perdre de son prestige au point où sa simple évocation, au tournant des années 2000, relèverait maintenant de la « pornographie idéologique » d. Les premiers éléments de réponse à une telle question pourraient trouver leur source dans un passé lointain. Après tout, le concept est analysé depuis plusieurs siècles et on en trouve des avatars aux États-Unis depuis que les colons britanniques ont entrepris la colonisation de l'Amérique. Nous avons toutefois circonscrit notre étude à la période allant de 1964 à nos jours. Cette année n'a pas été choisie au hasard, car elle marque la fin de l'hégémonie idéologique exercée par les libéraux en sol américain depuis l'époque du New Deal de Roosevelt et de son corollaire, la Great Society de Johnson.

Outre l'éclaircissement qu'il pourrait apporter sur le débat gauche-droite qui caractérise la politique américaine, un tel travail de recherche serait susceptible de nous donner plusieurs clés permettant de mieux analyser la nouvelle donne politique qui semble actuellement prendre place aux États-Unis. En effet, après huit années passées sous la présidence d'une administration Bush marquée idéologiquement très à droite, le pays paraît prêt à faire de nouveau confiance aux politiciens progressistes. L'élection de Barack Obama pourrait donc bien, profitant de ce vent favorable, redonner ses lettres de noblesse au concept de libéralisme. Après tout, celui-ci n'a-t-il pas dû se défendre lors de sa campagne électorale d'être « le sénateur le plus libéral

³ Graham Jr, Otis L, « Liberalism in the Sixties : A Reconnaissance » dans William H. Chafee, *The Achievement of American Life: the New Deal and its Legacy*, New York, Columbia University Press, 2003

⁴ Laurent, Alain, *Le libéralisme américain : histoire d'un détournement*, Paris, Belles Lettres, 2006, p. 10.

du Congrès »? Bref, si tel est bien l'objectif du nouveau président, il devient on ne peut plus pertinent d'en savoir davantage sur ce qu'il doit combattre ainsi que sur les erreurs qu'il doit éviter de commettre afin de ne pas tomber dans les mêmes pièges que ses prédécesseurs.

Le travail de recherche ici présenté se propose donc d'élaborer une synthèse des principales significations qui ont pu être associées au concept de libéralisme depuis 1964, de façon à mieux comprendre l'évolution et l'orientation du débat politique américain. En fait, il s'agit d'établir clairement le lien entre des phénomènes et événements clés ayant marqué les États-Unis au cours du dernier demi-siècle et l'évolution de ce concept politique particulier. C'est à l'aide de cette démarche que nous tenterons de prouver la véracité de l'hypothèse voulant que la signification du concept de libéralisme aux États-Unis ne soit pas figée dans le temps. En effet, au cours de certaines périodes charnières de l'histoire américaine récente, le contexte politique et social a été favorable aux adversaires du libéralisme qui ont ainsi été en mesure, lors de chacune de ces occasions, de transformer le sens de ce concept en des termes de plus en plus péjoratifs.

Notre démonstration sera divisée en trois sections distinctes. La première, dont la nature sera essentiellement introductive, aura d'abord pour but de décrire l'approche utilisée dans notre mémoire, soit l'*American Political Development*. Nous y décrirons en détail en quoi consiste cette approche, mais surtout, nous expliquerons comment celle-ci nous permettra de répondre à notre question de recherche. En deuxième lieu, nous effectuerons un bref survol historique du concept de libéralisme en général et de son avatar américain afin de bien marquer la distinction entre son acception classique et sa signification aux États-Unis.

La deuxième section constituera le cœur de notre mémoire. Nous y étudierons en profondeur l'évolution du concept de libéralisme en sol américain, à travers trois chapitres différents correspondant à une période historique au cours de laquelle le libéralisme a subi une transformation majeure :

Le premier chapitre, intitulé *Le libéralisme ébranlé : 1964-1975*, analysera de quelle façon les libéraux de la deuxième moitié des années 1960, alors au zénith de leur influence, ont contribué à creuser un fossé entre leur idéologie et la population, lorsqu'ils ont entrepris de garantir aux citoyens américains une série de droits positifs. Nous nous attarderons particulièrement aux mesures relevant de l'*affirmative action* (discrimination positive). Nous y verrons que la philosophie dont elles sont issues entre en contradiction avec deux autres concepts fortement ancrés dans la société américaine, soit le racisme et le darwinisme social.

Le second chapitre, nommé *Le libéralisme comme malaise*: 1977-1992, visera à retracer de quelle façon la droite a pu, à partir de l'élection à la présidence de Ronald Reagan, mettre à profit les ressources que lui a procuré le contrôle de l'appareil gouvernemental pour attaquer et discréditer ses adversaires libéraux. Nous expliquerons donc de quelle manière les acquis de l'État-providence ont été sérieusement remis en question et comment les syndicats, lesquels représentent un des acteurs les plus influents de la famille libérale, ont vu leurs effectifs fondre comme neige au soleil. Nous verrons que c'est lors de cette période que le terme « libéral » a officiellement commencé à revêtir une connotation péjorative, notamment en raison de la montée en puissance de l'idée voulant que les politiques libérales avaient miné la tranquillité sociale.

Le troisième chapitre, intitulée *Le libéralisme comme insulte* : 1993-2008, analysera les tenants et aboutissants de la « guerre culturelle » qui secoue le pays depuis plusieurs années. Nous aborderons des sujets tels que la polarisation du peuple américain ainsi que le retour en force de la branche sociale (ou morale) du

mouvement conservateur. Nous analyserons de quelle façon les partisans de cette droite religieuse et traditionnelle mènent leur combat, avec un succès plutôt appréciable, afin de prouver que les libéraux trahissent les valeurs intrinsèques de la nation américaine.

Enfin, une dernière partie fera office de conclusion. Nous répondrons d'abord à notre question de recherche en résumant les principales conclusions que nous avons tirées de notre étude. Ensuite, nous offrirons certaines pistes visant à élargir le débat sur l'avenir du libéralisme aux États-Unis. Pour ce faire, nous considérerons les implications de l'élection de Barack Obama à la présidence ainsi que la capacité du mouvement conservateur à revenir en force pour poursuivre sa lutte contre les éléments les plus libéraux de la société américaine.

La principale qualité de ce travail réside dans le fait qu'il permettra d'actualiser les conclusions de certains auteurs dont les ouvrages abordent un thème analogue au nôtre, mais qui ne couvrent pas la période que nous nous proposons d'étudier. En ce sens, il se distinguera par rapport aux autres contributions traitant du libéralisme aux États-Unis, notamment celle de Louis Hartz à propos de laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

CADRE D'ANALYSE ET MÉTHODOLOGIE

Les lignes qui suivent visent à décrire le cadre d'analyse utilisé dans le mémoire. Il y sera également question des approches méthodologiques sous-tendant notre démarche.

1.1 L'APD : nouvelle approche de la politique intérieure américaine

L'American Political Development ou APD représente une approche relativement récente dans le champ d'étude de la politique américaine. Située à michemin entre l'histoire et la science politique, elle est basée sur la prémisse voulant que l'on puisse difficilement comprendre les phénomènes politiques contemporains sans retracer leur trajectoire historique. L'APD cherche donc à éclaireir les différentes facettes de la politique américaine en retraçant comment celles-ci ont pris forme et se sont transformées au gré des années⁵. L'APD permet aussi de démontrer que chaque réalité politique américaine est unique et découle de circonstances qui lui sont propres. Comme l'explique Frédérick Gagnon, les tenants de l'APD estiment qu'il est « possible d'identifier des ressemblances entre des phénomènes politiques s'étant produits à des périodes différentes », mais rappellent « qu'une seule et même réalité ne peut se dérouler exactement de la même manière deux ou plusieurs fois ». Cette situation pousse les tenants de l'APD à décrire les différences qui existent entre les phénomènes qui peuvent paraître semblables. En ce sens, l'APD se distingue du béhaviorisme et de la théorie du choix rationnel : elle ne vise pas la découverte des lois générales du comportement politique, mais sert plutôt à illustrer les continuités et les ruptures qui existent entre différentes périodes historiques⁶.

⁵ Orren, Karen et Stephen Skowronek, *The Search for American Political Development*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

⁶ Gagnon, Frédérick, Les sénateurs qui changent le monde. L'évolution de l'influence du président de la commission du Sénat sur les Relations extérieures après 1945, thèse de doctorat, département de science politique, Université du Québec à Montréal, juillet 2008, p. 39.

Karen Orren et Stephen Skowronek⁷ font remarquer que la méthode privilégiée des tenants de l'APD est la comparaison. C'est par son entremise qu'ils cherchent à comprendre les phénomènes politiques actuels en les mettant en parallèle avec la réalité d'une ou de plusieurs périodes antérieures. Leur démarche s'oriente donc autour de certaines questions telles que : Que s'est-il passé à d'autres moments dans l'histoire américaine? Que s'est-il passé au même moment dans d'autres branches du gouvernement américain? Que s'est-il passé à des moments similaires dans l'histoire d'autres pays?⁸

Procéder de cette façon permet de réaliser des recherches pouvant revêtir différentes formes. On peut, par exemple, analyser une période spécifique de l'histoire américaine en mettant l'accent sur un nombre réduit de facteurs bien déterminés. C'est ce qu'ont notamment réalisé Richard Bensel⁹ pour les périodes couvrant la Guerre de sécession et la Reconstruction ainsi que David Plotke¹⁰ pour le *New Deal*. On peut également s'attarder à l'évolution des rapports de force entre et au sein des principales institutions politiques américaines. Pensons ici aux travaux de Stephen Skrowronek portant sur la présidence¹¹ et d'Eric Shickler sur le Congrès¹². D'autres auteurs préfèrent retracer le rôle qu'ont occupé certains thèmes dans l'histoire du pays. À ce titre, Joseph Lowndes, Julie Novkov et Dorian T. Warren ont étudié comment les enjeux raciaux ont structuré et ont été structurés par les institutions politiques. Leurs travaux leur ont permis de remettre en question la croyance voulant que l'histoire américaine ait toujours tendu vers une plus grande

⁷ Orren et Skowronek, *Op. cit.*, p. 5.

⁸ Ibid., p. 6

⁹ Bensel, Richard, Yankee Leviathan: The Origins of the Central Authority in America, 1859-1877, New York, Cambridge University Press, 1990.

¹⁰ Plotke, David, Buildind a Democratic Political Order: Reshaping American Liberalism in the 1930s and 1940s, New York, Cambridge University Press, 1996.

¹¹ Skowronek, Stephen, *The Politics Presidents Make: Leadership from John Adams to George Bush*, Cambridge, Belknap Press, 1993.

¹² Schickler, Eric, *Disjointed Pluralism: Institutional innovation and the Development of the U.S. Congress, Princeton, Princeton University Press, 2001.*

égalité raciale et une meilleure intégration pour les minorités visibles¹³. De leur côté, Ira Katznelson et Martin Shefter ont mis en relation les grands enjeux géopolitiques mondiaux (guerres, commerce, etc.) et l'élaboration de politiques sur le plan national. En effet, ils ont démontré que plusieurs réformes déterminantes en ce qui concerne la politique intérieure du pays ont été réalisées grâce à des coalitions qui n'auraient pu voir le jour sans la présence d'un enjeu majeur en politique étrangère¹⁴.

Toutefois, le champ d'étude relatif à l'APD qui se rapproche davantage du travail que nous comptons entreprendre est celui qui met l'accent sur l'évolution, sur une période relativement longue, des discours, idées et concepts politiques. Les ouvrages de ce type permettent de démontrer que les concepts clés de la politique américaine n'ont pas un sens figé dans le temps. Par exemple, Rogers Smith a retracé les différentes interprétations dont a fait l'objet le concept de *citoyenneté* aux États-Unis¹⁵, alors qu'Eric Foner a fait de même pour le concept de *liberté* dans son ouvrage *The Story of American Freedom* ¹⁶. Nous nous inspirerons d'ailleurs fortement de ce dernier pour orienter notre démarche.

1.2 Périodisation, description minutieuse et comparaison orientée et structurée

Comme nous l'avons tout juste mentionné, l'ouvrage de Foner revêt une importance considérable en ce qui nous concerne puisqu'il illustre avec brio en quoi consiste la méthode de la « périodisation », laquelle sera au cœur de notre mémoire. Cette méthode consiste à diviser la portion historique faisant l'objet de l'étude en différentes périodes et à identifier les grands tournants expliquant le passage d'une période à une autre. Par exemple, Foner démontre qu'au cours de la période couvrant

¹³ Lowndes, Joseph, Julie Novkov et Dorian T. Warren, *Race and American Political Development*, New York, Routledge, 2008.

¹⁴ Katznelson, Ira et Martin Shefter, *Shaped by War and Trade: International Influences on American Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 2002.

¹⁵ Smith, Rogers M., Civic Ideals: Conflicting Visions of Citizenship in U.S. History, New Haven, Yale University Press, 1997.

¹⁶ Foner, Eric, *The Story of American Freedom*, New York, W.W. Norton, 1998; Smith, Rogers M., *Civic Ideals: Conflicting Visions of Citizenship in U.S.History*, New Haven, Yale University Press, 1997.

la Seconde Guerre mondiale, le concept de liberté était présenté comme étant l'antithèse du fascisme qui menaçait l'Europe à cette époque. Puis, la fin de ce conflit et le début de la guerre froide ont permis une redéfinition du concept de liberté, celuici étant désormais utilisé pour promouvoir la défense de la démocratie et du libre marché propres aux États-Unis ainsi qu'aux autres pays du bloc de l'Ouest face au communisme promu par l'URSS et ses alliés. La montée en force de la nouvelle gauche et du mouvement des droits civiques au cours des années 1960 a ensuite conduit à une autre redéfinition du concept, et ainsi de suite. C'est exactement de cette façon que nous comptons procéder.

Pour ce faire, nous aurons recours à l'approche dite de la « description minutieuse » (thick description). Il s'agit d'une approche conceptualisée par l'anthropologue américaine Clifford Geertz. Dans son ouvrage The Interpretation of Cultures, ce dernier défend l'idée voulant qu'on ne puisse expliquer un comportement donné sans accorder une attention particulière à tout le contexte qui entoure le comportement en question. Pour Geertz, chaque phénomène naît de l'interaction entre plusieurs détails qui possèdent tous un rôle particulier à jouer. Il insiste donc sur l'importance d'une description très détaillée des faits observés ainsi que sur la prise en compte du point de vue de différents acteurs¹⁷.

Cette façon de faire a par la suite été adoptée en science politique, particulièrement dans les études s'inspirant de l'APD. En effet, l'American Political Development et la « description minutieuse » se rejoignent dans leur volonté de considérer isolément chacun des phénomènes et de ne pas chercher à établir de grandes lois généralisables. Parmi les travaux d'APD utilisant cette méthode, mentionnons l'ouvrage Home Style. House Members in Their districts de Richard Fenno. Celui-ci y décrit en détail les comportements et les attitudes adoptés par les membres de la Chambre des représentants qu'il a suivis attentivement au Congrès et lors de leurs déplacements dans leurs circonscriptions respectives. Il constate que

¹⁷ Geertz, Clifford, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973.

chaque élu adapte sa stratégie en fonction des caractéristiques particulières de ses électeurs. Cela lui permet, par exemple, de réfuter la croyance en vertu de laquelle les représentants ne seraient plus que les otages de groupes d'intérêts bien organisés et ne seraient plus réellement responsables devant la population¹⁸.

Si certains reprochent à la méthode de la « description minutieuse » de trop se rapprocher d'une simple description journalistique des faits ¹⁹, d'autres ont souligné ses avantages. Par exemple, Chaba et Daloz ont noté que cette technique de recherche permet d'éviter le piège qui consiste à vouloir se baser sur des modèles supposément universels et sur certaines idées reçues qui, bien souvent, ne résistent pas à l'épreuve des faits ²⁰. Notre mémoire se lira donc, volontairement, comme une minutieuse description de différents faits historiques qui, combinés les uns avec les autres, en sont venus à modifier au gré des années le sens du concept de libéralisme aux États-Unis.

Puis, afin d'éviter les risques d'éparpillement inhérents à une telle démarche et d'assurer une certaine cohésion entre les chapitres, nous nous appuierons sur les principes de la méthode de la « comparaison structurée et orientée ». Utilisée notamment par David Mitchell²¹, cette dernière consiste à dresser une liste de questions qui servira de canevas pour l'analyse de chacune des périodes choisies. Ces questions doivent être élaborées de façon à répondre directement à la question autour de laquelle est structuré le travail du chercheur. Procéder de cette façon permet de circonscrire notre démarche aux éléments les plus pertinents pour la démonstration de notre hypothèse et d'éviter d'y aller d'une analyse inutilement exhaustive. Par

¹⁸ Cette idée avait notamment été défendue par Theodore J. Lowi dans *The End of Liberalism*, New York, W. W. Norton & Company, 1979.

¹⁹ Voir, Ceaser, James and Richard Drew, *The Study of American Politics: A Bibliographic Survey*. Disponible [en ligne]: http://www.civicinitiative.com/Ceaser%20USG%20essaybiblio3.doc), site consulté le 7 décembre 2009.

²⁰ Chabal, Patrick et Jean-Pascal Daloz, *Culture Troubles: Politics and the Interpretation of Meaning*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.

²¹ Mitchell, David, Making Foreign Policy. Presidential Management of the Decision-Making Process, Burlington, Ashgate, 2005.

exemple, en ce qui a trait à notre mémoire, les trois périodes seront étudiées de façon à répondre aux quatre questions suivantes :

- 1-Quels événements sociaux et politiques majeurs de l'époque ont favorisé la transformation du concept de libéralisme durant cette période?
- 2-Quels sont les principaux acteurs politiques et sociaux qui ont défendu l'idéologie libérale au cours de cette période et quels moyens et stratégies ontils utilisés pour promouvoir le libéralisme?
- 3-Quels sont les principaux acteurs politiques et sociaux qui ont combattu l'idéologie libérale au cours de cette période et quels moyens et stratégies ontils utilisés pour arriver à entacher la crédibilité du libéralisme?
- 4-De quelle façon le concept de libéralisme a-t-il été transformé par rapport à la période précédente?

Chacun des chapitres constituant la deuxième section du travail sera donc construit de façon à répondre à ces quatre questions bien précises, lesquelles nous permettront d'identifier de façon précise les différences entre les périodes faisant l'objet de l'étude.

1.3 Le Libéralisme classique : origines et concepts de base

Bien que le Libéralisme soit à la base de l'organisation politique de la plupart des pays du monde occidental depuis plusieurs siècles déjà, son champ d'application est si vaste qu'en fournir une définition précise et complète s'avère une tâche plutôt ardue. Dans le célèbre ouvrage qu'il a consacré au concept, Georges Burdeau prend d'ailleurs bien soin de préciser que « le Libéralisme est à la fois une théorie, une

doctrine, un programme, une pratique »²². En fait, le Libéralisme, lorsque circonscrit à sa plus simple expression, représente essentiellement une réponse qu'ont apportée les hommes face aux problèmes que pose depuis des lustres l'aménagement de la vie en société. Il est le fruit de la réflexion de penseurs ayant rejeté toute forme de pouvoir se prétendant absolu ou se réclamant du droit divin. Bref, le Libéralisme est né du rejet de l'absolutisme.

Pour les précurseurs du Libéralisme, le défi était de trouver une nouvelle légitimité au pouvoir, cette structure en charge de préserver de l'anarchie la société au sein de laquelle ils évoluaient. Ils y sont parvenus en déterminant que la société ne devait être fondée que sur une seule valeur suprême : l'individu. En ce sens, le pouvoir ne peut naître que du consentement et de la confiance que lui accordent les individus.

Cette nouvelle conception de l'organisation de la vie sociale s'est par la suite, au fil des années et des expériences, déclinée en deux doctrines à partir desquelles la pensée libérale a pu être élaborée : le Libéralisme politique dont l'objectif ultime est de garantir et de protéger les libertés individuelles; ainsi que le Libéralisme économique qui se fait le champion de la défense de la propriété privée et du libre marché.

1.3.1 Les premiers pas

La plupart des auteurs s'entendent pour affirmer que le Libéralisme s'est constitué de façon claire et cohérente en Europe entre le milieu du XVIIe siècle et le milieu du XVIIIe (le mot lui-même ne fait son apparition qu'en 1823 dans le lexique rédigé par Claude Boiste)²³. Toutefois, le courant de pensée rejetant l'absolutisme et accordant une importance primordiale aux libertés individuelles remonte à une époque bien antérieure. Par exemple, Philippe Nemo et Jean Petitot-Cocordat en

²³ Ihid n 7

_

²² Burdeau, Georges, *Le libéralisme*, Paris, Éditions du Seuil, 1979, p. 7.

trouvent des traces dès l'Antiquité. Ceux-ci font notamment référence au lien indissociable entre la liberté et la loi dans la Cité grecque ainsi qu'à la mention de concepts précurseurs à la propriété privée dans le droit romain²⁴.

Il faut par contre se tourner vers le Moyen Âge pour retrouver les premières critiques concrètes et documentées de l'absolutisme de droit divin. Celles formulées par Guillaume d'Ockham (1285-1347) méritent que l'on s'y attarde. Ce moine franciscain rédige aux alentours des années 1335-1340, c'est-à-dire à une époque où règne le régime féodal et où domine le pouvoir tyrannique, un ouvrage révolutionnaire intitulé Court traité du pouvoir tyrannique dans lequel il remet en cause les dogmes de l'époque. Il s'agit en fait d'une charge à fond de train contre le pouvoir clérical. Il y réfute notamment l'idée voulant que l'Église détienne la Vérité absolue. Selon lui, l'influence de cette dernière devrait être cantonnée strictement à ce qui a trait au pouvoir spirituel ce qui signifie, de facto, son exclusion du pouvoir temporel. D'Ockham prône donc, bien avant son temps, la séparation de l'Église et de l'État. La critique du moine présente un second volet d'une importance tout aussi considérable, puisqu'il conteste également le droit de l'Église à la propriété. Pour lui, les ressources léguées aux hommes par Dieu doivent être partagées et non pas accaparées par les autorités ecclésiastiques. Il en appelle donc inévitablement à une redéfinition du concept de propriété privée²⁵. Bref, le moine franciscain jette ni plus ni moins que les bases des deux doctrines au cœur de la philosophie libérale.

Si l'œuvre de d'Ockham demeure relativement méconnue et n'a pas bénéficié d'une diffusion dont l'importance aurait été proportionnelle aux dogmes qu'il a remis en cause, il n'en reste pas moins qu'elle a servi d'inspiration à certains phénomènes politiques et sociaux de grande envergure, au premier chef la Réforme protestante. Amorcée dès le XVe siècle, mais à son apogée au cours du XVIe siècle, la Réforme

²⁴ Nemo, Philippe et Jean Petitot-Cocordat, *Histoire du libéralisme en Europe*, Paris, Presses universitaire de France, 2006.

²⁵ Voir Alféri, Pierre, *Guillaume d'Ockham, le singulier*, Paris, Minuit, 1989; Biard, Joël, *Guillaume d'Ockham et la théologie*, Paris, Cerf, 1999.

désigne le vaste mouvement de contestation de l'Église catholique qui fait vibrer l'Europe de l'Ouest à cette époque²⁶. Ce courant connaît une impulsion majeure en 1517 lorsqu'un théologien du nom de **Martin Luther (1483-1546)** publie un brûlot dans lequel il critique sévèrement l'Église romaine, notamment en ce qui a trait à ses dépenses excessives et à la vente d'indulgences qu'elle pratique à outrance²⁷. Le refus de Luther de se rétracter lui vaut l'excommunication, mais il trouve protection auprès de certains princes allemands qui lui permettent de poursuivre son œuvre de contestation de l'Église. En outre, d'autres théologiens tels que le Suisse Ulrich Zwingli et le Français Jean Calvin lui emboîtent le pas et favorisent l'avènement de ce vaste mouvement qui va voir une bonne partie de la chrétienté rejeter l'autorité du pape et quitter l'Église catholique. C'est ainsi que naît le protestantisme.

Plusieurs auteurs ont établi un lien direct entre la formation du protestantisme et celle du Libéralisme. Georges Burdeau va par exemple affirmer que c'est la Réforme qui a permis à l'homme en général de gagner une liberté qui lui avait été confisquée par « les audacieux et les forts »²⁸. C'est toutefois Max Weber qui va le mieux mettre en perspective l'association entre les deux concepts. Dans son ouvrage L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, il défend la thèse voulant qu'une idéologie telle que le Libéralisme, avec ses principes prônant la défense des libertés individuelles et surtout celle de la propriété privée, n'aurait pu connaître une expansion si prodigieuse si elle n'avait eu l'opportunité de fleurir au sein de sociétés ayant adopté une des diverses déclinaisons de la religion protestante²⁹. En effet, il considère que le protestantisme, une tendance religieuse qu'il juge plus rationnelle que le catholicisme romain, est mieux à même d'offrir les conditions essentielles à l'éclosion de la philosophie libérale, c'est-à-dire le triomphe de la rationalité face aux dogmes d'une autorité spirituelle toute puissante.

²⁶ Delumeau, Jean et Thierry Wanegfellen, *Naîssance et affirmation de la Réforme*, Paris, PUF, 2008.

²⁷ Voir Angrignon, Pierre et Jacques G. Ruelland, *Civilisations occidentales. Histoire et héritages*, Montréal, Les Éditions de la Chenelière, 1995, p. 175-179.

²⁸ Burdeau, *Op. cit.*, p. 21.

²⁹ Weber, Max, L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Paris, Presses Pocket, 1985.

1.3.2 Le libéralisme au temps des Lumières

Avec la fin du XVIIe siècle et le début du XVIIIe, apparaît un mouvement de renouveau philosophique et culturel connu sous le nom de *Lumières* ou de *siècle des Lumières*. Cette période d'une effervescence intellectuelle considérable est notamment caractérisée par la redécouverte des textes et des idées issus de l'Antiquité. Les penseurs de ce mouvement combattent l'irrationnel, l'arbitraire et la superstition, auxquels ils opposent la liberté de l'individu et la Raison. Plus concrètement, les *Lumières* favorisent l'émergence des deux phénomènes qui, selon Maurice Flamant, sont à l'origine de la constitution du Libéralisme, c'est-à-dire le triomphe de l'individualisme et l'essor de la bourgeoisie³⁰. Forts de ces nouvelles réalités, les penseurs libéraux de l'époque vont être en mesure de théoriser de façon concrète le concept qui constitue la raison d'être du Libéralisme naissant : la limitation du pouvoir de l'État au profit de l'individu³¹.

La première contribution majeure nous vient de **Spinoza** (1632-1677). Dans son *Traité politique* publié en 1677, ce dernier y va d'une charge à fond de train contre la monarchie de droit divin³². Tout comme d'Ockham l'avait fait avant lui, il conteste la prétention de l'Église à la Vérité absolue et ramène le christianisme à un phénomène historique pouvant subir l'épreuve de la critique. Le fait qu'un pouvoir soit imposé au nom de Dieu n'est donc plus suffisant pour être considéré comme étant légitime, l'arbitraire inhérent à l'exercice du pouvoir solitaire ne pouvant plus se justifier en invoquant les préceptes formulés par l'Église³³. Pour Spinoza, le respect des lois ne peut être assuré efficacement que par un pouvoir partagé entre plusieurs détenteurs, lesquels devraient être sélectionnés selon les critères les moins subjectifs

³⁰ Flamant, Maurice, *Le libéralisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1979.

³¹ Bobbio, Norberto, *Libéralisme et démocratie*, Paris, Cerf, 1996.

³² Spinoza, Benedictus de, *Traité politique*, Paris, J. Vrin, 1968.

³³ Voir à ce sujet Raynal, Jean-Jacques, *Histoire des grands courants de pensée politique*, Paris, Hachette, 1999, p. 73-74.

possible. Ses écrits contribuent donc à remettre au goût du jour certains des principes démocratiques qui avaient été formulés dans la Grèce antique. La démocratie sera bientôt considérée comme l'une des libertés individuelles les plus fondamentales et deviendra progressivement indissociable du Libéralisme.

C'est John Locke (1632-1704), un contemporain de Spinoza, qui théorise de la façon la plus convaincante les différentes bases du Libéralisme. Ce dernier fait partie du courant dit des « contractualistes », courant dont les membres se sont fixés comme objectif d'expliquer de quelle manière les hommes sont passés de l'état de nature, période au cours de laquelle chaque individu évolue en solitaire, pour ensuite se constituer en société et créer l'État moderne tel que nous le connaissons.

L'importante contribution de Locke est d'abord tributaire de la façon dont il est parvenu à définir l'origine de la propriété privée. Cette tâche consistait en fait à déterminer la façon dont on sépare ce qui est commun et ce que chaque individu peut s'approprier pour lui seul. Dans le premier volet de son *Traité du gouvernement civil*, il avance l'idée voulant que ce soit le travail qui soit à la base de la propriété et qui fixe la valeur des choses : « Le travail de son corps et l'ouvrage de ses mains, nous pouvons le dire, sont son bien propre. Tout ce qu'il a tiré de l'état de nature, par sa peine et son industrie, appartient à lui seul » ³⁴. Bref, la terre appartient à celui qui la travaille, les fruits à ceux qui les cueillent, etc.

Comme le travail existe déjà à l'état de nature, Locke en déduit que la propriété privée est intrinsèque à l'homme. Il la considère donc comme un droit inaliénable dont bénéficie tout être humain. Dans un monde idéal, chaque individu aurait limité son travail à l'appropriation des seuls biens nécessaires à sa subsistance. Toutefois, l'invention de la monnaie, cè bien durable pouvant être amassé, conservé, puis échangé contre des biens périssables, a complètement changé la donne.

³⁴ Locke, John, « Chapitre 5. De la propriété des choses », in *Traité du gouvernement civil*. Disponible [en ligne] :

http://classiques.uqac.ca/classiques/locke_john/traite_du_gouvernement/traite_du_gouv_civil.pdf, p. 32, site consulté le 2 juillet 2009

L'homme est désormais en mesure, grâce au fruit de son travail, d'accumuler des possessions de facon illimitée et disproportionnée par rapport à ses besoins primaires. C'est la naissance du capitalisme, un concept qui ne pourra plus être dissocié du Libéralisme. En effet, l'équation est toute simple : le Libéralisme promeut la protection des libertés individuelles, parmi lesquelles figure le droit à la propriété privée. Or, cette même propriété privée débouche inévitablement sur l'instauration d'un système capitaliste où prévaut l'accumulation illimitée de la richesse.

Cette redéfinition du concept de propriété amène également Locke à fonder sa théorie sur la limitation du pouvoir. Selon l'interprétation qu'il offre, cette fois dans son Second traité du gouvernement civil, c'est la nécessité de bénéficier d'une instance en mesure de leur accorder la protection de leurs propriétés qui pousse les hommes à quitter l'état de nature et de se constituer en société évoluant sous l'égide d'un gouvernement : « C'est pourquoi, la plus grande et la principale fin que se proposent les hommes, lorsqu'ils s'unissent en communauté et se soumettent à un gouvernement, c'est de conserver leurs propriétés desquelles bien des choses manquent dans l'état de nature »35. Ainsi, selon Locke, l'État naît d'un lien de confiance que toutes les composantes de la société lui accordent simultanément et non pas un à un. En fait, l'État lockien n'est rien de plus que le mandataire du peuple et n'existe que parce que ce dernier lui accorde sa confiance. Si l'autorité en place n'accomplit pas convenablement son travail, le peuple est parfaitement justifié de se révolter contre lui, puisqu'il aurait perdu la seule forme de légitimité sur laquelle repose son pouvoir : la souveraineté populaire³⁶.

Après Locke, Montesquieu (1689-1755) va à son tour s'attaquer à la question de la limitation du pouvoir. Ce dernier va tenter de démontrer pourquoi la séparation du pouvoir est une condition sine qua non à sa limitation. C'est notamment dans

³⁵ John Locke, Second traité du gouvernement civil, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p.16. ³⁶ Locke, John, *Lettre sur la tolérance*, Paris, Flammarion, 1992.

l'ouvrage *De l'esprit de lois* qu'il explique l'inévitable nécessité de trouver une façon de contrôler les différentes formes d'autorité, exprimant l'avis que tout homme détenant quelque pouvoir que ce soit va tenter d'en abuser jusqu'à ce qu'il trouve des limites³⁷. Or, pour Montesquieu, la méthode la plus efficace pour arrêter un pouvoir est de lui en opposer un autre. Bref, le pouvoir arrête le pouvoir.

Le penseur français va donc recommander que le pouvoir soit divisé en trois branches distinctes : le pouvoir législatif, chargé de voter les lois; le pouvoir exécutif, dont le rôle est de faire appliquer les lois votées par le législatif; et le pouvoir judiciaire, ayant pour tâche de veiller à ce que les deux autres branches ne transgressent pas les limites des fonctions qui leur ont été attribuées. Cette façon de concevoir le pouvoir va devenir un des rouages essentiels de la démocratie des régimes libéraux. Elle servira notamment d'inspiration à la Constitution américaine rédigée en 1787 et sera reprise en France dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. Pour Braunstein et Pépin, c'est d'ailleurs cette *Déclaration* proclamée par les révolutionnaires français le 26 août 1789 qui fournit au Libéralisme son fondement économique, politique et surtout, juridique³⁸. Ainsi bien conceptualisé, le Libéralisme est prêt à se répandre dans l'ensemble du monde occidental.

1.3.3 Le libéralisme hégémonique

Dès la fin du XVIIIe siècle, l'Europe voit émerger en son sein une panoplie de régimes démocratiques. Peu à peu, le Libéralisme s'y impose clairement en tant qu'idéologie dominante, position qu'il occupera jusqu'au début du XXe siècle. Toutefois, si ses principes politiques sont largement acceptés et adoptés tout au long de cette période, la situation est moins évidente en ce qui a trait à ses principes économiques. Selon Charles Gide, ce n'est qu'entre 1830 et 1850 que s'effectue la

³⁷ Montesquieu, Charles de Secondat, baron de, *De l'esprit des lois*, Livre XI, chap. IV, Paris, GF-Flammarion, 1979, p. 292.

³⁸ Braunstein, Florence et Jean-François Pépin, *Histoire des grandes idéologies : les courants idéologiques de 1789 à nos jours*, Paris, Vuibert, 1998, p. 54.

conjonction entre liberté politique et liberté économique³⁹. Cette association, bien que partiellement évoquée par des penseurs comme John Locke, sera le fruit des travaux de certains autres auteurs.

S'inspirant des enseignements d'Épicure qui, à l'époque de la Grèce antique, avait considéré le plaisir comme constituant le bien moral suprême, le philosophe anglais **Jeremy Bentham (1748-1832)** élabore la théorie de l'utilitarisme. Cette dernière défend l'idée que l'être humain cherche, à travers chacune de ses actions, à obtenir le maximum de plaisir et le minimum de douleur⁴⁰. De plus, comme la recherche du bonheur est propre à chacun, le bonheur collectif ne peut être que le résultat de la somme des différents bonheurs individuels⁴¹. Ces prémisses poussent Bentham à déduire que le meilleur gouvernement est celui qui permettra à chaque individu de réussir dans sa quête du bonheur.

Or, depuis la justification de la propriété privée et l'avènement du capitalisme, la voie la plus efficace menant à l'atteinte du bonheur réside dans l'enrichissement. L'État doit donc chercher par tous les moyens à favoriser la réussite économique de ses citoyens afin de maximiser leurs chances d'atteindre le plus haut niveau de bonheur qui soit.

Adam Smith (1723-1790) va reprendre cette idée selon laquelle le bonheur collectif est tributaire de la liberté accordée à chaque homme de poursuivre ses intérêts individuels. Pour l'affirmer autrement, la prospérité générale est garante du droit que possèdent les individus à s'enrichir sans entrave. Or, pour Smith, toute intervention de l'État dans l'économie constitue une telle entrave⁴².

Athlone Press, 1970, p. 11.

⁴² Smith, Adam, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, Paris, GF-Flammarion, 1991.

_

Gide, Charles et Charles Rist, Histoire des doctrines économiques, Paris, Sirey, 1959, p. 362.
 Bentham, Jeremy, An Introduction to the Principles of Morals and Legislation, Londres, The

⁴¹ Voir Métayer, Michel, « L'éthique utilitariste » *La philosophie éthique. Enjeux et débats actuels,* Montréal, Éditions du renouveau Pédagogique, 2002, p. 79-94.

En effet, ce dernier soutient que la croissance économique ne peut être maintenue qu'à condition de laisser libre cours aux lois du marché. C'est d'ailleurs pour illustrer sa croyance en l'efficacité du libre marché qu'il imagine sa célèbre métaphore de la « main invisible », telle que résumée ici par Bourret et Dumas :

En ne cherchant que leur intérêt personnel, les entrepreneurs n'ont d'autres choix que de produire les biens les plus en demande tout en cherchant à accroître leur productivité. Ils concourent, par le fait même, à l'intérêt général de la société, soit la satisfaction du plus grand nombre de besoins avec les ressources disponibles, comme si une main invisible bien intentionnée les guidait dans leur action⁴³.

L'État doit donc se garder de pervertir par son intervention l'équilibre parfait entre l'offre et la demande qui résulte du libre marché et de la libre concurrence. En revanche, il doit tout mettre en œuvre pour s'assurer qu'aucune autre influence extérieure ne bouleverse ces deux principes. En somme, il invite le gouvernement en place à « ajuster sa nouvelle fonction à l'état commercial de la société » ⁴⁴.

D'autres théoriciens de la pensée économique vont par la suite corroborer et compléter la théorie de Smith, notamment Jean-Baptiste Say⁴⁵ et David Ricardo⁴⁶. Pour eux, l'intervention de l'État dans l'économie ne peut qu'altérer l'équilibre naturel entre l'offre et la demande et augmenter, par le fait même, les risques de provoquer une crise économique. Désormais, on ne peut plus parler de la liberté de l'individu sans faire référence à sa liberté économique. Ce courant de pensée va bénéficier d'une telle importance que le Libéralisme va régner pratiquement sans rival jusque dans la première moitié du XXe siècle.

1.3.4 Le libéralisme remis en question

Deux événements majeurs vont freiner l'hégémonie exercée par le Libéralisme au sein du monde occidental et contribuer à remettre en question

⁴³ Bourret, Renaud et Alain Dumas, *Économie globale. Regards actuels*, Montréal, Éditions du Renouveau Pédagogique, 2001, pp. 25-26.

⁴⁴ Garandeau, Op. cit., p. 68.

⁴⁵ Say, Jean-Baptiste, *Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*, Osnabruck, O. Zeller, 1966.

⁴⁶ Ricardo, David, Des principes de l'économie politique et de l'impôt, Paris, GF-Flammarion, 1992.

quelques-uns de ses principes. Tout d'abord, la victoire de la révolution bolchevique en URSS en 1917 témoigne de la montée en force d'une pensée économique totalement réfractaire au capitalisme : le socialisme. Essentiellement élaborée par Karl Marx, cette doctrine présente le capitalisme comme un instrument d'exploitation des travailleurs, le prolétariat, au profit des détenteurs des moyens de production, la bourgeoisie⁴⁷. Comme les détenteurs des moyens de production sont en mesure de vendre les biens produits par les travailleurs à un prix bien plus élevé que leur salaire, les socialistes en concluent que les premiers s'enrichissent grâce à la valeur créée par le travail des seconds, d'où le rapport de domination. Le socialisme implique donc d'abolir la propriété privée des moyens de production et le libre marché, pour ensuite leur substituer un système de planification économique dirigé par l'État⁴⁸.

Puis, un peu plus d'une décennie plus tard, le krach boursier de 1929 engendre la plus grave crise économique de l'histoire. Les préceptes de l'économie libérale sont mis à mal, l'offre et la demande demeurant déréglés malgré le laisser-faire pratiqué par les dirigeants en place. Pour la première fois depuis des années, l'hégémonie intellectuelle du Libéralisme est menacée. Certains auteurs vont néanmoins tenter de réaliser la réconciliation entre les principes du Libéralisme et la nouvelle réalité.

En 1936, **John Maynard Keynes** (1883-1946) publie la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, dans laquelle il tente de justifier les bienfaits d'une intervention contrôlée de l'État dans l'économie. Selon lui, la dépression des années 1930 est la preuve que le respect d'un libre marché strict n'est pas un gage de garantie contre les crises économiques. Au contraire, l'État constitue de loin l'instrument le plus efficace pour assurer une reprise lorsque survient un ralentissement ou une crise générale de l'économie : « L'élargissement de l'État [...]

⁴⁷ Marx, Karl, Le Capital, Paris, Anthropos, 1973.

⁴⁸ Boudreau, Philippe et Claude Perron, *Lexique de science politique*, Montréal, Chenelière Education, 2006.

nous apparaît [...] comme le seul moyen possible d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles et comme la condition d'un fructueux exercice de l'initiative individuelle »⁴⁹.

Keynes prône donc l'instauration d'une économie mixte, c'est-à-dire un système économique en vertu duquel l'économie de marché persiste, mais est encadrée et stabilisée par l'intervention de l'État. *Grosso modo*, cette intervention consiste en une augmentation des dépenses de l'État en période de ralentissement économique, même si cela implique la réalisation d'un déficit. Celui-ci sera plus tard remboursé lorsque l'État, une fois l'économie relancée, diminuera ses dépenses et réalisera des surplus budgétaires grâce à la remontée des prix. Keynes ne vise donc pas à remplacer le marché comme le veulent les socialistes, mais cherche plutôt à le corriger, ce qui concorde avec la pensée libérale.

L'interventionnisme d'État théorisé par Keynes va conduire à la généralisation de l'État-providence au cours des trois décennies suivant la Seconde Guerre mondiale⁵⁰. L'État-providence est un concept faisant référence à l'action d'un gouvernement qui étend son intervention de manière à atténuer au maximum les inégalités sociales entre les citoyens. Outre les mesures de relance économique, un tel État favorise la distribution des revenus et la mise en place de toute une gamme de mesures garantissant un filet de sécurité sociale. Bref, non seulement l'État-providence cherche à protéger les droits économiques et sociaux des individus, mais il mène également en parallèle des actions positives afin que chacun puisse réellement jouir de ces droits.

Au tournant des années 1970, cette justification du rôle de l'État dans l'économie va toutefois être fortement critiquée par les tenants d'un Libéralisme pur,

⁴⁹ Keynes, John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie,* Paris, Payot, 1936, p. 373.

⁵⁰ Voir à ce sujet, Dostaler, Gilles et Michel Beaud, *La pensée économique depuis Keynes*, Paris, Seuil, 1993.

davantage fidèle à ses prémisses de base. Les tenants de ce discours vont se faire les porteurs d'un nouveau courant qui sera désigné sous le nom de néolibéralisme.

Des économistes tels que **Friedrich Hayek** (1899-1992) et **Milton Friedman** (1912-2006) vont se dresser comme les plus importants défenseurs de ce retour à l'État minimal tel que l'avaient imaginé les premiers théoriciens du Libéralisme. En effet, ceux-ci vont consacrer la majeure partie de leur œuvre à décrire de quelles manières l'intervention économique de l'État présente davantage d'effets pervers que de bienfaits. Par exemple, Hayek va défendre l'idée voulant que les impôts élevés prélevés par un gouvernement interventionniste qui a besoin de ressources pour financer ses programmes sociaux démotivent les individus les plus productifs et nuisent à la croissance économique. De son côté, Friedman va entre autres faire valoir qu'une mesure sociale comme le salaire minimum crée du chômage chez les jeunes, car les entreprises ne pouvant se permettre de rémunérer la totalité de sa main d'œuvre à un tel coût se voient dans l'obligation de freiner leur processus d'embauche⁵¹. Ils en concluent donc au caractère néfaste de l'intervention étatique.

En réalité, Hayek et Friedman ne considèrent pas seulement l'intervention de l'État comme étant une pratique inefficace : ils la jugent tout simplement dangereuse. Ils sont d'avis que toute forme de prise en charge par le gouvernement contribue à miner l'initiative individuelle et à renforcer le pouvoir de l'État. Il s'agit donc d'une grave menace à la liberté des hommes qui ne vaut pas la peine d'être envisagée.

1.3.5 La chute du Mur de Berlin et la fin de l'histoire?

La chute du mur de Berlin et l'effondrement des régimes socialistes qu'elle annonce témoignent d'une réalité décisive en ce qui a trait au parcours de ces idéologies : contrairement au socialisme, le Libéralisme a su s'adapter et se redéfinir afin d'éviter de tomber en désuétude et de sombrer dans l'oubli. Depuis 1989, le

⁵¹ Bourret et Dumas, Op. cit., pp. 27-28.

Libéralisme est de nouveau virtuellement sans rival, son seul adversaire crédible étant devenu, à toutes fins pratiques, obsolète. Cela annonce-t-il sa victoire définitive et la « fin de l'histoire » comme l'a prédit Francis Fukuyama⁵² ? D'autres avant lui, notamment Immanuel Wallerstein⁵³ et D.J. Manning⁵⁴, ont d'ailleurs confirmé les prétentions universalistes du Libéralisme.

S'il est encore trop tôt pour partager la conclusion de Fukuyama, il faut cependant admettre que l'héritage du Libéralisme est vaste et continue de façonner l'organisation politique et économique de la plupart des pays occidentaux. Joseph Schumpeter en mentionne quelques aspects : gouvernements responsables devant un Parlement élu, vote secret et suffrage universel, séparation de l'Église et de l'État, etc⁵⁵. Marcel Gauchet, lui, considère que le véritable apport du Libéralisme est d'avoir fait entrer la liberté dans « l'organisation de l'établissement humain » 56. Le Libéralisme n'a néanmoins pas terminé de se redéfinir. Toutefois, le débat s'articule à présent « à l'interne », c'est-à-dire entre membres de différents courants respectant les principes qui, encore aujourd'hui, dominent la pensée libérale : la limitation du pouvoir politique au profit de l'individu et l'acceptation de l'économie de marché.

1.4 Le Libéralisme aux États-Unis : de l'époque coloniale aux années 1960

Le territoire aujourd'hui occupé par les États-Unis est colonisé par les Européens dès le tout début du XVIIe siècle⁵⁷. Bien que le Nouveau Monde soit situé à des milliers de kilomètres du Vieux Continent, son développement est tout autant influencé par le débat d'idées qui enflamme l'Europe au temps des Lumières. Le

⁵² Fukuyama, Francis, La fin de l'histoire et le dernier homme, Paris, Flammarion, 1992.

⁵³ Wallerstein, Immanuel, « Trois idéologies ou une seule? La problématique de la modernité » dans Conservatisme, libéralisme, socialisme, Paris, ouvrage collectif, Paris, Belin, 1992.

⁵⁴ Manning, D.J., *Liberalism*, Londres, J.M. Dent and Sons, 1976.

⁵⁵ Schumpeter, Joseph, History of Economic Analysis, New York, Oxford University Press, 1954, p.

⁵⁶ Gauchet, Marcel, L'avènement de la démocratie, II. La crise du libéralisme, Paris, Gallimard, 2007, p. 7. ⁵⁷ La première ville permanente du territoire américain est fondée en 1607 sous le nom de Jamestown.

Libéralisme trouve donc en Amérique une des terres les plus favorables à son épanouissement.

1.4.1 La période coloniale

Le moment de l'apparition du Libéralisme aux États-Unis se confond pratiquement avec celui du début de la colonisation européenne. En effet, dès 1620, un groupe de puritains victimes de la persécution religieuse qui sévit en Angleterre met les voiles en direction des côtes américaines à bord d'un navire nommé le *Mayflower*. Les pèlerins accostent dans le nord de ce que l'on nomme aujourd'hui la Virginie et y fonde la ville de Plymouth. Ces derniers vont ensuite y signer le *Pacte du Mayflower (Mayflower Compact)*, document qui représente la première véritable constitution adoptée en Amérique du Nord⁵⁸. Mais la particularité la plus intéressante de ce document est le fait qu'il s'agisse d'une illustration parfaite du fameux « contrat social » qu'ont imaginé certains des plus célèbres philosophes du *siècle des Lumières*. En effet, le *Pacte du Mayflower* résume la volonté des signataires de céder une partie de leur liberté à une autorité supérieure afin que celle-ci soit en mesure de préserver le bien commun :

[...] en présence de Dieu et de chacun de nous, nous nous unissons et associons en un corps politique civil, en vue de mieux nous gouverner [...] Nous formons, instituons et établissons les lois, ordonnances, actes et constitutions [...] qui nous paraîtront les plus convenables et les mieux appropriés pour le bien général de la colonie, et nous leur promettons toute due soumission et obéissance⁵⁹.

L'épisode du *Mayflower* témoigne donc du fait que le Libéralisme s'installe à toutes fins pratiques simultanément en Europe et en Amérique.

⁵⁹ Pacte du *Mayflower*, reproduit dans Gourd, Alphonse, *La charte coloniale et les constitutions des États-Unis*, tome 1, Paris, Imprimérie nationale, 1895, p. 239.

⁵⁸ Desbiens, Albert, *Les États-Unis d'Amérique : synthèse historique*, tome 1, Sillery (Québec), Septentrion, 2004.

À titre de sujets de la Couronne britannique, les colons américains peuvent également se réclamer de certains principes inspirés du Libéralisme tel qu'il est pratiqué en Grande-Bretagne. Pensons notamment à la *Magna Carta* qui met de l'avant, dès 1215, le principe de gouvernement limité, ni absolu, ni arbitraire; à l'application de la *common law* anglaise et du droit criminel, lequel reconnaît en particulier la présomption d'innocence et le droit d'être jugé par un jury composé de ses pairs; à la séparation des pouvoirs (en Grande-Bretagne, le roi partage le pouvoir avec le Parlement); et surtout aux droits garantis par le *Bill of Rights*.

Adopté à la suite de la révolution anglaise de 1689, le *Bill of Rights* reconnaît aux sujets britanniques (donc aux colons américains) une série de droits politiques fondamentaux : élection libre des membres du Parlement, réunion fréquente du Parlement, droit de présenter des pétitions au roi sans craindre l'emprisonnement, pouvoir exclusif au Parlement d'adopter les lois et de lever les impôts, etc⁶⁰. Pour Claude Corbo, il ne fait donc aucun doute que : « cette idée d'un État aux pouvoirs limités, d'un gouvernement régis par des lois est très profondément enracinée dans la mentalité politique américaine et s'est trouvée régulièrement alimentée par des vagues successives d'immigrants fuyant la persécution religieuse et l'oppression politique »⁶¹. En outre, il faut mentionner que les idées libérales qui naissent en Europe lors des XVIIe et XVIIIe siècles traversent l'Atlantique et sont débattues dans les colonies. Locke et Montesquieu, entre autres, influencent grandement les leaders coloniaux qui s'inspirent de leurs écrits pour adresser des griefs de plus en plus sévères à l'endroit de la Couronne britannique. Puis, en 1776, Thomas Paine fait paraître Le sens commun (Common sense), un pamphlet plaidant de façon virulente en faveur de l'indépendance des colonies américaines. Dans ce manifeste qui connaît un succès retentissant, Paine y défend la thèse voulant que la seule option qu'ont les colons américains de faire cesser l'aliénation de leurs droits fondamentaux est de

⁶⁰ Bill of Rights, reproduit dans Torrelli, Maurice et Renée Beaudoin, *Les droits de l'homme et les libertés publiques par les textes*, Montréal, Presse de l'Université du Québec, 1972, p. 34-35.

⁶¹ Corbo, Claude, *Les États-Unis d'Amérique : les institutions politiques*, tome 2, Sillery (Québec), Septentrion, 2004, p. 26.

rompre avec la Grande-Bretagne en prenant les armes contre le pouvoir royal : « Ce sont les armes qui en dernier recours trancheront la querelle. Le roi a choisi d'y faire appel et le continent a relevé le défi » ⁶². La même année, les 13 colonies américaines déclarent leur indépendance et leurs habitants engagent le combat pour la faire respecter. Il faut donc bel et bien distinguer le Libéralisme comme l'une, sinon la principale inspiration de la révolution américaine, tel que le mentionne Claude Fohlen :

La révolution américaine n'est pas, comme on le dit trop souvent, la libération d'un peuple colonial opprimé par la métropole, mais l'aspiration à la liberté de Britanniques dominés par d'autres Britanniques. Ce n'est en aucun cas la première manifestation de décolonisation, mais un relais sur la voie tortueuse de la lutte pour les libertés, individuelle, politique, religieuse, économique, amorcée en Angleterre au siècle précédent et prolongée ensuite par la Révolution française⁶³.

1.4.2 Le Libéralisme dans les textes fondateurs

Si les principes libéraux constituent le fondement de la révolution américaine, il est donc tout à fait logique qu'ils occupent une place aussi importante dans les grands textes fondateurs des États-Unis d'Amérique. Par exemple, la **Déclaration d'indépendance** s'amorce avec certaines des idées maîtresses du Libéralisme, soit que les êtres humains sont dotés de droits inaliénables et que les gouvernements n'existent qu'en vertu du consentement des individus pour faire respecter ces libertés fondamentales :

Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés⁶⁴.

⁶³ Fohlen, Claude, Les pères de la révolution américaine, Paris, Albin Michel, 1989, p. 10.

-

⁶² Paine, Thomas, *Le sens commun*, Sillery (Québec), Septentrion, 1995, p. 75-76.

⁶⁴ Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique, reproduite dans Clifton, Daniel, *Chronique de l'Amérique*, Paris, Éditions Chronique, 1993, p. 155.

La Déclaration s'inspire également des enseignements de John Locke voulant que tout peuple possède la pleine légitimité de se révolter contre son gouvernement si ce dernier ne parvient plus à remplir son devoir qui est de garantir et protéger les droits fondamentaux de ses sujets. La majeure partie du document représente donc une série de griefs formulés contre une Couronne britannique accusée d'usurper les libertés dont sont supposés jouir les colons américains, au premier chef celles mentionnées dans le *Bill of Rights*. Puis, la Déclaration se termine en affirmant que les 13 colonies n'ont d'autres options que de déclarer unilatéralement leur indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne :

L'histoire du roi actuel de la Grande-Bretagne est l'histoire d'une série d'injustices et d'usurpations répétées, qui toutes avaient pour but direct l'établissement d'une tyrannie absolue sur ces États [...] Nous n'avons pas non plus manqué d'égards envers nos frères de la Grande-Bretagne [...] Eux aussi ont été sourds à la voie de la raison et de la consanguinité. Nous devons donc nous rendre à la nécessité de la séparation et les regarder de même que le reste de l'humanité, comme des ennemis dans la guerre et des amis dans la paix⁶⁵.

Il est intéressant de noter qu'en fondant leur déclaration d'indépendance sur une série de principes libéraux issus des *Lumières*, les colons américains sont en mesure d'invoquer le caractère universel de leur démarche, laquelle pourrait donc s'appliquer à n'importe quel peuple de la Terre.

La Constitution américaine rédigée lors de la convention de l'été 1787 constitue un second exemple de texte fondateur présentant des influences libérales, puisque ses principales caractéristiques témoignent toutes d'une méfiance envers le pouvoir. Tout d'abord, la doctrine de la suprématie de la Constitution est mentionnée au deuxième paragraphe de l'article VI : « La présente Constitution, ainsi que les lois des États-Unis qui en découlent, et tous les traités déjà conclus, ou qui le seront, sous l'autorité des États-Unis seront la loi suprême du pays »⁶⁶. Cette doctrine vise

-

^{65 [}hid

⁶⁶ Constitution des États-Unis d'Amérique, reproduite dans Clifton, Op. cit., p. 196.

clairement à limiter l'action des pouvoirs publics, ceux-ci étant contraints de se soumettre aux prescriptions établies par la loi fondamentale du pays.

La Constitution des États-Unis est également clairement républicaine, c'est-à-dire qu'elle fait du peuple la source de tout pouvoir et de toute légitimité politique. Son préambule ne laisse d'ailleurs aucun doute à ce sujet puisqu'on peut y lire : « Nous, le peuple des États-Unis [...] ordonnons et établissons la présente constitution [...]»⁶⁷. Cette volonté de faire du peuple le seul mandant du pouvoir est confirmée par plusieurs dispositions inscrites dans la Constitution : élection par le peuple du président, des représentants et des sénateurs⁶⁸ ; mandat limité dans le temps pour les élus; et possibilité de révoquer les élus en cours de mandat dans le cas d'une faute grave.

La séparation des pouvoirs est un autre principe fondamental inclus dans la Constitution. Directement inspirée des idées de Montesquieu, elle vise à fractionner le pouvoir politique en plusieurs entités, chacune devant limiter l'action des autres. Le gouvernement américain est donc divisé selon la base des trois branches imaginées par Montesquieu : le pouvoir exécutif, incarné par le président; le pouvoir législatif, représenté par les deux chambres du Congrès (le Sénat et la Chambre des représentants) et le pouvoir judiciaire, exercé par la Cour suprême. La relation entre ces trois organes gouvernementaux est régie par un système de poids et contrepoids (checks and balances). Ce système garantit à chacune des entités du gouvernement différents moyens lui permettant d'encadrer et de limiter le pouvoir des deux autres. Mentionnons à ce titre le veto présidentiel lui permettant de révoquer les lois votées par le Sénat, l'approbation par le Sénat des nominations du président et la possibilité pour la Cour suprême d'invalider toute loi qu'elle juge non conforme avec la Constitution (judicial review).

⁶⁷ Le caractère républicain de la Constitution américaine est étudié de façon détaillée dans Marienstras, Élise, *Nous, le peuple. Les origines du nationalisme américain*, Paris, Gallimard, 1988.

⁶⁸ Le président est élu par un collège électoral qui lui est élu par la population. De leur côté, les sénateurs seront désignés par les États jusqu'en 1913, mais sont depuis cette date élus par la population de leurs états respectifs.

À la séparation des pouvoirs s'ajoute la division des pouvoirs, principe mis en place par le biais du fédéralisme. En effet, la Constitution établit une division stricte des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et celui de chacun des États constituant l'Union. Cette disposition fut incluse dans la loi suprême du pays afin d'apaiser certaines craintes voulant que l'adhésion des États à l'Union conduirait à une trop grande centralisation des pouvoirs. C'est la raison pour laquelle, au cours du débat précédant la ratification du texte, John Jay, Alexander Hamilton et James Madison ont tenté de désamorcer ces craintes dans une série de textes qui seront rassemblés plus tard dans l'ouvrage Le Fédéraliste. Madison y précise notamment que :

Chaque État, en ratifiant la Constitution, est considéré comme un corps souverain, indépendant de tous les autres, et lié uniquement par sa seule volonté. À cet égard donc, la nouvelle Constitution sera, si elle est établie, une Constitution *fédérale* non nationale⁶⁹.

Les États disposent donc de l'ensemble des pouvoirs qui ne sont pas octroyés au gouvernement central par l'article II et qui ne leur sont pas interdits par la section 10 de l'article I.

Enfin, au texte original de la Constitution seront ajoutés 27 amendements, dont 16 ont directement trait aux droits et libertés des citoyens. Les plus notables d'entre eux sont sans doute les 10 amendements adoptés en 1791 sous le nom de *Bill of Rights*, en référence directe au célèbre texte anglais. Le *Bill of Rights* américain consacre, entre autres, l'habeas corpus, la liberté d'expression, de religion et de réunion ainsi que le droit de porter des armes (afin de se révolter contre le gouvernement si celui-ci devenait despotique).

1.4.3 Le Libéralisme dans la société américaine

Dès les premières années d'existence des États-Unis en tant que pays vont commencer à s'enraciner au sein de la population certaines valeurs et croyances.

⁶⁹ Madison, James, « Conformité du projet aux principes républicains », no 39 dans *Le fédéraliste*, Paris, Économica, 1988, p. 315.

Celles-ci vont contribuer à créer ce que l'on pourrait nommer un « style américain » 70. Or, ce style américain est fortement imprégné de Libéralisme. Pensons seulement à l'individualisme américain qui se traduit par un culte de l'autonomie individuelle. Les Américains figurent toujours parmi les peuples occidentaux les plus réfractaires à la présence de l'État dans la société et valorisent davantage la réussite individuelle. La croyance voulant que la prospérité de la nation soit assurée par les efforts et le travail acharné de chacun des citoyens est très populaire au sein de la société américaine. L'histoire de l'homme parti de rien et qui arrive à s'enrichir de façon considérable (le *self-made man*) fait partie intégrante de la psyché américaine et est souvent citée comme exemple à suivre.

Il ne fait donc pas de doute de voir les Américains figurer parmi les plus grands défenseurs du capitalisme et du libre marché. Le pays a pratiqué, de sa fondation au début du XXe siècle, un capitalisme presque pur, c'est-à-dire laissant toute la place à l'initiative individuelle et aux lois du marché, tout en confinant l'État à un rôle marginal. De grandes fortunes ont ainsi pu se constituer, pensons aux Rockefeller, Carnegie et autres Kennedy, et les États-Unis ont acquis leur réputation de pays où chacun peut s'enrichir presque sans contraintes.

Le Libéralisme apparaît donc aux États-Unis comme étant « naturel et inéluctable »⁷¹, alors que de l'autre côté de l'Atlantique, par exemple, le Libéralisme sera beaucoup plus contesté. Dans son célèbre ouvrage intitulé *Histoire de la pensée libérale aux États-Unis*, Louis Hartz a tenté d'expliquer cette particularité. Pour lui, il ne fait aucun doute que la société américaine et le Libéralisme ne font qu'un : « Il n'y a jamais eu de *mouvement libéral* ni de véritable *parti libéral*; nous avons seulement eu un *mode de vie américain* »⁷². Hartz explique que ce phénomène, qu'il désigne sous le nom de « consensus libéral », s'explique par le fait qu'aux États-Unis, le

⁷⁰ Louis Balthazar a développé ce concept de style américain dans Balthazar, Louis, Charles-Philippe David et Justin Vaïsse, *La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Science Po. 2003, pp. 41-70.

⁷¹ Raynal, *Op. cit.*, p. 101.

⁷² Hartz, Louis, *Histoire de la pensée libérale aux États-Unis*, Paris, Économica, 1990, p. 25.

Libéralisme ne s'est pas constitué en réaction à un régime féodal considéré oppresseur, contrairement à ce qui s'est produit en Europe. L'absence de féodalité en Amérique aurait par le fait même empêché le socialisme de s'y développer, privant le Libéralisme de son seul rival crédible :

C'est au comportement féodal qu'il faut faire remonter les origines secrètes de la pensée socialiste [...] Ce n'est pas un hasard si l'Amérique, seule à ne pas posséder de tradition féodale, est également la seule à ignorer toute tradition socialiste⁷³.

Ainsi, alors que dès la fin du XIXe siècle la gauche européenne se définit de plus en plus en tant que « socialiste » et non plus en tant que « libérale », les États-Unis passent complètement à côté de ce phénomène. En fait, le Libéralisme y est si peu contesté qu'il en vient à constituer une sorte d'« idéologie nationale » et l'Américain moyen devient tellement libéral que le terme même en vient à perdre sa signification initiale ⁷⁴. À quoi bon utiliser le qualificatif « libéral » si tous les individus et toutes les politiques mises en place s'en réclament?

Arthur Schlesinger va, dans un article signé en 1956, tenter de mieux définir ce que désigne réellement le terme « libéral » dans la réalité américaine. Il convient d'abord que, comme l'ensemble des courants politiques crédibles et influents se réclame du Libéralisme, libéraux et conservateurs américains ne représentent en fait que deux déclinaisons de cette même idéologie de base : c'est le consensus libéral défini par Hartz. La véritable distinction entre les deux tendances se situerait plutôt au niveau de leur attitude face au changement. Ainsi, les libéraux seraient plus enclins à mettre en place des réformes visant à changer les choses, alors que les conservateurs seraient beaucoup plus réticents à modifier l'ordre ambiant⁷⁵. La crise économique des années 1930, avec tous les nouveaux défis qu'elle implique, va donc représenter une occasion inégalée de réaliser la scission complète entre libéraux et conservateurs.

-

⁷³ Ibid, p. 21.

⁷⁴ Balthazar, Op. cit., p. 46.

⁷⁵ Schlesinger, Arthur, *The Politics of Hope*, Boston, Riverside Press, 1962.

1.4.4 Le libéralisme et son acception américaine

En 1929, la bourse de Wall Street s'effondre et entraîne le monde dans la pire crise économique de l'histoire. La situation aux États-Unis est alarmante : en seulement trois ans, le chômage grimpe à 25 %, la production chute de moitié et les exportations diminuent de 60 %⁷⁶. Élu en 1932, le nouveau président démocrate Franklin Delano Roosevelt va mettre en œuvre le New Deal, un programme qui va bouleverser de façon radicale la société américaine. Le New Deal représente en fait l'entrée en force de l'État dans l'économie. Il sonne la fin du laisser-faire économique et marque l'apparition officielle de l'État-providence aux États-Unis⁷⁷. Les mesures mises en place par le gouvernement américain pour relancer l'économie et offrir aux citoyens un filet de protection sociale sont nombreuses et radicales : injection massive de fonds dans l'industrie afin de créer de l'emploi, augmentation considérable de l'impôt des riches, soutien à un renforcement des syndicats, contrôle des salaires afin d'éviter les écarts de rémunération trop importants, etc⁷⁸. C'est ce New Deal, cette nouvelle conception des rapports entre l'État et la population qui va servir à définir les libéraux par rapport à leurs rivaux conservateurs. Désormais, le terme « libéral » désignera aux États-Unis les partisans de l'État-providence, c'est-à-dire les individus les plus favorables aux dépenses sociales et à l'action réglementaire de l'État. Le libéralisme devient un concept associé à la gauche et au Parti démocrate, tout en étant utilisé comme synonyme au terme « progressisme » 79. Il s'agit de la première transformation majeure que subit le concept aux États-Unis. Cette nouvelle acception du libéralisme y sera dorénavant opposée au conservatisme,

⁷⁶ Romero, Federico, *L'empire américain : XXe siècle,* Florence, Casterman-Giunti Gruppo Editoriale, 1997, p. 45.

⁷⁷ Pour une excellente synthèse de l'évolution de l'État-providence aux États-Unis, voir Figueira-McDonough, Josefina, *The welfare state and social work : pursuing social justice,* Thousand Oaks, Sage Publications, 2007.

⁷⁸ Les nombreuses mesures mises en place par Roosevelt par l'entremise de son *New Deal* sont décrites plus en détails dans Heale, M.J., *Franklin D. Roosevelt : the New Deal and War*, New York, Routledge, 1999; Artaud, Denise, *L'Amérique en crise : Roosevelt et le New Deal*, Paris, A. Colin, 1987; et Einaudi, Mario, *Roosevelt et la révolution du New Deal*, Paris, A. Colin, 1961.

⁷⁹ Dans les prochains chapitres, le terme « libéralisme » sera toujours utilisé en fonction de son sens américain.

lequel réfère quant à lui à la droite de l'échiquier politique et est associé aux individus, surtout concentrés au sein du Parti républicain, qui éprouvent toujours une méfiance palpable envers l'intervention étatique.

Le succès du *New Deal* et la grande popularité de Roosevelt font en sorte de transformer cette nouvelle conception du libéralisme en une véritable norme nationale. En effet, les successeurs de Roosevelt ne remettront pas en cause le nouveau rôle attribué à l'État et mèneront jusqu'à la fin des années 1960 une politique plutôt libérale, au sens américain du terme bien sûr. Jean-Michel Lacroix rappelle à cet effet que Truman a tenté de mettre en place son propre *Fair Deal*, lequel impliquait notamment l'augmentation du salaire minimum, le soutien des prix agricoles et le renforcement du système de sécurité sociale; alors qu'Eisenhower, tout républicain qu'il soit, s'est fait élire en promettant de suivre la ligne d'un « progressisme modéré » Dans une lettre adressée à son frère, ce dernier a d'ailleurs déjà livré la réflexion suivante :

Si un parti politique tentait d'abolir la Caisse de retraite publique, l'assurancechômage, la législation du travail et les programmes agricoles, on n'entendrait plus jamais parler de ce parti dans toute notre histoire politique⁸¹.

Plusieurs auteurs ont confirmé cet état de fait, notamment Albert Desbiens pour qui le libéralisme de Roosevelt n'a pas été répudié par aucune des administrations subséquentes jusqu'à celle de Ronald Reagan dans les années 1980⁸². Paul Krugman abonde lui aussi dans ce sens :

L'État-providence n'était plus considéré comme extrémiste; c'était plutôt ceux qui voulaient le démanteler qui passaient pour des excentriques [...] Le succès de Roosevelt a conféré aux intellectuels libéraux une crédibilité et un prestige qui ont persisté longtemps après l'essoufflement de la dynamique du New Deal⁸³.

⁸³ Krugman, Paul, *L'Amérique que nous voulons*, Paris, Flammarion, 2008, p. 89-90.

_

⁸⁰ Lacroix, Jean-Michel, Histoire des États-Unis, Paris, Presses Universitaires de France, 1996, p. 395 et 415.

⁸¹ Eisenhower, Dwight, 8 novembre 1954. Disponible [en ligne]: www.eisenhowermemorial.org/presidential-papers/first-term/documents/1147.cfm, site consulté le 20 août 2009.

⁸² Desbiens, Op. cit., p. 199.

C'est cette influence qui permettra à John F. Kennedy, nouveau président démocrate élu en 1960, de se sentir capable d'étendre encore plus la sphère d'action de l'État central. Ce dernier va notamment tenter d'appliquer son programme de « Nouvelle frontière » (New frontier), lequel vise à combattre la pauvreté ainsi qu'à combattre la ségrégation dont sont victimes les Afro-américains dans plusieurs États du Sud. L'assassinat du président ne suffira pas à freiner les ardeurs de la gauche américaine. Jusqu'à la fin des années 1960, le libéralisme va bel et bien constituer la norme aux États-Unis.

CHAPITRE I LE LIBÉRALISME ÉBRANLÉ (1964-1976)

Lors de l'élection présidentielle de 1964, Lyndon Johnson pulvérise littéralement Barry Goldwater, candidat républicain et favori des conservateurs américains: le président démocrate remporte 44 États sur 50 et rafle 61 % du suffrage⁸⁴. La domination politique et intellectuelle des libéraux semble une fois de plus confirmée. Pourtant, c'est lors de cette même année que la gauche américaine entreprend un lent déclin au cours duquel elle perdra la bataille des idées face aux forces conservatrices.

1.1 Le contexte social et les mesures libérales

Les années 1960 vont être caractérisées aux États-Unis par une effervescence considérable. Un peu partout au pays, différents groupes réclament des changements devant rendre la société meilleure et plus égalitaire. Les politiciens libéraux, au pouvoir à Washington, vont répliquer avec des réformes qui changeront la face de l'Amérique.

1.1.1 La montée des groupes de pression de gauche

Au début de l'année 1961, la revue *Time* y va d'une prédiction voulant que les étudiants soient sur le point de contribuer, en s'opposant au libéralisme de leurs parents, à faire prendre à la société américaine un important virage à droite⁸⁵. La même année, l'intellectuel conservateur M. Stanton Evans renchérit en affirmant déceler les signes d'une imminente « révolte des campus » contre le libéralisme issu du *New Deal*⁸⁶. Affirmer que ces prophéties ne se sont jamais matérialisées relève de l'euphémisme. En réalité, la jeunesse américaine va constituer l'âme des divers

⁸⁴ Site officiel de la Maison-Blanche, « 36. Lyndon B. Johnson, 1961-1968 ». Disponible [en ligne]: http://www.whitehouse.gov/about/presidents/lyndonbjohnson, site consulté le 5 septembre 2009.

⁸⁵ Rapporté dans Spann, Edward K., Democracy's children: the Young Rebels of the 1960s and the Power of Ideals, Wilmington, SR Books, 2003, p. 41.

⁸⁶ Evans, M. Stanton, Revolt on Campus, Chicago, H. Regnery Co. 1961.

groupes de pression de gauche qui, tout au long des années 1960, vont mener une lutte acharnée afin d'étendre les acquis du *New Deal*. Des associations telles que la *Students for a Democratic Society (SDS)* ou la *Student Non-Violent Coordinating Commitee (SNCC)* figurent notamment parmi les organisations qui vont revendiquer, tantôt la bonification du filet de protection sociale, tantôt la reconnaissance des droits dont sont privés bon nombre d'Américains appartenant à des minorités.

Il faut savoir qu'à l'époque, la société américaine est toujours caractérisée par la discrimination que subissent certains groupes, au premier chef les Afro-Américains. En réaction à cette réalité, un mouvement des droits civiques réclamant la fin de la discrimination envers la population noire s'organise et parvient à acquérir une influence remarquable. Ce mouvement va, à lui seul, faire des années 1960 une des périodes les plus tumultueuses de l'histoire des États-Unis. C'est, du moins, l'interprétation qu'en fait l'historien Howard Zinn :

[...] le mouvement des droits civiques s'est ramifié en mouvement pacifiste, en mouvement féministe et en révolution culturelle. Des centaines de milliers, que dis-je, des millions de personnes y ont pris part, que ce soit pour une courte période ou pour toute une vie. Ce phénomène sans précédent, imprévu et, pour au moins 15 ans, incontrôlable a secoué le pays et surpris le monde entier, avec des conséquences dont on ne mesure pas encore toute l'ampleur⁸⁷.

Les acteurs de ce mouvement vont utiliser trois méthodes distinctes pour faire de la question des droits civiques un sujet de première importance. En premier lieu, des organisations telles que la *National Association for the Advancement of Colored People (NAACP)* vont contester devant les tribunaux les mesures législatives discriminatoires encore en vigueur dans certains États⁸⁸. Une autre branche du mouvement, menée par le révérend Martin Luther King, va se spécialiser dans l'organisation de manifestations non violentes. Sit-in, boycotts, marches, etc., font les manchettes et parviennent à attirer l'attention du public américain. Enfin, des groupes

⁸⁸ La plus grande victoire judiciaire du mouvement des droits civiques survient en 1954 avec l'arrêt *Brown vs Board of Education of Topeka* qui déclare inconstitutionnelle la discrimination dans les endroits publics.

-

⁸⁷ Zinn, Howard, La mentalité américaine, Montréal, Lux, 2009, p. 117.

plus radicaux, tels que les *Black Panthers* ou les *Blacks Muslims* vont prôner la révolte armée contre l'establishment blanc qui dirige le pays.

La présence de ces derniers confirme qu'au cours des années 1960, questions raciales et violence vont souvent de pair aux États-Unis. De 1965 à 1968, les révoltes se multiplient. On recense pour cette période 226 révoltes ayant fait en tout 176 morts, 7123 blessés et 48 932 arrestations⁸⁹. Afin de faire le point sur ces émeutes urbaines, une commission d'enquête est mise sur pied. Présidée par le sénateur Otto Kerner, la commission établit un diagnostic radical indiquant que « les États-Unis évoluent vers une division en deux sociétés, l'une noire, l'autre blanche, séparées et inégales » ⁹⁰. S'appuyant sur ces données, Robert Ivanov, historien du peuple noir américain conclut qu'à cette époque, « le pays se trouvait au seuil d'une véritable guerre raciale » ⁹¹.

Bref, le gouvernement reçoit énormément de pression de la part de la gauche afin de corriger les inégalités qui persistent au sein de la nation américaine.

1.1.2 La « Grande Société » de Lyndon Johnson

Réagissant aux pressions exercées par la société civile, le président Johnson met en place son projet de « Grande société », un programme inspiré d'un libéralisme qui embrasse, selon les termes de Joseph J. Schulman, une gamme beaucoup plus large de défis que le *New Deal* de Roosevelt⁹². En effet, le président a ni plus ni moins pour but que de mettre un terme à toutes les formes d'injustice dont sont victimes certaines catégories de la population. Tout d'abord, dans l'optique d'éliminer les injustices découlant des inégalités économiques sévissant au pays, Johnson fait voter par le Congrès, dès le mois d'août 1964, l'*Economic Opportunity*

⁸⁹ Ivanov, Robert, L'histoire des États-Unis et le problème noir. Moscou, Agence de presse Novosti, 1975, p. 163.

⁹⁰ Kerner, Otto, *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*, New York, E.P. Dutton and Co., 1968, p. 1.

⁹¹ Ibid, p. 163.

⁹² Schulman, Bruce J., *Lyndon B. Johnson and American liberalism: a brief biography with documents*, Boston, Bedford Books, 1995, p. 84.

Act. Cette loi fonde l'Office Economic Opportunities (OEO), une agence fédérale chargée de l'administration d'une panoplie de programmes sociaux visant à favoriser l'éducation, renforcer la sécurité sociale et lutter contre la pauvreté. Parmi les principaux programmes qui seront créés grâce à l'OEO, mentionnons notamment le projet Head Start qui vise à trouver du travail aux enfants des familles pauvres, Medicare, un programme chargé de garantir des soins de santé aux personnes âgées ainsi que Medicaid, qui joue le même rôle en faveur des plus démunis 93.

La seconde injustice combattue par Johnson concerne la discrimination touchant plusieurs minorités visibles et surtout les Afro-Américains. Ces derniers, bien que l'esclavage soit aboli depuis un siècle, sont tout de même victimes de la ségrégation. Cette dernière s'exerce principalement par une série de lois discriminatoires qui sont votées, particulièrement dans les États du Sud, afin de priver les citoyens noirs de certains de leurs droits. Ces mesures législatives, qui seront baptisées sous le nom de « lois Jim Crow », prennent plusieurs formes. Par exemple, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, des lois interdisant l'accès aux Noirs à certains lieux publics sont en vigueur dans 17 États. La ségrégation raciale dans les transports, elle, est pratiquée dans 14 États⁹⁴. À la même époque, un ouvrier noir ne reçoit en moyenne que 50 % du salaire d'un ouvrier blanc exécutant le même travail et plusieurs propriétaires refusent tout simplement de leur louer un appartement ⁹⁵. Les pires lois discriminatoires sont toutefois celles qui visent à priver les Noirs de leur droit de vote. À ce niveau, les tactiques des partisans de la ségrégation sont diverses. Robel et Zoller ont décrit ce phénomène :

Bien que le XVe amendement à la Constitution ait reconnu le droit de vote aux esclaves affranchis, les États du Sud avaient trouvé toutes sortes de moyens pour les priver *de facto* de leurs droits. Selon les États, ils exigeaient le versement d'une taxe avant de pouvoir voter, ou ils subordonnaient le droit de vote à un examen prétendument destiné à vérifier si le candidat-électeur savait lire et commenter la

_

⁹³ Le volet économique de la politique du président Johnson est décrit plus en détail dans Figueira-McDonough, Josefina, *The welfare state and social work : pursuing social justice,* Thousand Oaks, Sage Publications, 2007.

⁹⁴ Ivanov, *Op. cit.*, p. 150.

⁹⁵ Ibid, p. 150.

Constitution (et qui était bien entendu systématiquement toujours défavorable aux Noirs), ou ils obligeaient les électeurs à satisfaire à d'autres conditions qui, dans tous les cas, avaient pour effet d'exclure du scrutin les électeurs noirs. Les Noirs euxmêmes n'osaient pas demander leur inscription sur les registres électoraux de peur de perdre leur travail ou d'être victimes de représailles⁹⁶.

Ces auteurs partagent donc les conclusions formulées à l'époque par la revue Newsweek voulant que la ségrégation raciale constitue un « modèle américain de l'apartheid » ⁹⁷.

Afin de mettre un terme à cette situation, Lyndon Johnson fait voter certaines des lois les plus importantes de sa présidence. Tout d'abord, le *Civil Rights Act* de 1964 prévoit diverses mesures pour contrer les inégalités fondées sur la race, le sexe, la couleur, la religion ou la nationalité. La loi interdit, entre autres, la discrimination raciale dans les lieux publics, au sein des syndicats, sur les lieux de travail et dans les programmes fédéraux⁹⁸. L'année suivante, le *Voting Rights Act* rend illégal l'ensemble des mesures discriminatoires utilisées pour restreindre le droit de vote des Noirs. Enfin, l'année 1968 marque l'adoption par le Congrès du *Fair Housing Act* dont le but est d'interdire toute forme de discrimination en matière de logement.

L'adoption de ces lois par un Congrès souvent hostile, particulièrement en ce qui a trait aux élus provenant du Sud, région où la ségrégation raciale est davantage pratiquée, ne s'avère toutefois pas suffisante pour véritablement mettre un terme aux injustices subies par les minorités ethniques du pays. En effet, certains auteurs vont réaliser des études démontrant que la discrimination à l'égard des Noirs est imprégnée de façon si profonde dans la société américaine que le seul fait de voter des lois interdisant certaines pratiques s'avère nettement insuffisant pour espérer être en mesure de l'éradiquer.

⁹⁶ Robel, Lauren et Élizabeth Zoller, *Les États des Noirs : fédéralisme et question raciale aux Etats-Unis*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, p. 62.

⁹⁷ Mentionné dans Ivanov, Op. cit., p. 170.

⁹⁸ Daniel, Op. cit., p. 803.

En fait, le premier pavé dans la mare avait été jeté par Ralph H. Turner dès 1952. Celui-ci, dans le cadre d'une étude portant sur la discrimination des non-Blancs en matière d'emploi, en était venu à trois principales conclusions :

- 1) Les inégalités persistantes entre Blancs et non-Blancs en matière de répartition entre les différentes professions s'expliquent dans la proportion d'environ 40 % par le fait que les Blancs disposent en majorité d'un meilleur niveau d'instruction. Pour les 60 % restant, les différences ne peuvent s'expliquer que par la discrimination à l'embauche.
- 2) L'infériorité des non-Blancs en matière d'instruction n'explique que dans une proportion de 25 % le fait qu'ils soient davantage touchés par le chômage que les Blancs.
- 3) La discrimination exercée à l'encontre des non-Blancs ne consiste pas le plus souvent à refuser tout simplement de les embaucher, mais à leur refuser les emplois qui correspondent à leur niveau d'instruction⁹⁹.

Cette étude de Turner devient la pierre d'assise d'autres recherches qui vont approfondir cette question. Par exemple, Bernard Boxill va démontrer que la discrimination à l'embauche pratiquée contre les Noirs est souvent le fait d'employeurs chez qui on ne retrouve aucune forme de racisme. En effet, ceux-ci devant composer avec l'attitude de leur clientèle respective, ils peuvent être poussés, dans certains cas et contre leurs croyances personnelles, à pratiquer une discrimination pure ou perceptive :

Un employeur peut en effet estimer qu'il n'a pas intérêt à engager des Noirs, même s'il ne les déteste pas ou ne croit pas en leur incompétence, dès lors qu'il se rend compte que le public préfère ne pas être servi par des Noirs, soit que lui (le public) les déteste (discrimination pure), soit qu'il les juge incompétents (discrimination perceptive)¹⁰⁰.

35.

9

⁹⁹ Turner, Ralph H. « Foci of Discrimination in the Employment of Nonwhites », cité dans Berger, Morroe, *Problèmes raciaux*, *l'égalité par la loi : l'action législative contre la discrimination raciale aux États-Unis*, Paris, UNESCO, 1954, pp. 12-13.

Boxill, Bernard, Les Noirs et la justice sociale aux États-Unis, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1988, p.

Enfin, Oscar Lewis va identifier la présence d'une « culture de la pauvreté » imposée de l'extérieur, mais totalement intériorisée par les Afro-Américains. Issue des effets d'un racisme institutionnel bien installé dans la société, cette culture de la pauvreté implique la reproduction, d'une génération à l'autre, d'un comportement confinant tout particulièrement les Noirs des ghettos et du Sud profond à la pauvreté perpétuelle : fatalisme, absence de discipline ou d'ardeur au travail, etc¹⁰¹. Bref, l'ensemble de ces travaux démontre qu'en dépit des lois votées par le Congrès sous l'impulsion de Johnson, l'intégration sociale et économique des Noirs est encore loin d'être réalisée.

Le président démocrate déduit de cette réalité que l'État, s'il veut mettre un terme à la discrimination, ne peut se contenter d'accorder toute une série de droits à ses citoyens. Le gouvernement doit également intervenir afin que les droits en question puissent véritablement être exercés ¹⁰². Lors d'un célèbre discours prononcé en 1965 devant les étudiants de l'université Howard, le président Johnson déclare à cet égard : « La liberté ne suffit pas, nous ne recherchons pas seulement l'égalité comme droit et comme théorie, mais l'égalité comme fait et comme résultat » ¹⁰³.

L'administration démocrate réagit en adoptant deux types de mesures. En premier lieu, il intensifie la pratique du « busing ». Cette mesure consiste à déplacer certains étudiants d'une école à l'autre afin de favoriser la mixité raciale au sein des établissements scolaires. En réalité, le *busing* vise à éviter que les enfants noirs soient confinés aux écoles pauvres des ghettos et qu'ils bénéficient d'une éducation d'égale qualité par rapport à celle que reçoivent les enfants blancs. Cette pratique est effective

¹⁰¹ Lewis, Oscar, La Vida. A Puerto Rican Family in the Culture of Poverty-San Juan and New York, New York, Random House, 1965. Lewis va reprendre ses conclusions dans un article intitulé « The Culture of Poverty », dans Oynihan D. P. (sous la dir.), On misunderstanding poverty: perspectives from the social sciences, New York, Basic Books, 1968, pp. 187-220.

Dans son autobiographie, Johnson insiste à maintes reprises sur cette question, voir Johnson, Lyndon Baines, *Ma vie de président, 1963-1969*, Paris, Buchet/Chastel, 1972.

¹⁰³ Cité dans Clar D. (collectif d'auteurs), *The Eyes of the prize Civil Rights reader*, New York, Penguin Books, 1991, p. 612.

depuis les années 1950, mais elle avait jusque-là surtout été utilisée dans le Sud. Sous les administrations démocrates des années 1960, elle va être étendue au Nord.

Johnson va cependant véritablement innover en généralisant les mesures relevant de ce dont les Américains nomment l'« affirmative action ». Ce concept, que l'on désigne habituellement en français sous le terme de « discrimination positive », est défini par la Commission des droits civiques du gouvernement américain de cette façon :

« Toute politique permettant de prendre en considération la race, l'origine nationale, le sexe, un handicap ou tout autre critère, et qui est adoptée afin d'offrir des opportunités à un groupe d'individus compétents à qui on a historiquement refusé ou à qui on refuse actuellement l'accès à ces opportunités » 104.

Auteure de plusieurs ouvrages sur le sujet, Gwénaële Calvès offre une définition qui nous renseigne davantage sur le rôle qu'occupe la discrimination positive dans le programme du gouvernement :

La discrimination positive vise à promouvoir entre eux une plus grande égalité de fait, ou, à tout le moins, à garantir aux membres des groupes désavantagés une véritable égalité des chances. Elle s'inscrit dans une logique de comblement d'un écart de développement économique et social et suppose donc, plus qu'un simple traitement différencié, l'instauration d'un véritable traitement *préférentiel*. Par définition, celui-ci a vocation à disparaître lorsque le groupe ou les groupes concernés auront surmonté leur handicap et rattraper leur retard par rapport au reste de la société¹⁰⁵.

Concrètement, les mesures de discrimination positive mises en place par l'administration Johnson visent principalement à sortir les Noirs du cercle infernal de pauvreté à l'intérieur duquel ils sont enfermés en leur réservant un certain nombre de places au sein des universités ou de la fonction publique¹⁰⁶. Toutefois, le nombre de mesures faisant référence à un traitement préférentiel va rapidement se multiplier et toucher une variété de groupes de plus en plus large : Afro-Américains, Hispanos-

¹⁰⁴ Curry, George et Cornel West, *The affirmative action debate*, Reading, Mass., Addison-Wesley, 1996, p. XIV.

¹⁰⁵ Calvès, Gwénaële, La discrimination positive, Paris, Presses universitaires de France, 2008, p. 7. Voir également son ouvrage L'affirmative action dans la jurisprudence de la Cour suprême des États-Unis: le problème de la discrimination positive, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1998.

¹⁰⁶ Voir à ce sujet Graham, Hugh Davis, *The Civil Rights Era: origins and development of national policy, 1960-1972*, New York, Oxford University Press, 1990.

Américains, femmes, autochtones, etc. Selon les compilations de Jeffrey Rosen, on retrouvera jusqu'à 160 catégories fédérales de traitements préférentiels correspondant chacune à un programme et à un financement distincts¹⁰⁷.

Bref, le gouvernement démocrate de l'époque est très actif et adopte des politiques qui bouleversent considérablement la société américaine.

1.2 Les réactions aux mesures libérales

Les réformes libérales mises en place par le Parti démocrate lui permettent de se gagner les faveurs de l'électorat noir, tendance qui se poursuit d'ailleurs de nos jours. La réaction de plusieurs autres segments de la population est cependant tout autre. Par conséquent, les critiques vont vite s'accumuler et les bienfaits du libéralisme américain seront remis en cause.

1.2.1 Le racisme de la société américaine

À l'époque où Johnson tente de réaliser son projet de Grande Société, le racisme est toujours bien ancré chez une bonne partie de la société américaine. La chose est particulièrement évidente dans certains anciens États esclavagistes du Sud. Dans cette région, la haine éprouvée par certaines personnes envers les Noirs et ceux qui soutiennent leur cause est telle, qu'à la ségrégation dont ils font l'objet s'ajoute bien souvent une violence pure et simple. Auteur d'un ouvrage sur le lynchage aux États-Unis, Joël Michel résume la situation qui prévaut à cette époque :

Au début des années 1960, dans certains comtés du Mississippi, on continue à battre les Noirs de façon aussi routinière qu'autrefois [...] De 1961 à 1965, ce sont 21 militants des droits civiques qui sont abattus 108.

La lutte de Johnson contre la ségrégation raciale est donc extrêmement mal reçue dans le Sud et prive les démocrates de l'une de ses bases électorales les plus solides. En effet, de l'abolition de l'esclavage par le républicain Abraham Lincoln en

¹⁰⁷ Rosen, Jeffrey, : « Affirmative Action : A Solution », New Republic, 8 mai 1995, p. 24.

¹⁰⁸ Michel, Joël, Le lynchage aux États-Unis, Paris, Table Ronde, 2008, pp. 295 et 302.

1863 jusqu'au Civil Rights Act de 1964, le Parti démocrate a régné en roi et maître dans cette partie du pays et se retrouvait presque dans la position d'un parti unique, ses candidats y étant élus et réélus à chaque fois avec de fortes majorités. Or, ces élus sudistes constituaient jusqu'alors une force non négligeable au sein du parti. Au sommet de leur influence, ils ont représenté 40 % de tous les élus démocrates du Congrès, chiffre auquel il faut ajouter un autre 15 % provenant d'États voisins où, là aussi, le mouvement des droits civiques était accueilli de façon plutôt tiède 109. Lorsque le Parti démocrate adopte les réformes réclamées par le mouvement des droits civiques, cela constitue donc pour lui un véritable « suicide politique », pour reprendre les termes mêmes du président¹¹⁰. En fait, celui-ci anticipe si bien l'impact négatif que recueilleront ses nouvelles initiatives dans le Sud que, dès la signature du Civil Rights Act, il confie à Bill Moyers, l'un de ses conseillers : « Je crois que nous venons de livrer le Sud au Parti républicain pour le reste de ma vie, et de la vôtre » 111. La prédiction de Johnson ne s'avère que trop juste : au cours des 30 années suivantes, les candidats démocrates à l'élection présidentielle ne parviendront qu'une seule fois à remporter la majorité des suffrages dans le Sud et aucun ne remportera de majorité auprès de l'électorat blanc¹¹². Bref, on assiste à l'effritement de la coalition démocrate qui avait fait les beaux jours de la présidence de Franklin D. Roosevelt.

Le libéralisme des démocrates de cette époque ne heurte toutefois pas seulement les sensibilités dans le Sud. Le parti pris affiché par les politiciens libéraux envers les droits des minorités dérange également dans les autres régions du pays. En effet, bien que le racisme soit davantage perceptible dans les anciens États confédérés, le phénomène est présent dans l'ensemble des États-Unis. Des sondages nationaux menés par l'*American National Election Studies* de 1964 à 1978 le confirment : en 1964, 23 % des Américains se disent favorables à la ségrégation

Robel et Zoller, Op. cit., p. 42

Schulman, *Op. cit.*, p. 121.

Perlstein, Rick, *The Stock Ticker and the Superjumbo : How the Democrats can Once Again Become America's Dominant Political Party*, Chicago, Prickly Paradigm Press, 2005, p. 92.

111 L'anecdote est rapportée dans Krugman, *Op. cit.*, p. 123.

stricte et 45 % sont en faveur d'un régime intermédiaire entre la ségrégation et son interdiction formelle¹¹³. De plus, certains milieux plutôt associés à la gauche sont concernés. Par exemple, Carl Degler a mis en relief le racisme présent au sein du monde syndical, lequel est bien connu pour être favorable à l'intervention étatique et avoir été un des principaux défenseurs du *New Deal*¹¹⁴. Margaret Moritz, de son côté, a démontré qu'à cette époque, même la communauté artistique agit de façon raciste puisque tout au long des années 1960, la télévision américaine sous-représente largement la communauté afro-américaine et lorsqu'elle met en scène des personnages noirs, ces derniers sont dépeints « soit comme victimes de la misère, soit, plus typiquement, comme simples ajouts purement symboliques à un monde totalement blanc »¹¹⁵.

Les réformes devant mettre un terme à la discrimination raciale sont donc également contestées dans le Nord. Les deux mesures qui y sont le plus mal reçues sont le *busing*, dont l'administration Johnson a étendu la pratique dans le Nord, et le *Fair Housing Act* de 1968 :

Pour beaucoup de Blancs non sudistes, signifier aux secteurs scolaires qu'ils ne pouvaient pas maintenir ouvertement des écoles séparées pour les enfants blancs et les enfants noirs était une chose; redessiner ces secteurs et mettre les enfants dans des autobus pour tenter d'éliminer la ségrégation de fait, c'était entièrement différent. De même, de nombreux blancs non sudistes qui jugeaient légitimes les lois interdisant aux gouvernements des États de refuser des services aux Noirs estimaient illégitimes celles qui prohibaient toute discrimination raciale de la part des propriétaires privés dans le choix des locataires ou des acheteurs de leurs maisons 116.

Le racisme est également la source d'un certain mécontentement envers les réformes économiques du gouvernement démocrate. Alesina, Glaeser et Sacerdote ont

¹¹³ American National Election Study, « The ANES Guide To Public Opinion Behavior ». Disponible [en ligne]: http://www.electionstudies.org/nesguide/toptable/tab4b_3.htm, site consulté le 12 septembre 2009.

¹¹⁴ Cité dans Stanfield, John H., *Philanthropy and Jim Crow in American Social Science*. Westport, Greenwood Press, 1985, p. 150.

Moritz, Margaret, « La télévision américaine en noir et blanc » dans Prum, Michel (sous la dir.), Exclure au nom de la race (États-Unis, Irlande, Grande-Bretagne), Paris, Syllepse, 2000, p. 26.

116 Krugman, Op. cit., p. 106.

démontré que la discorde raciale est un déterminant majeur des idées que la population entretient envers les pauvres et qu'aux États-Unis, la race est le facteur prédictif le plus important de soutien à l'État-providence. Selon eux, cela explique pourquoi le racisme est régulièrement utilisé pour combattre les idées de la gauche ¹¹⁷. Or, les programmes de la Grande Société de Johnson coûtent extrêmement cher et rejoignent particulièrement les minorités ethniques. En effet, selon l'auteur et journaliste Mickey Kaus, les programmes sociaux instaurés dans les années 1960 et les efforts déployés afin de les universaliser font en sorte que plusieurs nécessiteux, au premier chef les Noirs, n'hésitent plus à réclamer l'aide à laquelle ils ont droit, alors qu'ils en étaient dissuadés auparavant ¹¹⁸. Pour plusieurs, le libéralisme de Johnson ne se résume donc plus qu'à l'engloutissement de l'argent des contribuables dans les méandres de l'administration gouvernementale, et ce, au profit des minorités ethniques du pays.

1.2.2 Discrimination positive, darwinisme social et méritocratie

Le darwinisme social est une philosophie politique et économique qui tente d'expliquer les disparités de condition au sein d'une société en s'inspirant de la théorie de l'évolution élaborée par le naturaliste anglais Charles Darwin au XIXe siècle. Ses partisans prétendent en effet que les individus les plus aptes et les plus compétents vont inévitablement mieux s'en sortir que leurs semblables moins fortunés, peu importe les circonstances et les actions entreprises pour tenter de modifier l'ordre naturel des choses. Pour les tenants du darwinisme social, il est donc tout à fait inutile, voire même contre-productif, que l'État tente d'intervenir pour favoriser l'ascension sociale d'un groupe d'individus en particulier.

¹¹⁷ Alesina, Alberto, Edward Glaeser et Bruce Sacerdote, « Why doesn't the US have a European-Style Welfare State? », *National Bureau of Economic Research*, no 8524, octobre 2001.

¹¹⁸ Kaus, Mickey, « The Ending of the Black Underclass », *Slate.com.* 3 novembre 1999. Disponible [en ligne]:

http://slate.com/id/1003938, site consulté le 4 mars 2009.

Cette facon de voir les choses se rapproche de celle des Américains qui considèrent que l'effort et la créativité doivent être les déterminants les plus importants de la réussite individuelle. Pour eux, il est tout à fait normal que les individus les plus travaillants et les plus compétents bénéficient de meilleurs salaires et d'une meilleure qualité de vie que certains de leurs concitoyens. Ces derniers interprètent davantage la pauvreté comme étant le résultat d'un manque de volonté plutôt que d'un manque d'opportunités. Ils s'opposent donc à ce que les plus méritants soient tenus de financer des mesures visant à réduire les inégalités de condition. Longtemps dominante dans la mentalité américaine, l'avènement de l'Étatprovidence à partir des années 1930 a semblé reléguer quelque peu cette conception de la société aux oubliettes. En 1959, Richard Hofstadter écrivait d'ailleurs à ce sujet qu'« il n'est pas risqué d'affirmer que l'individualisme darwinien ne fait plus partie de l'esprit de la société américaine »¹¹⁹. La question de la discrimination positive, introduite par l'administration Johnson, démontrera sa méprise. En effet, l'affirmative action constitue, de loin, la mesure libérale la plus controversée de la période allant de 1964 à 1976.

Dans un texte consacré à expliquer la perte par les libéraux de leur position hégémonique au tournant des années 1960, Otis Graham identifie clairement la discrimination positive en tant que cause principale. Celle-ci constituerait, en fait, la pièce maîtresse d'une « révolution des droits » qui irait beaucoup trop loin pour l'Américain moyen et qui aurait complètement divisé la population, la gauche y comprise 120. Le problème avec cette « révolution des droits », pour reprendre les termes de Nicolas Gachon, c'est qu'elle a pour effet de remplacer la défense des *libertés* individuelles par la défense des *droits* individuels en tant que principe de

Hofstadter, Richard, Social Darwinism in American thought, Berlin, Hessling, 1959, p. 203

¹²⁰ Graham Jr, Otis L, « Liberalism in the Sixties: A Reconnaissance » dans William H. Chafee, *The Achievement of American Life: the New Deal and its Legacy*, New York, Columbia University Press, 2003, pp. 293-310.

base du libéralisme américain¹²¹. Or, peu d'Américains seraient disposés à aller aussi loin dans leur lutte pour une société plus égalitaire. C'est, à tout le moins, la conclusion à laquelle est aussi parvenu David C. Warner : « Les Américains veulent que ce ne soit que par l'effort et la participation que l'on atteigne le standard de vie américain et non par le transfert de bénéfices » ¹²². Il ne faudrait donc pas voir l'abolition des lois Jim Crow comme la véritable responsable de la dislocation de la toute puissante coalition démocrate. La pierre d'achoppement réside plutôt dans l'idée qu'un certain groupe d'individus puisse être favorisé par rapport à un autre du simple fait de sa différence.

En ce sens, l'application de la plupart des mesures relatives à la discrimination positive devient particulièrement mal vue : imposition de quotas réservant aux minorités ethniques un certain nombre de postes dans l'appareil gouvernemental ou de places dans les universités; traitement préférentiel accordé à des groupes particuliers pour l'accès à divers programmes ou à l'embauche pour certains emplois, etc. C'est précisément cette notion de « traitement préférentiel » qui entre en conflit avec la façon de concevoir la société partagée par la majorité des Américains, puisqu'elle contredit l'idée voulant que le succès ne soit tributaire que du mérite. Plusieurs auteurs ont évoqué ce problème. Robert Fullinwider, par exemple, note que la logique sous-jacente à la discrimination positive fait en sorte qu'un Noir puisse être choisi pour un emploi « parce qu'il est noir, à la place d'un Blanc plus qualifié, là où le fait d'être noir n'est pas une qualité liée à l'emploi » le la Rosenfeld, de son côté, offre une définition encore plus controversée du concept :

Une affirmative action consiste à embaucher ou promouvoir un membre d'une minorité [...] plutôt qu'un non-minoritaire [...] plus qualifié. Dans un contexte de licenciement, elle signifie qu'un non-minoritaire sera licencié avant un membre d'une

_

¹²¹ Gachon, Nicolas, Libéralisme et citoyenneté aux États-Unis : XXe siècle, Paris, Ellipses, 2001, p. 68

Warner, David C., Toward New Human Rights: the Social Policies of the Kennedy and Johnson Administrations, Austin, L.B. Johnson School of Public Affairs, 1977, p. 46.

¹²³ Fullinwider, Robert, *The Reverse Discrimination Controversy. A Moral and Legal Analysis*, Totowa (N.J.), Rowman and Littlefield, 1980, p. 17.

minorité [...], semblablement situé à tous égards, mais qui se trouve doté d'une ancienneté moindre 124.

Les effets pervers découlant de la « révolution des droits » des démocrates sont donc multiples. Pour Michael Lind, il ne fait aucun doute que les mesures relevant de la discrimination positive se sont avérées contre-productives. La raison en est qu'elles créent deux catégories de citoyens : les « races créancières » qui cumulent les avantages et les privilèges et les « races débitrices » qui n'y ont pas droit 125. Cet état de fait favorise donc, selon lui, une « racialisation » de la société américaine qui, plutôt que de réduire le clivage entre les différents groupes ethniques du pays, contribue à creuser le fossé entre eux. Il en conclut que le recours aux quotas préférentiels ainsi que la généralisation d'une logique de comptabilité raciale renforcent et légitiment ce que l'administration démocrate avait pourtant tenté de faire disparaître : le racisme et la discrimination.

De plus, il faut savoir qu'outre les Noirs, de nombreux autres groupes minoritaires font valoir leur situation économique désavantageuse afin de pouvoir bénéficier des programmes de discrimination positive. Leur succès à se voir reconnaître ce droit devient vite inversement proportionnel au soutien qu'accorde la population blanche au principe de l'affirmative action. En effet, si certains Blancs se montrent tout de même favorables à ce que soient corrigées les injustices historiques subies par la communauté noire, l'extension de certains privilèges aux membres d'autres minorités constitue pour plusieurs la goutte qui fait déborder le vase. On en vient, peu à peu, à parler du « malaise de l'homme blanc ». Béatrice Giblin-Delvalet a résumé ce nouveau concept :

La multiplication des revendications identitaires et la récupération de la rhétorique des années soixante par d'autres minorités ont sapé le soutien populaire accordé aux politiques préférentielles en faveur des Noirs, un soutien qui reposait avant tout sur la culpabilité blanche à l'égard de la population noire. Les Blancs les moins favorisés

_

Rosenfeld, Michel, Affirmative action and justice a philosophical and constitutional inquiry, New Haven,, Yale University Press, 1991, p. 47.

Lind, Michael, The Next American Nation, Free Press, New York, 1995.

[...] qui ne bénéficient pas de traitement préférentiel puisqu'ils appartiennent à la race dominante, ont le sentiment d'être délaissés, abandonnés du pouvoir fédéral¹²⁶.

Dans leur ouvrage *The New Color Line*, lequel représente une charge à fond de train contre le principe même de la discrimination positive, Paul Craig Roberts et Lawrence Stratton expriment en des termes très durs l'opposition d'un large pan de la population envers toute forme de traitement différencié entre les groupes ethniques. Le « malaise de l'homme blanc » est d'ailleurs au centre de leur réquisitoire contre l'*affirmative action*. En effet, ils assimilent cette pratique à une « discrimination inversée » (*reverse discrimination*) qui a l'effet de priver les hommes blancs des droits consentis par le *Civil Rights Act.* Pour eux, le fait de ne pas traiter uniformément l'ensemble des groupes composant la société ne représente ni plus ni moins qu'une attaque envers les principes mêmes du libéralisme qui constitue le fondement de la république américaine. Ils y voient en fait la constitution d'un nouveau féodalisme basé sur le genre et la race :

Peu importe qui en bénéficie et peu importe à quel point l'intention est noble, la victime en est le principe de l'égalité devant la loi, c'est-à-dire la réalisation historique qui sert de séparation entre la société moderne, avec ses droits individuels égaux pour tous, et le féodalisme, avec sa panoplie de droits disparates basés sur l'appartenance à un groupe. Le mouvement des droits civiques de la période d'après-guerre a indiscutablement favorisé un retour vers le système de privilèges légaux octroyés en fonction du statut social qui avait cours avant l'ère moderne 127.

Bref, en tentant de répondre favorablement aux demandes exprimées par un mouvement des droits civiques en pleine ascension, les démocrates parviennent à se mettre à dos une bonne partie de leur propre clientèle, la discrimination positive étant très largement rejetée par la population : un sondage Gallup mené en 1977 démontre qu'à cette époque, 83 % des Américains s'opposent à ce que l'on établisse un traitement préférentiel en faveur des groupes minoritaires. Pire, 64 % des individus

Giblin-Delvalet, Béatrice, États-Unis: le racisme contre la nation, Paris, La découverte, 1997, p. 8.
 Roberts, Paul Craig et Lawrence Stratton, The New Color Line, Washington D.C., Regnery, 1997.
 p. X

appartenant à de tels groupes sont du même avis¹²⁸. Il devient donc évident que la population se reconnaît de moins en moins dans les idées défendues par les élites libérales du pays.

1.2.3 La radicalisation des groupes de gauche

Les mesures s'adressant directement aux minorités ne sont pas les seules à contribuer à la perte de crédibilité de la gauche. Les politiques progressistes promises par Johnson dans sa lutte contre la pauvreté attirent également des ennuis au camp libéral. Pourtant, à première vue, on constate que d'importantes réalisations figurent au bilan du président démocrate à la fin de ses deux mandats. En effet, la pauvreté diminue de 43 % entre 1963 et 1970¹²⁹. La proportion de personnes âgées vivant sous le seuil de la pauvreté, elle, chute drastiquement passant de 40 % en 1960 à 16 % en 1974¹³⁰. Néanmoins, ces résultats ne sont en rien comparables avec ce que l'ambitieux programme promis par Johnson aurait dû accomplir. Dans leurs ouvrages respectifs, David Allen Matusow, Nicolaus Mills et Michael Walzer mettent en relief la façon dont les forces progressistes de l'époque, aveuglées par leur position dominante, pèchent par excès d'optimisme et font miroiter une série de promesses totalement incompatibles avec ce qu'ils sont en mesure de livrer. Le programme dont Johnson et ses alliés libéraux font la promotion est donc si ambitieux qu'il ne peut faire autrement que de décevoir¹³¹. Les exemples à ce sujet sont nombreux : la proportion de familles monoparentales vivant sous le seuil de la pauvreté demeure sensiblement le même qu'en 1963. La situation dans les agglomérations urbaines est quant à elle

¹²⁸ Martin, John Frederick, *Civil rights and the crisis of liberalism*, Boulder, Westview Press, 1979, p. 206.

¹²⁹ Massey, Douglas, *Return of the « L » Word. A Liberal Vision for the New Century*, Princeton, Princeton University Press, 2005, p. 21.

¹³⁰ Desbiens, *Op. cit.*, p. 257.

¹³¹Matusow, Allen Joseph, *The unraveling of America*: a history of liberalism in the 1960s, New York, Harper & Row, 1984 ainsi que Mills, Nicolaus et Michael Walzer, *50 years of dissent*, New Haven, Yale University Press, 2004.

déplorable, les villes concentrant de plus en plus les emplois les moins payants¹³². En outre, certains effets pervers induits par les mesures de discrimination positive contribuent à y creuser davantage le fossé divisant Noirs et Blancs :

Il est indéniable que les mesures de discrimination positive ont permis à une importante classe moyenne et aisée noire de « s'intégrer » à la fois politiquement, économiquement et culturellement. Mais à cette réussite d'une élite noire répond la situation désespérée des plus pauvres, de plus en plus nombreux. L'homogénéité des ghettos noirs s'est accrue, homogénéité raciale, mais aussi sociale : jamais les quartiers des centres-villes n'ont concentré autant de Noirs pauvres. Ainsi, dans une même agglomération, les Blancs et les Noirs, surtout les pauvres, vivent dans deux territoires séparés. La disparition de toute mixité alimente la représentation que les Blancs et les Noirs n'ont rien en commun¹³³.

Enfin, le choc pétrolier de 1974, lequel entraîne une hausse simultanée du chômage et de l'inflation, vient confirmer que les théories économiques libérales inspirées du keynésianisme ne sont pas une panacée et peuvent être remises en question, en dépit du succès qu'elles avaient remporté lors de la crise des années 1930¹³⁴.

Bref, comme le démontre John Frederick Martin, la principale erreur des libéraux des années 1960 est d'avoir clairement identifié les maux dont souffre le pays sans être en mesure de les résoudre 135. Cette situation a pour effet d'attiser la déception et la frustration auprès des nombreux Américains qui s'étaient laissés séduire par la vision progressiste de la société que leur avaient fait miroiter les démocrates. La frustration touche davantage les individus issus des mouvements de gauche ou s'identifiant à la gauche de l'échiquier politique. Critiques du plan d'action démocrate qu'ils jugent trop modéré et pas suffisamment efficace, une bonne partie de ceux-ci vont opter pour la radicalisation de leur approche. Constatant ce phénomène, l'historien Mark Gelfand s'interroge : « Dans quelle mesure le gouvernement ne porte-t-il pas la responsabilité de l'exacerbation des aspirations des

133 Giblin-Delvalet, Op. cit., p. 6.

¹³⁵ Martin, *Op. cit.*, p. 191.

¹³² Desbiens, *Op. cit.*, p. 257.

¹³⁴ Toureille, Julien, « L'avenir des démocrates » dans David, Charles-Philippe et Julien Toureille, *Le conservatisme américain*, Presses de l'Université du Québec, 2007, p. 74.

pauvres? La Grande Société a-t-elle été le déclencheur des émeutes dans les ghettos? » ¹³⁶. Pour Nicolas Gachon, cela ne fait aucun doute :

Faute d'avoir pu remplir les espoirs dont lui-même s'était nourri, le libéralisme démocrate avait déçu. Cette déception toucha en particulier les jeunes, ouvrant la voie à une radicalisation sensible dont résulterait pour une part l'agitation politique des années 1960.

Cette radicalisation aura pour effet d'éloigner le Parti démocrate de sa base électorale et la gauche de la population en général.

1.2.4 La guerre du Vietnam

Si la majeure partie des déboires subis par les libéraux à partir de la deuxième moitié des années 1960 peuvent être attribués aux décisions du gouvernement Johnson concernant certaines questions de politique intérieure, il n'en reste pas moins que c'est un sujet de politique étrangère qui marque la dislocation définitive de la coalition démocrate issue du *New Deal*. L'engagement américain au Vietnam engendrera, en effet, la fin de la carrière politique de Lyndon Johnson et le début d'une longue descente aux enfers pour le Parti démocrate.

L'envoi de troupes américaines au Vietnam découle de l'application de la doctrine de l'endiguement (containment), laquelle est à la base de la politique étrangère américaine depuis le début de la guerre froide. Imaginée par le diplomate George Kennan, la doctrine énonce l'idée voulant que pour freiner l'expansion du communisme, les États-Unis doivent intervenir n'importe où dans le monde où l'URSS et son idéologie risquent d'y faire des gains 137. Or, le Sud-Vietnam étant menacé, dès les années 1950, par le Vietcong (une guérilla communiste appuyée par le Nord-Vietnam), les gouvernements américains successifs réagissent en y envoyant

¹³⁶Gelfand, Mark, «The War on Poverty» dans Divine, Robert, *The Johnson Years*, Lawrence (Kansas), University of Kansas Press, 1987, p. 144.

¹³⁷ Kennan, George, « The Sources of Soviet Conduct », *Foreign Affairs*, juillet 1947, Disponible [en ligne]: http://www.foreignaffairs.org/19470701faessay25403-p20/x/the-sources-of-soviet-conduct.html, site consulté le 14 septembre 2009.

des forces pour contenir la rébellion. Alors que sous Eisenhower et Kennedy les troupes déployées sont plutôt modestes (quelques centaines de soldats et une poignée de conseillers militaires), Johnson intensifie l'assistance militaire américaine au Sud-Vietnam de façon massive : au terme de son mandat, plus d'un demi-million de soldats y seront stationnés¹³⁸.

Les premières critiques envers l'implication américaine au Vietnam surviennent à la suite des élections de mi-mandat de 1966. Certains arguent que les sommes englouties dans ce conflit sont détournées des programmes sociaux et nuisent à la réalisation de la Grande Société. Ce plaidoyer semble confirmé lorsque que le président demande au Congrès de lui accorder une augmentation d'impôts de 10 % afin de pallier aux coûts croissants de l'engagement américain au Vietnam. Le représentant Wilbur Mills, président de la commission sur les Moyens et Appropriations du Congrès, exige alors en contrepartie de son soutien d'importantes concessions budgétaires concernant les différents programmes sociaux de la Grande Société. En tout, ce sont plus de 6 milliards de dollars que Johnson devra concéder dans ces programmes afin de pouvoir disposer des sommes qu'il juge nécessaires pour le soutien des troupes qu'il a envoyées en Indochine 139. Selon Chaffe, il ne fait donc aucun doute que la guerre du Vietnam a rendu la Grande Société « infirme » 140. Ce point de vue sera même confirmé par Sargent Shriver, directeur de l'Office of Economic Opportunity et proche collaborateur de Johnson: «Le Vietnam a tout emporté, chaque sacré dollar. C'est cela qui a tué la guerre à la pauvreté » 141.

Les personnalités du mouvement anti-guerre en pleine expansion reprochent ensuite au président de ne pas être en mesure de justifier clairement la raison pour

¹³⁸ Gervais, Pierre, L'avènement d'une superpuissance : le siècle de l'Amérique, Paris, Larousse, 2001, p.87.

p.87.

139 Hodgson, Godfrey, America in Our Time: From World War II to Nixon. What Happened and Why, New York, Vintage, 1976, p. 251.

¹⁴⁰Chaffe, William H., *The Unfinished Journey. America Since World war II*, New York, Oxford University Press, 1986, p. 248.

¹⁴¹ Bornet, Vaughn David, *The Presidence of Lyndon B. Johnson*, Lawrence (Kansas), University of Kansas Press, 1983, p. 267.

laquelle les États-Unis devraient impérativement sacrifier vies humaines et millions de dollars pour protéger le régime sud-vietnamien. On lui reproche un manque de cohérence et une tendance à modifier son discours de façon répétée. Hélène Andrieu-Pafundi note à ce sujet :

Pendant toute la durée de son mandat, Lyndon Johnson a été à la recherche d'un thème mobilisateur capable de gagner le pays à la cause vietnamienne. Jusqu'en 1966, il s'est efforcé de développer celui de la démocratie [...] En 1967, changement de ton. Le spectre d'une conflagration nucléaire est évoqué : c'est pour éviter une troisième guerre mondiale qu'il faut se battre au Vietnam. Tout porte à croire que ce cri d'alarme est lancé trop tard pour être véritablement efficace. D'autant que les justifications à la présence américaine au Vietnam ayant changé en cours de route, l'argument perdait de sa crédibilité 142.

L'opinion publique, plus que sceptique, n'est donc plus qu'à un élément déclencheur de se retourner massivement contre le gouvernement.

Cet événement survient en janvier 1968 alors que les troupes nordvietnamiennes et leurs alliés du Vietcong lancent l'offensive du Têt. Lors de cette attaque, plus de 100 villes du Sud-Vietnam sont attaquées simultanément et les troupes américaines subissent de lourdes pertes. Les forces communistes réussissent même, pour un bref instant, à pénétrer au sein de l'ambassade américaine à Saigon¹⁴³. Bien que les Américains parviennent à repousser l'attaque et à infliger de nombreuses pertes au camp adverse, l'offensive du Têt constitue un tournant. Pour la première fois, les informations rapportées par les médias concernant la véritable situation sur le terrain démontrent que le gouvernement tente depuis le début de la guerre de manipuler l'opinion publique. Les services secrets n'arrivant plus à masquer la réalité, la population découvre qu'on lui ment depuis plusieurs années quant à l'état des forces communistes, lesquelles devaient être, selon la version officielle, désorganisées et à l'agonie. Or, l'ampleur de l'attaque qu'ont dû repousser les troupes américaines

¹⁴²Andrieu-Pafundi, Hélène, « Faucons, colombes et albatros: l'opinion publique américaine et la guerre du Vietnam, 1964-1973 » dans Cazemajou, Jean et Jean-Michel Lacroix (sous la dir.), La guerre du Vietnam et l'opinion publique américaine (1961-1973), Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1991, p. 98.

¹⁴³ Voir Arnold, James R. *The Tet Offensive 1968*, Westport, Praeger, 1990 et Wilbanks, James H. *The Tet Offensive: A Concise History*. New York, Columbia University Press, 2006.

prouve que l'ennemi est bien en selle et que la guerre risque de se prolonger encore bien longtemps 144. Fred Halstead résume la situation ainsi : « L'Offensive du Têt convint bon nombre d'Américains que la guerre était moralement mauvaise. Elle en convint d'autres que la guerre ne pouvait être gagnée et qu'elle ne valait pas le coût d'être menée » 145. En référence à cet événement, Jake Blood introduit le concept d'« effet Têt » (Tet effect) pour désigner la perte de crédibilité dont souffrent les dirigeants politiques une fois que leur stratagème visant à utiliser les services de renseignements pour manipuler l'opinion publique est dévoilé au grand jour 146. Une série de sondages réalisés par Gallup démontre la rapide perte de popularité de ce conflit au sein de la population. Si, en 1965, 61 % des Américains interrogés considéraient que l'envoi de troupes en sol vietnamien représentait une bonne idée, ils ne sont plus que 28 % à penser la même chose en 1971 147.

À partir de cette date, la gauche se radicalise considérablement. Essentiellement composé de la population étudiante et des mêmes forces qui avaient animé le mouvement des droits civiques, le mouvement anti-guerre coupe définitivement les ponts avec Johnson et l'establishment démocrate. Il tente d'abord de favoriser l'émergence d'une nouvelle force de gauche crédible sur le plan politique. Après avoir tenté, sans succès, de fonder leur propre parti politique 148, les pacifistes se rangent finalement derrière Eugene McCarthy lors des primaires démocrates devant désigner le candidat chargé de représenter le parti en vue des élections présidentielles de 1968. Ces derniers parviennent à avoir la peau de Johnson

¹⁴⁴ Sur l'impact de l'offensive du Têt sur le conflit vietnamien voir Schmitz, David F. The Tet Offensive: Politics, War, and Public Opinion. Westport, Praeger, 2004; Braestrup, Peter, Big Story: How the American Press and Television Reported and Interpreted the Crisis of Tet in Vietnam and Washington. New Haven, Yale University Press, 1983; Oberdorfer, Don, Tet!: The Turning Point in the Vietnam War. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1971.

¹⁴⁵ Halstead, Out Now! A Participant's Account of the Movement in the United States Against Vietnam War, New York, Pathfinder, 2001, p. 381.

¹⁴⁶ Blood, Jake, The Tet Effect. Intelligence and the Public Perception, Londres, Routledge, 2005, p. 3. Erskine, Hazel, « Polls: Is War a Mistake? », Public Opinion Quarterly, vol. 34, printemps 1970, pp. 134-150. ¹⁴⁸ Ledru, Raymond, *La jeunesse américaine et la guerre du Vietnam. Ampleur et impact de la*

contestation dans les années soixante. Paris, Didier Érudition, 1991, pp. 244-245.

qui renonce à solliciter un nouveau mandat, mais McCarthy mord finalement la poussière aux mains de Hubert Humphrey lors de la convention de Chicago du 29 août 1968. La violence éclate dans les rues de la ville et la radicalisation du mouvement anti-guerre entre dans une spirale ascendante. Inspirés par la Déclaration de Port Huron (*Port Huron Statement*), un manifeste étudiant aux relents marxistes qui appelle à de profonds changements sociaux et politiques pour les États-Unis, les militants pacifistes multiplient les manifestations et les actes de désobéissance civile¹⁴⁹.

La décision de Johnson d'engager massivement le pays dans le conflit vietnamien a donc de multiples conséquences négatives en ce qui concerne la vigueur de l'idéologie libérale. Tout d'abord, elle a pour effet de diviser les rangs démocrates et ainsi, d'envoyer à l'électorat moyen l'image d'un parti chicanier, déchiré par les divisions internes et incapable de présenter un programme cohérent. En outre, l'enlisement vietnamien tend à prouver que les élites gouvernementales libérales sont incapables de s'adapter aux nouvelles formes de guerres non conventionnelles qui sont le lot de la guerre froide, conflit où l'URSS et les États-Unis s'affrontent par factions rivales interposées 150.

1.3 La droite conservatrice contre les libéraux

La droite ne se contente pas d'agir en spectateur passif au cours de cette période. Les conservateurs américains vont se manifester, que ce soit au sein de la société civile ou dans les rangs du Parti républicain, pour critiquer les réformes de leurs adversaires progressistes. Leurs critiques réussiront d'ailleurs à modifier la conception qu'ont de nombreux Américains du libéralisme.

_

Henderson, Terry H., *The Movement and the Sixties*, New York, Oxford University Press, 1996, p. 62

<sup>62.
&</sup>lt;sup>150</sup> Toureille, *Op. cit.*, p. 74.

1.3.1 Le réveil du mouvement conservateur

La domination des libéraux a beau être considérable de la présidence de Roosevelt à celle de Johnson, il n'en reste pas moins que le mouvement conservateur est loin de demeurer inactif au cours de cette période. Les années 1950 vont être caractérisées par son réveil, cette période constituant pour eux « une période de maturation et de fécondité intellectuelle remarquable » 151.

Dans un texte portant sur les origines du conservatisme américain, Lee Edwards explique les raisons pour lesquelles l'année 1953 marque la naissance du mouvement conservateur contemporain aux États-Unis 152. Au cours de cette année, la publication de deux ouvrages majeurs annonce le retour de la droite dans le débat intellectuel. Tout d'abord, Russell Kirk fait paraître The Conservative Mind, dans lequel il plaide pour la recherche de la liberté ordonnée (ordered liberty). Il y avance, entre autres, l'idée qu'une société civilisée nécessite l'ordre et comporte naturellement plusieurs classes sociales; que la propriété et la liberté sont des concepts indissociables; et que, pour éviter le désordre, les sociétés doivent évoluer lentement¹⁵³. La même année, Barry Goldwater lance The Conscience of a Conservative, un autre brûlot conservateur où l'on peut notamment lire que le communisme doit être vaincu et non seulement endigué¹⁵⁴. Vendu à plus de 3,5 millions d'exemplaires, l'ouvrage devient une lecture obligatoire dans les cours d'histoire politique de l'Université Harvard et fait de Goldwater une star politique 155. Enfin, parallèlement à la sortie de ces livres, William Buckley lance la revue National Review afin de permettre à la droite de réinvestir le champ de bataille des idées.

La popularité de Goldwater lui permet d'être désigné candidat du Parti républicain en vue des élections de 1964 pour y affronter le président Johnson.

155 Edwards, *Op. cit.*, p. 17

David, Charles et Julien Toureille, « Introduction » dans David et Toureille, Op. cit., p. 3.

Edwards, Lee, « Les origines du mouvement conservateur américain contemporain » dans David et Toureille, *Op. cit.*, pp. 14-19.

¹⁵³ Kirk, Russell, The Conservative Mind, Washington D.C., Regnery, 1995.

Goldwater, Barry, The Conscience of a Conservative, New York, Hillman Books, 1960.

Goldwater est laminé par son adversaire, mais sa performance laisse tout de même entrevoir une lueur d'espoir pour les conservateurs. Profitant des décisions controversées de leurs adversaires, les différentes tendances du conservatisme américain vont peu à peu s'unir et s'organiser en se dotant des outils essentiels à la propagation de leurs idées. Ainsi, à partir du milieu des années 1960 et surtout du début des années 1970, la droite américaine va parvenir à convaincre plusieurs philanthropes de lui accorder leur soutien. Cette union engendrera la création et/ou l'expansion de nombreux groupes de réflexion (think tanks), aptes à diffuser le message conservateur, un peu à la manière des instituts de recherches universitaires. Cette « infrastructure intellectuelle conservatrice » comprend notamment l'American Enterprise Institute, l'Heritage Foundation et le Cato Institute 156. Susan George s'est intéressée à cette organisation intellectuelle de la droite qui s'opère aux États-Unis à cette époque. Pour elle, « un glissement tellurique de la pensée américaine vers la droite est à l'œuvre depuis au moins les années 1970 » 157. Elle énumère à ce propos certaines des idées dont le mouvement conservateur se fait un ardent promoteur depuis son réveil, soit que : le marché est toujours préférable à l'intervention étatique; il est normal et souhaitable que des activités comme la santé et l'éducation appartiennent au secteur marchand et génèrent des profits; les inégalités sont un fait intrinsèque à toute société et ont probablement une origine génétique, sinon raciale; si certaines personnes sont pauvres, elles ne peuvent s'en prendre qu'à elles-mêmes, car le travail est toujours récompensé; etc¹⁵⁸.

Outre les réseaux de diffusion d'information qu'ils parviennent à mettre sur pied, les conservateurs ont également beaucoup de succès à profiter des failles qui se dessinent à travers la carapace des libéraux. Graham explique qu'alors que les démocrates se mettent la tête dans le sable et refusent d'envisager le rejet de leurs politiques, la droite, elle, parvient à beaucoup mieux flairer l'air du temps. Elle

156 Krugman, Op. cit., p. 145.

¹⁵⁸ Ibid, pp. 23-34.

¹⁵⁷ George, Susan, Comment les droites laïques et religieuses se sont emparées de l'Amérique, Paris, Fayard, 2007, p. 10.

réalise notamment qu'après avoir vécu les hauts et les bas de la Grande Société, la population américaine s'intéresse désormais plus aux enjeux sociaux qu'aux enjeux économiques¹⁵⁹. Les politiciens de droite enfourchent donc certains chevaux de bataille qui leur permettent de donner l'impression d'être davantage au diapason de la population que ne le sont leurs adversaires. Ils exploitent notamment ce que certains ont nommé la «riposte blanche», c'est-à-dire le ressentiment d'une partie de la population blanche, particulièrement dans le sud du pays, envers les nouveaux droits accordés aux minorités par les démocrates 160. Le plus habile à exploiter ce filon est sans nul doute le gouverneur de l'Alabama George Wallace. Politicien populiste favorable à la ségrégation, il se présente aux élections présidentielles de 1968 sous la bannière du Parti américain indépendant. Sans le soutien d'un des grands partis organisés, il parvient néanmoins à recueillir 13,5 % des voix et à l'emporter en Géorgie, en Alabama, au Mississippi, en Louisiane et en Arkansas. Pour la première fois depuis la guerre de Sécession, le Parti démocrate n'est plus maître dans le Sud. Celui qui saura le mieux tirer profit des déboires des libéraux demeure cependant Richard Nixon, celui qui inaugure la nouvelle domination des républicains sur la scène politique américaine.

1.3.2 Richard Nixon et le retour au pouvoir des républicains

Richard Nixon remporte les élections du 5 novembre 1968 par une très faible marge, car seulement 0,7 % des voies le séparent de son adversaire démocrate Hubert Humphrey. De plus, les républicains demeurent minoritaires au sein des deux chambres du Congrès. Il ne dispose donc pas d'un mandat lui donnant la légitimité nécessaire pour faire prendre un important virage à droite au pays. Krugman note d'ailleurs à son sujet :

En politique intérieure, il a gouverné en modéré, voire en libéral : il a augmenté les impôts, étendu les réglementations environnementales et même tenté de créer une

159 Graham, Op. cit., p. 304.

¹⁶⁰Krugman, *Op. cit.*, p. 103.

assurance maladie nationale [...] Nixon détestait manifestement beaucoup de choses, mais pas l'intervention de l'État ni l'État-providence¹⁶¹.

En effet, de 1969 à 1972, le coût des programmes ciblant directement les plus pauvres double 162. Paradoxalement, c'est aussi lors de son passage à la Maison-Blanche que s'achève l'expansion de la protection sociale aux États-Unis et il sera le premier président post-*New Deal* à entretenir un discours critique envers l'État-providence. Bref, plutôt que de représenter une rupture radicale, son gouvernement constitue plutôt une transition entre le progressisme de la Grande Société de Johnson et le conservatisme de Reagan qui caractérisera les années 1980 163. En fait, Nixon doit une bonne partie de son succès à sa capacité de cibler des thèmes qui lui permettent d'exploiter les principales faiblesses de ses adversaires.

Nixon s'attaque d'abord aux coûts des programmes sociaux élaborés par les démocrates. Même si les chiffres prouvent que lui-même se montre plutôt dépensier, il n'hésite pas à adopter un discours plus critique envers l'intervention étatique. Ainsi, dès 1969, il commence à utiliser le terme « workfare » pour désigner l'obligation de travailler pour pouvoir toucher de l'aide sociale : « Ayons comme objectif qu'il n'y ait plus jamais de programme gouvernemental qui rende plus profitable de recevoir de l'assistance sociale que d'aller travailler » ¹⁶⁴. Son message demeurera cohérent à ce sujet tout au long de sa présidence puisqu'en 1973, il déclare encore dans un discours devant le Congrès que les individus « devraient résoudre eux-mêmes leurs problèmes, par leurs efforts personnels et avec l'aide des pouvoirs publics locaux » ¹⁶⁵. Nixon agit aussi de façon concrète afin de restreindre l'intervention de l'État. Par exemple, après avoir tenté pendant plusieurs années d'en rendre le

¹⁶¹ Ibid, p. 149.

Burke, Vincent J. et Vee Burke, *Nixon's Good Deed Welfare Reform*, New York, Columbia University Press, 1974, p. 213.

¹⁶³ Caputo, Richard K., Welfare and Freedom American Style, The Role of the Federal Government, 1941-1980, Lanham, University Press of America, 1994, p. 135.

¹⁶⁴ Cité dans Burke, *Op. cit.*, pp. 222-223.

¹⁶⁵ Cité dans Thévenard, Éveline, État et protection sociale aux États-Unis, Paris, Ellipses, 2002, p. 136.

fonctionnement impossible, il abolit finalement *l'Office of Economic Opportunity* en 1973 en accusant cette structure d'incarner le gaspillage et l'inefficacité des programmes de la Grande Société¹⁶⁶. Le président favorise également des mesures visant à décentraliser l'administration des programmes sociaux vers les gouvernements des États. Selon Michael K. Brown, cette stratégie s'inscrit en droite ligne avec l'idéologie des républicains : liberté pour les États de décider comment dépenser les subventions fédérales et liberté pour les individus de gérer leur vie sans être contrôlés par des bureaucrates et des travailleurs sociaux¹⁶⁷. Pour Bruce S. Janson, cette décision a aussi pour but d'amoindrir le pouvoir des fonctionnaires fédéraux que Nixon considère trop progressistes¹⁶⁸.

La seconde stratégie que mettent au point Nixon et ses conseillers vise à récupérer les votes des Américains hostiles aux récents changements apportés par les libéraux concernant les droits des minorités ethniques du pays. Comme elle s'adresse principalement aux États du Sud, où prévaut toujours un fort sentiment anti-Noirs, on la qualifie de « stratégie sudiste » (southern strategy). Nixon s'attaque d'abord au busing, une mesure à laquelle, selon Richard Reeves, il n'a jamais cru¹⁶⁹. Nixon fait campagne contre le busing lors de l'élection présidentielle de 1968 et dès son élection, il ordonne au département de la Justice de suspendre ses efforts de déségrégation en matière scolaire. Par la suite, il appuie diverses propositions cherchent, soit législatives présentées Congrès qui l'inconstitutionnalité du busing, soit à retirer aux cours fédérales, plus libérales que les cours de plusieurs États, leur compétence en matière de déségrégation. Le Congrès parvient finalement à adopter une loi interdisant toute affectation de deniers

¹⁶⁶ Voir à ce sujet Hoff-Wilson, Joan, Nixon Reconsidered, New York, Basic Books, 1994, pp. 60-65.

Brown, Michael K., Race, Money and American Welfare State, Ithaca, Cornell University Press,

¹⁶⁸ Janson, Bruce S., *The Reluctant Welfare State. America's Welfare Policies, Past, Present and Future,* Ithaca, Cornell University Press, 1997, p. 246.

¹⁶⁹ Reeves, Richard, *Alone in the White House*, New York, Simon and Schuster, 2001, p. 167.

publics fédéraux au *busing* en 1972, année où un sondage national révèle que seulement 13 % des Blancs approuvent cette méthode de déségrégation¹⁷⁰.

De plus, afin d'enrayer le succès que remportent depuis plusieurs années les libéraux dans les causes relevant des cours fédérales, le président profite de la retraite de quelques juges de la Cour suprême pour tenter d'en modifier l'orientation idéologique. Il replace d'abord le juge en chef Earl Warren par Warren Burger, beaucoup plus conservateur que son prédécesseur. Il tente également d'y nommer Clement Haynesworth et Harrold Carswell, deux juges reconnus pour être particulièrement réactionnaires et populaires dans le Sud¹⁷¹. Nixon échoue toutefois à faire approuver ces nominations par le Congrès, lequel est toujours contrôlé par les démocrates. En dépit de cet échec relatif, la stratégie sudiste du président s'avère efficace. En effet, bien que Wallace mêle quelque peu les cartes en 1968, le Parti républicain balaie le Sud dès l'élection présidentielle de 1972. En outre, les retombées de cette stratégie débordent les frontières du Sud, puisqu'elle trouve un écho particulièrement favorable chez les classes ouvrières du Nord qui en partagent les orientations¹⁷².

La division des forces libérales offre une autre opportunité à Nixon de caricaturer ses adversaires. En fait, ce dernier va être particulièrement habile à exploiter la radicalisation des différents groupes de gauche, que ce soit ceux qui se battent en faveur des droits civiques ou pour un retrait des troupes américaines du Vietnam. Son but est d'opposer ces organisations, réputées pour leurs protestations turbulentes, voire même violentes dans certains cas, aux Américains moyens qui paient des taxes, ne manifestent pas et démontrent de la solidarité envers leur

¹⁷⁰ Robel et Zoller, *Op. cit.*, pp. 72-73.

¹⁷² Toureille, *Op. cit.*, p. 73.

¹⁷¹ Voir Massero, John, Supremely Political: The Role of Ideology and Presidential Management in Unsuccessful Supreme Court Nominations, Albany, State University of New York Press, 1990, pp. 78-157.

gouvernement. Nixon nomme ce groupe la « majorité silencieuse » 173. Il tente d'abord d'associer les militants progressistes les plus radicaux au Parti démocrate. Reeves rapporte l'anecdote suivante : lorsque interrogé sur les causes de la cinglante défaite de Barry Goldwater en 1964, Nixon attribue les malheurs du candidat républicain au fait qu'il ait été dépeint comme un extrémiste. Or, lors des élections de 1972, certaines personnalités de gauche reconnues justement pour leur extrémisme (Abbie Hoffman, Jerry Rubin, Angela Davis, etc.) accordent publiquement leur soutien à George McGovern, adversaire démocrate du président. Celui-ci ordonne donc à son équipe de tout mettre en œuvre pour que ces appuis soient médiatisés au maximum¹⁷⁴. Frank Mankiewicz, proche conseiller de McGovern, prétend quant à lui que lors de cette campagne électorale, plusieurs acteurs sont embauchés par le Parti républicain afin d'interpréter des hippies, des homosexuels ou des militants antiguerre excentriques lors de manifestations de soutien au candidat démocrate 175.

Le président fait donc sien le discours sur la loi et l'ordre. En fait, Nixon avait déjà abordé ce thème dans un article paru dans le Reader's Digest d'octobre 1967. Il y décrivait les États-Unis comme étant l'un des pays « les plus anarchiques et violents de l'histoire des peuples libres » 176. Pour lui, l'ensemble des maux qui frappaient la nation était attribuable à la permissivité des libéraux, ces derniers ayant trop répété que « lorsqu'une loi est violée, le coupable n'est pas le criminel mais la société » 177. Une fois au pouvoir, il se fera donc un devoir de se présenter comme un champion de la lutte contre le crime. Dans un discours prononcé le 15 octobre 1972, il vante ainsi les réalisations de son administration à ce chapitre :

¹⁷³ Nixon réclame le soutien de cette « majorité silencieuse » pour la première fois lors d'un discours prononcé le 3 novembre 1969. Voir Safire, William, Before the Fall. An Inside View of the Pre-Watergate White House, Garden City, Doubleday, 1975, p. 180.

¹⁷⁴ Reeves, *Op. cit.*, p. 497.

Mankiewicz, Frank, *Perfectly Clear*, New York, Quadrangle, 1973, p. 16.

¹⁷⁶ Nixon, Richard, « What Has Happened to America? », Reader's Digest, octobre 1967. Disponible

http://www.wadsworth.com/history_d/templates/student_resources/0534607411/sources/old/ch29/29.4 <u>nixon.html</u>, site consulté le 5 septembre 2009.

En trois ans, nous avons accordé aux États et aux municipalités 1,5 milliard de dollars devant être consacrés à améliorer la lutte contre le crime. En comparaison, l'administration précédente ne leur en avait accordé que 22 millions au cours de ses trois dernières années. En une seule année, 1970, le Congrès a adopté quatre lois anticrime de la plus haute importance, lesquelles avaient été recommandées et défendues par notre administration [...].

Bref, le Parti républicain parvient à faire de la loi et l'ordre un domaine où il réussit à se montrer plus crédible que les démocrates, une tendance qui se poursuivra d'ailleurs tout au long des décennies suivantes.

Il ne fait donc aucun doute que Nixon, aidé par l'ensemble du mouvement conservateur, parvient à secouer les colonnes du temple du libéralisme aux États-Unis. Après sa courte victoire en 1968, son triomphe quatre ans plus tard consacre le retour en force de la droite, son discours et ses actions parvenant à discréditer les progressistes aux yeux d'une part croissante de la population américaine. De plus, ses succès en matière de politique étrangère (fin de la guerre du Vietnam, rapprochement avec la Chine et l'URSS, etc.) ont pour effet de hausser la cote de crédibilité des républicains.

En fait, c'est plutôt le côté paranoïaque de Nixon, particulièrement en ce qui concerne les médias, qui le mènera à sa perte. Celui-ci entretient en effet une haine viscérale envers la classe médiatique qu'il considère libérale et donc partiale à son égard¹⁷⁸. Pour Léo Sauvage, correspondant du journal *Le Figaro* à New York au moment de la présidence de Nixon, cette haine est irraisonnée. Selon lui, « dans l'ensemble des États-Unis, en 1972 comme en 1968, la candidature de Nixon avait été soutenue – toutes les statistiques sont formelles à cet égard – par l'écrasante majorité de la presse quotidienne » 179. Joan Hoff-Wilson confirme aussi cette analyse, affirmant que la vaste majorité des périodiques et des journaux quotidiens ont soutenu sa candidature en 1968 et 1972, mais aussi en 1960 lorsqu'il avait brigué la Maison-

-

¹⁷⁸ Voir Liebovich, Louis L., *Richard Nixon, Watergate and the Press. A historical Retrospective,* Wesport, Praeger Publishers, 2003.

Sauvage, Léo, L'énigme Nixon, Paris/Bruxelles, Elsevier Sequoia, 1975, p. 208.

Blanche et mordu la poussière contre John F. Kennedy¹⁸⁰. Nixon développera néanmoins une culture du secret qui culminera avec le scandale du Watergate et sa démission de la présidence. La chute de Nixon est donc due à son attitude et non à ses politiques.

1.4. En conclusion : une brèche chez les progressistes

Au cours de la période allant de 1964 à 1976, plusieurs facteurs contribuent à ébranler le libéralisme. Les politiciens progressistes font plusieurs erreurs qui mettent en relief le fossé qui sépare leur conception de la société et celle que partagent bon nombre d'Américains, moins disposés à appuyer des réformes aussi radicales. En revanche, le mouvement conservateur américain profite de cette période pour se réorganiser et attaquer les forces de gauche.

Ainsi, bien qu'au terme de la période étudiée les libéraux ne soient pas encore totalement discrédités, ils doivent désormais se défendre de correspondre aux étiquettes que sont parvenues à leur accoler les forces de la droite. Car maintenant, pour une part de plus en plus grande d'Américains, le libéralisme est perçu comme une idéologie qui avantage indûment les minorités, encourage la paresse et le gaspillage des fonds publics, tout en étant incapable d'assurer l'ordre au pays.

_

¹⁸⁰ Hoff, Op. cit., p. 19.

CHAPITRE II LE LIBÉRALISME COMME MALAISE (1976-1992)

Bien que les démocrates parviennent à regagner la Maison-Blanche dès 1976, le libéralisme continuera à péricliter aux États-Unis. Déjà ébranlés par les conséquences des actions qu'ils ont entreprises au cours des tumultueuses années 1960, les progressistes vont à présent devoir composer avec des forces conservatrices de plus en plus populaires, diversifiées et efficaces.

2.1 La présidence Carter : la confirmation de la faiblesse des démocrates

Après le scandale du Watergate qui pousse à la démission le président Richard Nixon, son successeur, Gerald Ford, ne se montre guère mieux à même de favoriser la poursuite de l'ascension des républicains. Peu charismatique, il ne parvient pas à être perçu comme un leader crédible aux yeux des Américains. De plus, le pardon présidentiel qu'il offre à Nixon, empêchant ainsi toute poursuite criminelle contre celui-ci, donne l'impression que le nouveau président cherche davantage à protéger ses alliés qu'à assurer l'intérêt public.

Les démocrates se voient donc offrir une occasion en or de renverser la tendance et de reprendre l'initiative dans le débat politique, lequel semblait jusqu'alors tourner à l'avantage de leurs adversaires. C'est dans ce contexte que Jimmy Carter, gouverneur de la Géorgie et peu connu du grand public avant les primaires démocrates de 1976, réussit à se faufiler jusqu'à la Maison-Blanche. En se présentant comme un candidat qui n'a pas de liens étroits avec les élites de Washington récemment impliquées dans les scandales politiques, ce dernier parvient à se présenter comme le candidat propre et intègre qui saura nettoyer le gâchis laissé par ses prédécesseurs. Bref, Carter se fait élire en attirant vers lui les électeurs qui désirent « retrouver l'intégrité et la dignité propres à l'idée qu'ils se font de l'institution présidentielle » 181.

David, Charles-Philippe, Au sein de la Maison-Blanche, Québec, Les Presse de l'Université Laval, 2004, p. 357.

Le nouveau président n'est toutefois pas un progressiste dans la lignée de Lyndon Johnson. En effet, selon Desbiens, Carter « ne croit pas que les problèmes du pays puissent être réglés par une redistribution de la richesse et du pouvoir comme le préconisaient les démocrates depuis le New Deal » 182. Il s'aliène donc plusieurs de ses alliés libéraux, notamment au Congrès où les démocrates sont toujours majoritaires, en faisant la promotion d'idées qui semblent davantage coller au programme des républicains. Par exemple, Carter se déclare partisan de la déréglementation des compagnies aériennes, des lignes de chemin de fer et de l'industrie du camionnage. Il fait également lever le contrôle du prix du pétrole et du gaz naturel. Enfin, il n'hésite pas à sabrer dans les dépenses fédérales pour tenter de lutter contre l'inflation, lutte qui, en dépit des sacrifices, ne donne pas de résultats probants¹⁸³. La pensée libérale perd donc clairement du terrain et ce, même au sein des plus hautes instances du Parti démocrate.

2.1.1 Une nouvelle politique étrangère

Si la politique intérieure préconisée par Carter semble à bien des égards correspondre au programme des républicains, il se distancie considérablement de ces derniers en ce qui concerne les affaires extérieures. En effet, Jimmy Carter est l'un de ces présidents idéalistes qui considèrent que les États-Unis doivent défendre à l'échelle de la planète la propagation de leurs valeurs les plus fondamentales, notamment le respect des droits humains. Cette croyance le pousse à rompre avec la politique classique d'endiguement pratiquée depuis Truman : sous sa présidence, le respect des droits de l'Homme devra primer sur la lutte contre la propagation du communisme. Cette nouvelle doctrine marque une césure importante avec la politique étrangère traditionnelle des États-Unis puisque pour la première fois depuis le début de la guerre froide, un président n'hésite pas à relativiser l'importance que le pays doit apporter à sa lutte idéologique contre l'Union soviétique

¹⁸² Desbiens, *Op. cit.*, p. 269. ¹⁸³ Ibid, p. 269.

Carter juge donc tout à fait inapproprié de continuer d'appuyer des régimes qui, bien qu'alliés aux États-Unis dans leur combat contre le communisme, se distinguent par leur caractère despotique. Pour lui, une « peur irraisonnée du communisme » 184 ne doit jamais conduire l'Amérique à soutenir des régimes qui ne respectent pas ses valeurs les plus chères, comme la démocratie et les droits de l'Homme. Il déclare d'ailleurs à ce sujet : « Confiants dans notre avenir, nous sommes désormais affranchis de cette crainte aveugle du communisme qui nous conduisait naguère à donner notre bénédiction à tout dictateur qui partageait notre terreur » 185.

Cette nouvelle orientation en politique étrangère provoque des conséquences qui sont loin de rassurer une partie de la population qui, influencée par le discours conservateur, craint toujours autant l'expansionnisme soviétique. Par exemple, lorsque Carter, fidèle à ses principes, décide de mettre fin à la longue tradition américaine de soutien à la dynastie des Somoza qui contrôle le pouvoir au Nicaragua depuis des décennies, le spectre du retour en force du communisme en Amérique latine refait surface. En effet, sans le soutien des Américains, Anastasio Somoza ne peut résister à un coup d'État mené contre lui par les sandinistes, lesquels forment un mouvement socialiste beaucoup plus près de Moscou que de Washington. Ce revirement ouvre la voie à de virulentes critiques contre la politique du président.

La même situation se reproduit en Iran où le Shah est menacé par des islamistes influencés par l'ayatollah Khomeiny, exilé à Paris. Le Shah d'Iran représente depuis longtemps déjà l'un des plus précieux alliés des Américains au Moyen-Orient, mais il est aussi reconnu pour avoir imposé un régime autoritaire. Ainsi, au moment où éclate la révolution islamique, Carter ne lui offre pas l'assistance nécessaire et le Shah est très vite renversé, puis contraint à l'exil. À partir de ce moment, Carter ne vivra qu'humiliations par-dessus humiliations dans tout ce

 ¹⁸⁴ Romero, Op. cit., p. 108
 185 Cité dans Miller, William Lee, Jimmy Carter: l'homme et ses croyances, Paris, Économica, 1980, p. 170.

qui a trait aux affaires étrangères : des diplomates américains sont pris en otages à l'ambassade américaine à Téhéran et les tentatives visant à les libérer échouent lamentablement; l'URSS n'a aucune gêne à envahir l'Afghanistan en décembre 1979; et la rétrocession du canal de Panama effarouche bon nombre d'Américains qui ne s'expliquent pas pourquoi le président accepte autant de concessions 186.

De plus, dans tous ces dossiers, Carter semble indécis et confus. En fait, le président s'appuie sur un processus décisionnel gravement déficient qui l'empêche de prendre des décisions éclairées et de mener une politique étrangère bien ciblée et efficace¹⁸⁷. Cette succession d'échecs va complètement détruire la crédibilité du président en lui accolant une image de faiblesse dont il sera incapable de se départir. Selon Balthazar et Leduc, Carter « présente, à la face du monde entier, l'image d'une Amérique humiliée, impuissante, dépassée par les événements. Il apparaît comme un bien piètre commandant en chef » ¹⁸⁸. Une fois de plus, la crédibilité des démocrates en matière de politique étrangère en prend pour son rhume.

2.2 Ronald Reagan et la révolution conservatrice des années 1980

C'est au cours de la décennie 1980 que la droite va s'imposer en tant que force dominante aux États-Unis. En effet, plusieurs facteurs vont contribuer à favoriser le succès de l'ensemble de la grande famille conservatrice. Tout D'abord, l'évolution démographique lui est favorable. De 1970 à 1980, la population du Nord-Est n'a augmenté que d'un maigre 0,2 %, alors que la population s'est accrue de façon beaucoup plus marquée dans des régions traditionnellement plus conservatrices

¹⁸⁶ Voir Mélandri, Pierre, *Reagan : Une biographie totale*, Paris, Éditions Robert Laffond, 1988, p. 221.

¹⁸⁷ Ce point de vue est développé, entre autres, dans David, Charles-Phillipe, Au sein de la Maison-Blanche, op. cit. p. 357-410; Moens, Alexander, Foreign Policy Under Carter: Testing Multiple Advocacy Decision-Making, Boulder, Westview Press, 1990 et; David, Charles-Philippe, Nancy Ann Carol et Zachary A. Selodon, Foreign policy failure in the White House: Reappraising the fall of the Shah and the Iran-Contra Affair, Lanham, University Press of America, 1993.

Balthazar, Louis et Louis Leduc, *La politique de l'illusionnisme : bilan de la politique étrangère* de Ronald Reagan, Montréal, Université du Ouébec à Montréal, 1988, p. 115-116.

comme le Sud (+20 %) et i'Ouest (+23,9 %)¹⁸⁹. Ces États du Sud et de l'Ouest qui représentaient 48 % de la population des États-Unis en 1970 en représentent maintenant 52 % en 1980 et en représenteront 55 % en 1990¹⁹⁰. L'ensemble des États est également touché par le vieillissement de la population puisqu'au cours que la décennie, le taux de natalité chute et l'espérance de vie augmente.

Cette période est aussi caractérisée par l'intensification de la lutte menée par les forces conservatrices de la société civile. Les intellectuels de droite sont de mieux en mieux financés par le secteur privé, ce qui leur permet de poursuivre la publication de leurs revues et la diffusion des études réalisées par les *think tanks* conservateurs. La droite religieuse fait aussi de plus en plus sentir sa présence et n'hésite plus à s'impliquer directement sur la scène politique. Ses interventions contribuent à déplacer les débats au sein des communautés locales, là où le militantisme est plus grand.

Enfin, le Parti républicain déniche le candidat idéal pour affronter le président Carter, en la personne de Ronald Reagan, ancien acteur hollywoodien et exgouverneur de la Californie. Ce dernier projette en effet l'image parfaite pour faire contrepoids au faible président sortant et redonner à la population l'espoir dont elle a besoin à une époque où la réputation et la confiance des Américains sont à leur plus bas.

Les astres étant alignés en leur faveur, les républicains entament donc la décennie 1980 en position de force. Ils s'emparent tout d'abord à nouveau de la Maison-Blanche, Reagan raflant 44 États sur 50 lors des élections de novembre 1980. Le Parti républicain réussit également à remporter la majorité au Sénat, une première depuis 1952. Le parti conservera le contrôle de la chambre haute jusqu'en 1986. Ronald Reagan dispose ainsi de conditions plus que favorables pour lui permettre d'appliquer son programme, lequel est teinté d'un conservatisme inégalé depuis le *New Deal*.

10

¹⁸⁹ Desbiens, Op. cit., p. 274.

¹⁹⁰ Lacroix, Op. cit., 481.

2.2.1 Un politicien charismatique

Selon Julien Toureille, les conservateurs américains sont parvenus à orienter et façonner le débat d'idées aux États-Unis en s'appuyant sur un mouvement structuré autour de quatre principaux piliers: 1) des penseurs qui produisent des idées novatrices; 2) des faiseurs d'opinion qui diffusent ces idées; 3) des philanthropes qui financent ces idées, en soutenant directement soit des intellectuels, soit des centres de recherche tels les *think tanks*; et 4) des chefs politiques charismatiques qui appliquent ces idées ¹⁹¹. Si les trois premières conditions ont été réunies dès la fin des années 1960, ce n'est qu'avec l'arrivée sur la scène nationale de Ronald Reagan que le mouvement conservateur dispose d'une figure capable de charmer et d'inspirer les foules.

La venue d'un politicien aussi charismatique que Reagan ne peut tomber plus à point pour les républicains. En effet, le début de la décennie 1980 est marqué par un climat de morosité où les Américains se sentent désemparés face à la série de présidents faibles qui viennent de se succéder à la Maison-Blanche. La population est nostalgique de l'époque où l'image de leur pays était à toute épreuve et inspirait le respect. Plus que jamais, elle est à la recherche d'un leader qui soit en mesure de lui redonner confiance. Reagan se montre vite à la hauteur de la situation, son image et sa personnalité correspondant parfaitement aux désirs de l'électorat. Balthazar et Leduc illustrent ainsi la situation :

Reagan offre à l'électorat une image presque parfaite. Il est grand, fort, souriant. Il est déterminé, sûr de ses positions. Son âge avancé évoque l'expérience, la belle assurance des années passées. Son allure fait croire à l'éternelle jeunesse. Il représente aussi la réussite, la richesse. Enfin, son intarissable optimisme accompagné d'une simplicité désarmante laisse croire qu'il est l'homme de l'heure, le sauveur tant attendu. À côté d'un Carter tout en nuances, subtil, plutôt délicat, Reagan, avec sa carrure d'athlète et sa bonne conscience à toute épreuve, apparaît comme une sorte d'incarnation du rêve américain 192.

192 Balthazar et Leduc, Op. cit., p. 116.

¹⁹¹ Toureille, *Op. cit.*, p. 83.

Bref, le style de Reagan lui permet de rejoindre les Américains avec une efficacité que peu de présidents sont parvenus à atteindre. Ses talents de communicateurs sont indéniables, lui qui parvient à proposer des solutions simples à des questions complexes tout en diffusant son message à l'aide de répliques assassines qui envoient un message simple et percutant. Son biographe Pierre Mélandri dira d'ailleurs de lui qu'au cours de toute sa vie, « Reagan aura su maîtriser les mots et les images susceptibles de célébrer l'héroïsme et d'en communiquer le sens et la grandeur à ses auditeurs » ¹⁹³.

Son expérience d'acteur le rend à l'aise dans tous les médias, au premier chef la télévision. Selon Lacroix, l'ère de la politique-spectacle inaugurée par Kennedy atteint véritablement son apogée sous Reagan, un président qui se plaît à encourager le règne de l'image. La formule fonctionne et les républicains l'utilisent à satiété. Lors de la campagne présidentielle de 1984, la technique n'est même plus subtile. L'image du président fort et déterminé qui se bat pour la grandeur de la nation est mise de l'avant plus que jamais. Le reporter Sam Donaldson décrit ainsi de quelle façon le président réussit à se faire réélire triomphalement quatre ans après sa première victoire :

L'élément fondamental autour duquel est axée la campagne de Ronald Reagan est un chapelet ininterrompu de récits spectaculaires repris par la télévision qui montre le président au milieu de patriotes américains dans une ambiance de kermesse...Dieu, la patrie et Ronald Reagan, telles sont les idées fortes que la campagne cherche à inculquer¹⁹⁴.

Reagan est donc bel et bien en selle pour appliquer son programme conservateur, lequel repose sur deux axes fondamentaux : la réduction de la taille de l'État et le durcissement de la politique étrangère du pays.

¹⁹³ Mélandri, *Op. cit.*, p. 271.

¹⁹⁴ Cité dans Polsby, Nelson et Aaron Wildavsky, Les élections présidentielles aux États-Unis, Paris, SPAG Papyrus, 1984, p. 212.

2.2.2 La lutte à l'État-providence

Au moment où Reagan entame son premier mandat à la présidence, l'économie américaine tourne au ralenti. Le chômage est à la hausse, tout comme l'inflation : le pays est en pleine récession. À mesure que la dette nationale augmente, les critiques envers les coûteux programmes gouvernementaux si chers aux libéraux reprennent de la vigueur. Selon Charles Noble, la classe ouvrière blanche, autrefois fortement favorable aux démocrates, commence à éprouver du ressentiment envers l'État-providence. Elle se sent en fait victime d'une alliance entre l'élite libérale aisée, qui imagine sans cesse de nouveaux programmes sociaux qu'elle peut se permettre de financer grâce à ses revenus élevés, et les pauvres des ghettos qui eux, siphonnent les fonds publics. Entre les deux, reste donc une classe moyenne qui paie des impôts sans véritablement en retirer les bénéfices équivalents 195.

Reagan table efficacement sur ce sentiment d'injustice éprouvé part une part croissante d'Américains. Tout comme le démontre Eric Foner, le président parvient à dresser un parallèle entre le concept de « liberté » et le nécessaire retrait de l'État de la sphère économique. Ainsi, selon cette logique, l'intervention de l'État dans l'économie mènerait inéluctablement à la violation de la liberté des citoyens, puisqu'elle les prive de la possibilité de faire fructifier comme bon leur semble le salaire issu de leur labeur 196. Lors de son discours à la nation sur l'État de l'économie qu'il prononce le 5 février 1981, Reagan déclare à cet effet :

Depuis 1960, notre gouvernement a dépensé 5 100 milliards de dollars. Notre dette a augmenté de 648 milliards. Les prix ont connu une hausse explosive de 178 %. Et en quoi cette situation est-elle meilleure pour autant? Eh bien, nous savons tous qu'elle est bien pire. Quand nous mesurons combien ces années d'inflation, de baisse de la productivité, d'expansion effrénée des activités du gouvernement ont cruellement touché nos vies, nous savons qu'il nous faut agir (...) Nous redonnerons à tous les hommes et à toutes les femmes la liberté d'exceller et de créer. Nous libérerons l'énergie et le génie du peuple américain, des traits de caractère sur lesquels nous avons toujours pu compter 197.

¹⁹⁵ Noble, Charles, Welfare as we Knew it. A Political History of Welfare in America, New York, Oxford University Press, 1997.

¹⁹⁶ Foner, *Op. cit.*, p. 307-332.

¹⁹⁷ Cité dans Reagan, Ronald, Les discours, Paris, J-C Lattès, 1990, p. 74.

L'orientation qu'entend adopter le président est donc claire : tant qu'il sera le maître à bord, l'État sera considéré comme le problème et non comme une solution aux maux qui affligent le pays.

Le premier objectif de l'administration Reagan est le démantèlement du dispositif législatif mis en place par les démocrates des années 1960. « Ce que je cherche à défaire, c'est la Grande Société. C'est la guerre de LBJ contre la pauvreté qui nous a conduits dans cette pagaille actuelle », inscrit d'ailleurs Reagan dans son journal en date du 28 janvier 1982¹⁹⁸. Il est appuyé dans cette entreprise par l'infrastructure intellectuelle conservatrice qui, par l'entremise d'ouvrages, d'articles ou d'études réalisées par des *think tanks*, fustige la nocivité des programmes sociaux qui ne constitueraient qu'un gaspillage de fonds publics et appelle à la privatisation de l'aide sociale ¹⁹⁹. Bien que ces études soient parfois illustrées chiffres et tableaux à l'appui, elles font l'objet de virulentes critiques qui contestent leurs conclusions. Sanford Schram les qualifiera même de tentative de « réécriture de l'histoire de la politique sociale aux États-Unis »²⁰⁰. Elles profiteront néanmoins d'une large diffusion et serviront de base idéologique au démantèlement du filet de protection sociale pratiqué par Reagan lors de ses deux mandats.

La première mesure prisée par le président afin de réduire le rôle de l'État fédéral est de poursuivre la décentralisation de l'aide sociale vers les États, dont certains ne vont pas hésiter à réduire, voire à supprimer certains programmes imaginés à l'époque de la Grande Société. Reagan met ensuite la hache dans les mesures qui demeurent sous la responsabilité de l'État central. L'*Omnibus Budget Reconciliation Act* (OBRA), voté en 1981, prévoit l'élimination de 57 programmes sociaux fédéraux et décapite par le fait même une bonne partie de l'État-providence américain. Les conséquences de ces coupes sont considérables. Au total, au cours des deux mandats

¹⁹⁸ Brinkley, Douglas, *The Reagan Diaries*, New York, HarperCollins, 2007, p. 65.

Thévenard, *Op. cit.*, p. 147.

²⁰⁰ L'auteur développe cette thèse dans Schram, Sanford F., *Words of Welfare. The Poverty of Social Science and the Social Science of Poverty*, Minneapolis/London, University of Minnesota Press, 1995, p. 90-120.

de Reagan, 10 % des familles perdent leurs allocations; la proportion de chômeurs recevant des prestations passe de 45 % à 32 %; l'aide au logement passe de 26,6 milliards à 7,4 milliards de dollars; et des restrictions au programme Medicaid font passer la proportion des pauvres pouvant en bénéficier de 53 % à 46 %²⁰¹.

Reagan ne se limite cependant pas seulement à détruire la Grande Société. Même s'il avoue avoir voté quatre fois pour Roosevelt, il s'attaque tout aussi bien à la philosophie du New Deal. En effet, le président adhère à la théorie de l'offre (supplyside) en matière économique. Les partisans de cette doctrine défendent l'idée voulant qu'il soit plus avantageux de dynamiser l'économie par l'offre plutôt que par la demande, contrairement à ce que prône le keynésianisme qui a inspiré le New Deal. Ainsi, en offrant aux investisseurs et aux entrepreneurs une réduction substantielle de leur charge fiscale, ceux-ci verraient augmenter leur marge de profit et pourraient créer plus d'emplois. La prospérité et la bonne fortune de ces dirigeants d'entreprises, en ruisselant naturellement vers le bas, profiteraient donc à l'ensemble de la société. Le seul fait que le gouvernement américain envisage une telle stratégie témoigne de l'évolution considérable du débat politique et de la perte d'influence du libéralisme, puisqu'une telle idée aurait été qualifiée d'hérésie peu de temps auparavant. Ainsi, dès septembre 1981, le Congrès républicain vote l'Economic Recovery Tax Act qui réduit de 25 % l'impôt direct pour tous et abaisse le taux maximum d'imposition de 75 % à 50 %²⁰². En fait, l'échelle d'imposition est considérablement simplifiée, le nombre de taux de taxation passant de quatorze à seulement deux²⁰³.

La nouvelle attitude du gouvernement fédéral est loin de faire l'unanimité. Par exemple, Frances Fox Piven et Richard Cloward dénoncent les politiques de droite du président qui, selon eux, laissent un si grand nombre de citoyens sans protection sociale suffisante qu'elles représentent rien de moins qu'une menace pour la

²⁰¹ Thévenard, *Op. cit.*, p. 151. ²⁰² Edwards, *Op. cit.*, p. 21.

²⁰³ Lacroix, Op. cit., p. 485.

démocratie américaine²⁰⁴. Néanmoins, la population semble accréditer cette nouvelle approche. Aux élections présidentielles de 1984, Reagan est réélu triomphalement avec tout près de 60 % des voix et remporte tout les États sauf le Minnesota et le district de Columbia. Les républicains, quant à eux, conservent le contrôle du Sénat. La politique économique du président Reagan fait donc littéralement entrer les États-Unis dans une nouvelle ère. Une ère où les principes libéraux peuvent non seulement être critiqués, mais également combattus et discrédités. L'époque où il était impossible de s'attaquer à certaines vaches sacrées est définitivement révolue.

2.2.3 Le durcissement de la politique étrangère

Outre le démantèlement de l'État-providence, le deuxième axe principal du programme de Reagan consiste en la mise en œuvre d'une politique étrangère beaucoup plus agressive. Cette stratégie vise d'abord et avant tout à se démarquer des démocrates qui, depuis 1968, n'arrivent plus à s'adapter à un contexte international en constante évolution. Lors de sa première campagne présidentielle, Reagan ne s'était d'ailleurs pas gêné pour critiquer ses adversaires à ce sujet : « Nous reconnaissons tous que ces gens [les démocrates] qui ne cessent de parler de contraintes font en fait référence à leurs propres contraintes, pas à celles de l'Amérique »²⁰⁵. Selon Gelb et Lake, la solution pour laquelle optent les républicains est toute simple : il s'agit de présenter l'image d'une Amérique forte et déterminée afin que désormais, ce soit le monde qui s'adapte à elle et non l'inverse²⁰⁶.

Pour lui permettre de faire accepter par la population cette nouvelle tangente, Reagan fait appel à ses talents de grand communicateur. En fait, afin de justifier l'intense lutte qu'il entend mener contre l'URSS et son réseau d'influence, il adopte

²⁰⁴ Fox Piven, Frances et Richard A. Cloward, *The New Class war. Reagan's Attack on the Welfare state and its Consequences*, New York, Pantheon Books, 1982.

²⁰⁵ Cité dans Erickson, Paul D., Reagan Speaks: the Making of an American Myth, New York, New York University Press, 1985, p. 100.

²⁰⁶ Gelb, Leslie H. et Anthony Lake, « Four More Years : Diplomacy Restored », Foreign Affairs, vol. 63, no 3, 1984.

un discours aux relents messianiques. Le messianisme américain réfère à la croyance en vertu de laquelle les Américains doivent se dresser en exemple de nation qui respecte un certain nombre de valeurs incontournables et qui met tout en œuvre pour transmettre aux autres peuples du monde ces mêmes valeurs. Nicole Guétin résume ainsi le concept lorsque appliqué en fonction des implications de la guerre froide :

Les États-Unis doivent restituer à l'humanité des préceptes moraux et religieux, un « bonheur » longtemps dérobé aux hommes par la privation de libertés fondamentales. La liberté pour laquelle le peuple américain s'est battu constitue la quintessence de la Démocratie américaine qui doit être érigée en exemple universel²⁰⁷.

Dans la rhétorique du président, l'URSS devient donc l'« Empire du Mal » et le mouvement conservateur se délecte de pouvoir simplifier les enjeux de la guerre froide en une « opposition biblique entre le bien et le mal » 208.

L'occupant de la Maison-Blanche oriente ainsi sa politique étrangère en fonction de ce que le journaliste Charles Krauthammer sera le premier à qualifier de « doctrine Reagan »²⁰⁹. Plusieurs interprétations ont depuis été faites de cette doctrine, mais Stanley Hoffman en a isolé certains des éléments les plus importants, notamment:

- -La puissance américaine, négligée par son prédécesseur démocrate doit être restaurée pour que les États-Unis continuent de dominer le monde militairement et économiquement.
- -Pour empêcher l'expansion du communisme, il faut renouer avec la politique de l'endiguement et continuer à appuyer quiconque s'oppose aux Soviétiques.
- -L'Union soviétique est à l'origine de tout ce qui menace les États-Unis.
- -La seule façon de retrouver la paix est de constituer une force invincible²¹⁰.

Krauthammer, Charles, « The Reagan Doctrine », *Time Magazine*, vol. 125, no 13, avril 1985.

²⁰⁷ Guétin, Nicole, *Le messianisme américain*, Esprit libre, mai 2003. Disponible [en ligne] : http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=article&no=2455, site consulté le 6 octobre 2009.

²⁰⁸ Roy, op. cit., p. 61

²¹⁰ Hoffman, Stanley, La nouvelle guerre froide, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 242.

La nouvelle doctrine Reagan s'opérationnalise concrètement de diverses façons. Tout d'abord, le pays de l'oncle Sam renoue avec sa pratique d'appuyer des groupes aux convictions démocratiques douteuses sous le seul prétexte de leur opposition au régime soviétique. Les États-Unis offriront ainsi une assistance aux moudjahiddins d'Afghanistan et aux *contras* du Nicaragua²¹¹. Reagan implique également directement des soldats américains lorsqu'en 1983, il envoie des troupes au Liban pour empêcher la Syrie d'y exercer une influence trop considérable. La même année, il ordonne l'invasion de la petite île de la Grenade située dans les Antilles afin de déloger un gouvernement qu'il considère trop sympathique à Moscou.

Ensuite, toujours dans l'optique d'affirmer la supériorité de la puissance américaine, Reagan lance son *Initiative de défense stratégique (IDS)*. Il s'agit en fait d'un programme militaire visant à « protéger le territoire américain contre une attaque massive de missiles soviétiques à l'aide d'un système de défense antimissile basé en grande partie dans l'espace »²¹². Le projet est ambitieux et implique l'engagement de sommes importantes. Toutefois, s'il en venait à être réalisé, la supériorité militaire des États-Unis serait assurée de manière incontestable et amoindrirait considérablement toute chance de réussite d'une future expansion de la sphère d'influence soviétique. Le projet, que les médias américains ont vite fait de baptiser de « guerre des étoiles »²¹³, ne sera finalement jamais pleinement réalisé. Néanmoins, le président parvient à prouver au bloc communiste que son pays dispose de ressources titanesques et qu'il n'hésitera pas à les utiliser pour assurer sa victoire finale.

²¹¹ Dans ce dernier cas, l'administration sera éclaboussée par un scandale lorsque les médias découvrent que des armes ont été illégalement vendues à l'Iran afin de financer les activités des *contras*.

²¹² Roy, *Op. cit.*, p. 61.

Debays, Barbara, « La guerre des étoiles de Ronald Reagan ». Disponible [en ligne] : http://radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/bouclier/reagan.html, site consulté le 15 novembre 2009.

Les événements semblent donner raison à Reagan. Au cours de son deuxième mandat, les régimes pro-URSS de l'Europe de l'Est commencent à vaciller et certains sont même renversés. Dès 1989, on assiste à la chute du mur de Berlin et, à toutes fins pratiques, à la fin de la guerre froide. Reagan se voit donc attribuer le mérite de celui qui est parvenu à casser les reins du système communiste. Depuis, plusieurs interprétations tendent à relativiser le rôle du président de l'époque. Par exemple, Romero note que la politique de réarmement de Reagan n'aurait pas produit de résultats si probants si elle n'avait pas été appliquée simultanément aux réformes de Gorbatchev en URSS²¹⁴. Étienne de Durant, pour sa part, prétend que l'IDS n'a absolument pas eu l'impact déterminant sur le cours des événements que certains lui ont attribué :

À l'exception du président lui-même et de quelques rares conseillers, il est probable que la plupart des membres du gouvernement Reagan n'ont jamais cru en la possibilité à court ou moyen terme d'une défense antimissile efficace au niveau stratégique [...] ce n'est qu'*a posteriori* que l'IDS fut considéré comme une arme économique face à l'URSS²¹⁵.

De plus, l'augmentation considérable des dépenses militaires, effectuée au moment même où les importantes baisses d'impôt deviennent effectives, plonge le pays dans une spirale déficitaire infernale. Cela n'affecte toutefois pas outre mesure l'image du président. Les finances publiques ont beau être en lambeaux, la population apprécie tout de même le retour des États-Unis en tant que puissance affirmée. La preuve, un sondage *Gallup* mené en décembre 1988 démontre qu'après deux mandats passés à la Maison-Blanche, 63 % des Américains approuvent toujours la façon dont Reagan dirige le pays²¹⁶.

²¹⁴ Romero, *Op. cit.*, p. 113.

Disponible [en ligne]:

²¹⁵ De Durand, Étienne, « Le nouveau paradigme stratégique républicain », Revue française d'études américaines, no 90, avril 2001. Disponible [en ligne] :

http://www.cairn.info.res.banq.qc.ca/search.php?WhatU=reagan&Auteur=&doc=N_RFEA_090_0095. htm&ID_ARTICLE=RFEA_090_0095&xb=&xf=&DEBUT=#HIA_1, site consulté le 6 octobre 2009.

RFEA_090_0095&xb=&xf=&DEBUT=#HIA_1, site consulté le 6 octobre 2009.

RFEA_090_0095&xb=&xf=&DEBUT=#HIA_1, site consulté le 6 octobre 2009.

RFEA_090_0095&xb=&xf=&DEBUT=#HIA_1, site consulté le 6 octobre 2009.

http://webapps.ropercenter.uconn.edu/CFIDE/roper/presidential/webroot/presidential_rating_detail.cf m?allRate=True&presidentName=Reagan, site consulté le 12 octobre 2009.

2.2.4 L'entrée en scène de la nouvelle droite

La perte de crédibilité des libéraux est bien illustrée par la façon dont Reagan parvient à séduire la population en appliquant un programme très conservateur, tant dans son volet de politique intérieure qu'en ce qui concerne les affaires étrangères. Il existe toutefois une autre force qui, au même moment, se lance dans l'arène politique pour attaquer les forces progressistes qui subsistent aux États-Unis.

En effet, vers la toute fin des années 1970 émerge aux États-Unis un mouvement que certains de ses membres les plus actifs qualifieront de « nouvelle droite ». Ce mouvement est composé d'individus qui, particulièrement scandalisés par le jugement Roe vs Wade²¹⁷, souhaitent rallumer la flamme conservatrice. Ceuxci sont inspirés par certaines batailles récentes ayant été menées dans de petites communautés et qui ont conduit à des victoires intéressantes pour la droite. Des militants conservateurs ont, par exemple, empêché la ville de Miami d'adopter une loi garantissant les droits civiques des homosexuels, alors que certains parents sont parvenus à faire retirer du programme des écoles d'une petite ville de Virginie occidentale les cours d'éducation sexuelle²¹⁸.

Les acteurs de la nouvelle droite se rendent donc comptent qu'il leur est possible de se constituer en force politique puissante en livrant d'abord bataille au niveau local. En ce sens, ils mettent sur pieds dès 1979 la *Moral Majority*, un lobby politico-religieux dont le but premier est de mobiliser tout ceux qui ont à cœur de ramener certains sujets à l'avant-scène du débat publique : avortement, droits des homosexuels, éducation sexuelle, prière à l'école, etc. À ses débuts, la *Moral Majority* rassemble principalement des chrétiens évangéliques, en majorité baptistes. Ces derniers se démarquent par la force de leurs convictions et leur haut niveau de militantisme. Richard Viguerie, l'un des leaders de la nouvelle droite affirmera : « Le terrain le plus important pour le développement de l'idéologie et de la philosophie

²¹⁷ Rendu par la Cour suprême en 1973, ce jugement confirme la légalité de l'avortement.

²¹⁸ Voir Richet, Isabelle, « Religion et politique aux États-Unis : une pas si sainte alliance » *Hérodote*, no 106, mars 2002.

conservatrices est désormais le mouvement évangélique »²¹⁹. Bientôt, le dynamisme des militants de la Moral Majority leur permettra de s'adouber avec certains pasteurs très influents, notamment des télévangélistes célèbres, tels que Jerry Falwell et Pat Robertson. Ces derniers possèdent l'avantage de rejoindre un nombre considérable de fidèles. Sachant qu'ils disposent désormais d'un réseau de partisans pouvant jouer un rôle déterminant dans plusieurs régions du pays, les républicains montent dans le train et adaptent leur discours en conséquence. Lors des élections de 1980, le programme républicain parle notamment de l'abolition de l'avortement, de prière à l'école, de la peine mort obligatoire pour certains crimes, etc²²⁰. Ronald Reagan luimême, bien que moins religieux que son adversaire Carter, n'hésite pas à aborder le sujet de sa renaissance chrétienne et à insérer dans chacune de ses allocutions des références aux deux directions que pouvait prendre le pays, « celle du malheur s'il s'éloignait de la voie que Dieu lui avait tracée et celle du triomphe s'il la suivait »²²¹. Cette stratégie lui permet de s'imposer en tant que candidat favori de la nouvelle droite, laquelle lui apporte un important soutien financier et plus de quatre millions de voix²²². En plus de ces votes acquis chez la droite fondamentaliste, Reagan récolte aussi des dividendes auprès des ouvriers catholiques du Nord. En effet, selon James L. Sundquist, ces derniers se laissent particulièrement séduire par la capacité du candidat républicain à faire écho à leurs valeurs traditionnelles et se montrent par le fait même plus enclins à accepter ses politiques économiques conservatrices²²³. Lors des élections suivantes, Reagan s'emploiera donc à multiplier les apparitions devant

_

²¹⁹ Cité dans Jorstad, Erling, *Holding Fast, Pressing On: Religion in America in the 1980s*, New York, Greenwood Press, 1990, p. 58.

²²⁰ Desbiens, *Op. cit.*, p. 275.

²²¹ Mélandri, *Op. cit.*, p. 228.

Bush » Vingtième Siècle. Revue d'histoire, no 97, janvier 2008. Disponible [en ligne]: http://www.cairn.info.res.banq.qc.ca/search.php?WhatU=reagan&Auteur=&doc=N_RFAP_105_0193&xb=&xf=&DEBUT=#HIA_1, site consulté le 4 septembre 2009.

²²³ Sundquist, James L., *Dynamics of the Party System*, Washington D.C., Brookings Institution, 1983.

des organisations liées à la nouvelle droite qui, une fois de plus, lui accorde un appui massif.

Les militants des différents lobbys religieux sont néanmoins quelque peu perplexes face à leur succès. En effet, Demerath et Williams expliquent qu'au cours des deux mandats de Reagan, bien que la nouvelle droite soit parvenue à réorienter le débat public autour de ses valeurs traditionnelles, elle ne peut cependant toujours pas se vanter d'avoir remporté une victoire législative significative²²⁴. C'est dans ce contexte que Pat Robertson, un richissime télévangéliste qui possède à l'époque le premier réseau de télévision par satellite au pays, décide de prendre les choses en main. Après avoir dû s'avouer vaincu contre George Bush lors des primaires républicaines de 1988, il fonde une nouvelle organisation, la Christian Coalition. Cette dernière a comme objectif de ramener la nouvelle droite là où elle a toujours eu le plus de succès, c'est-à-dire au niveau local. La stratégie de Robertson est de mobiliser un groupe de militants bien organisés afin que la droite religieuse puisse prendre le contrôle des sections locales du Parti républicain²²⁵. C'est donc sous cette influence que le parti entame une phase de radicalisation au cours de laquelle les éléments les plus conservateurs qui le composent vont avoir l'opportunité d'y exercer une influence considérable.

2.2.5 L'intermède de George Bush Sr.

Vice-président de Reagan au cours de ces deux mandats à la Maison-Blanche, George Bush est désigné pour lui succéder comme candidat du Parti républicain lors des élections de 1988. Bien qu'il représente le candidat logique pour assurer la continuité avec l'ère Reagan, Bush est suspect aux yeux des éléments les plus conservateurs du Parti républicain, lesquels disposent désormais d'une influence incontournable au sein de la formation. En effet, Bush vient d'une riche famille de la

Demerath, N. J. et Rhys H. Williams, « Religion and Power in the American Experience » Society, janvier-février 1989.

²²⁵ Voir Murray Oldflield, Diane, *The Rights and the Righteous. The Christian Right Confronts the Republican Party*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1996.

côte Est, une région traditionnellement plus à gauche sur l'échiquier politique. Afin de dissiper les doutes sur son conservatisme, il mène une campagne très agressive contre son adversaire démocrate Michael Dukakis. Il s'emploie à qualifier ce dernier de sénateur « libéral » du Massachusetts, afin de profiter de la perte de crédibilité du libéralisme²²⁶. En agissant ainsi, il cherche à se présenter comme le candidat le plus fiscalement conservateur (il promet de n'imposer aucune nouvelle taxe), le plus dur contre le crime et le mieux placé pour protéger les intérêts américains sur la scène internationale. La recette fonctionne puisque Bush est facilement élu en recueillant 54 % du vote populaire.

Bush entre à la Maison-Blanche alors que le monde est bouleversé par la fin de la guerre froide. Dans ce contexte, il se montre particulièrement habile à composer avec la nouvelle donne sur la scène internationale. En fait, Bush choisit de suivre la voie tracée par son prédécesseur afin de profiter de ce qui constitue désormais la marque de commerce des républicains en politique étrangère, c'est-à-dire une attitude ferme et déterminée visant à affirmer la puissance américaine. Son plus célèbre coup d'éclat constitue sans nul doute sa gestion de la première guerre du Golfe. En effet, sur ordre du président, l'armée américaine chasse les troupes irakiennes du Koweït tout en subissant un minimum de pertes humaines. De plus, Bush parvient à rallier un nombre impressionnant de pays au sein d'une large coalition qui assume l'essentiel des coûts de l'intervention militaire. Le président réussit donc à consolider l'influence des États-Unis dans le monde en imposant ce qu'il qualifiera de « nouvel ordre mondial »²²⁷.

La situation sera moins rose pour le président en ce qui concerne la scène intérieure. Il faut dire que Bush hérite d'une situation extrêmement précaire au niveau des finances publiques. En effet, si certaines des politiques de Reagan lui ont apporté beaucoup de succès, ces dernières n'en ont pas moins entraîné des conséquences désastreuses à bien des niveaux. Ainsi, au terme des deux mandats de Reagan, la

²²⁶ Voir Graham, Op. cit., p. 311.

Bush, George et Brent Scowcroft, A World Transformed, New York, Vintage Books, 1998, p. 400.

dette nationale a triplé par rapport à ce qu'elle était au moment de son élection. Les réductions d'impôts de Reagan combinées aux importantes dépenses d'armement qu'il a engagées ont mené à des déficits annuels dépassant fréquemment les 200 milliards de dollars. En fait, Reagan a autant contribué à l'augmentation de la dette que ses 39 prédécesseurs réunis²²⁸.

En plus de la faible marge de manœuvre que lui a léguée Reagan, Bush doit également composer avec une situation économique peu favorable. Au terme des quatre années de sa présidence, le secteur privé compte moins d'emplois qu'au début de son mandat. La réalité est aussi rude pour ceux qui conservent leur boulot puisque le revenu moyen du travailleur américain diminue de 5 %²²⁹. En outre, celui qui s'est présenté en campagne comme un candidat conservateur au point de vue fiscal n'a donc d'autre choix que de se résoudre, après de longues négociations avec le Congrès, à approuver une hausse d'impôts au cours de l'année 1990. En plus de devoir surmonter l'humiliation d'accepter une mesure qu'il ridiculisait encore il y a peu de temps, Bush s'aliène certains de ses partisans qui lui en veulent de renier sa promesse électorale de s'opposer à toute hausse de la fiscalité²³⁰. Il lui devient donc à toutes fins pratiques impossible d'accuser les politiciens libéraux de ne penser qu'à piger dans les poches des contribuables. Constatant cette réalité, Jean-Michel Lacroix offre une conclusion assez sévère du mandat de George Bush :

Le « vainqueur de la guerre du Golfe » s'est surtout investi dans la politique internationale et a géré la fin de la guerre froide mais il a cru qu'il suffisait de faire régner la *pax americana* et il s'est peu intéressé au pays réel. Il n'a pas réussi en tout cas le redressement intérieur²³¹.

Outre ses problèmes avec la situation économique, Bush éprouve également beaucoup de difficulté à gérer ses relations avec les membres de la nouvelle droite. Il faut dire que ce dernier est moins à l'aise que Reagan avec le discours plus radical

²³¹ Lacroix, *Op. cit.*, p. 506.

_

²²⁸ Desbiens, , Op. cit., p. 277.

²²⁹ Lacroix, *Op. cit.*, p. 504.

²³⁰ Voir, Mélandri, Pierre, « L'Amérique de George W. Bush ou la fin de la « révolution conservatrice » ?Vingtième Siècle. Revue d'histoire, no 97, janvier 2008.

typique de la droite religieuse américaine. Lors de la campagne de 1988, il fait d'ailleurs peu appel à eux afin de leur être le moins redevable possible pour son élection. Par contre, quatre ans plus tard, Bush craint que le soutien de cette partie de l'électorat ne lui soit indispensable pour assurer sa réélection et décide de lui offrir une place plus appréciable dans sa campagne. Contrôlant déjà un grand nombre de délégués du parti en raison du travail de terrain effectué par la Christian Coalition, la nouvelle droite arrive en position de force à la convention républicaine de 1992. Lors de cette convention, dans l'espoir de ramener au bercail certains membres de sa base électorale qui auraient été déçus du bilan de son premier mandat, Bush invite certains des leaders les plus conservateurs du pays à prendre la parole, en particulier Pat Buchanan et Pat Robertson. Ce dernier y va d'un discours extrêmement radical dans lequel il explique notamment que « le féminisme encourage les femmes à quitter leurs maris, à tuer leurs enfants, à pratiquer la sorcellerie, à détruire le capitalisme et à devenir lesbiennes »²³². Le pari de Bush se retourne donc contre lui, puisque le fait de s'associer à des personnages aussi radicaux rebute une partie de son électorat qui refuse d'endosser un tel discours. De nombreux électeurs républicains se tournent donc vers Ross Perot, un autre candidat conservateur. C'est cette division de la droite qui causera la perte de George Bush et son incapacité à se faire réélire.

En fait, Bush est, en quelque sorte, victime de la montée en popularité de la droite. Les électeurs ont pris goût aux réductions d'impôts offertes par Reagan et c'est à Bush qu'incombe la responsabilité de payer les pots cassés. Ensuite, il ne parvient pas à tourner à son avantage l'influence grandissante que possède la droite religieuse dans certaines régions du pays, ce qui offre aux démocrates une chance inespérée de sortir de leur torpeur.

²³² Cité dans Wills, Gary, « The Born-Again Republicans » New York Review of Books, 24 septembre 1992.

2.3 Une gauche en plein désarroi

Bien que la présidence de George Bush se termine en queue de poisson, la période allant de 1976 à 1992 représente un véritable chemin de croix pour la gauche américaine. Aux prises avec un redoutable adversaire à la Maison-Blanche durant la majeure partie de cette période, les forces incarnant le libéralisme américain voient leur influence être de plus en plus marginalisée pour, finalement, ne représenter que l'ombre de la force politique qu'elles ont longtemps représentée.

2.3.1 Un mouvement syndical en chute libre

Les syndicats ont, historiquement, représenté une force politique d'importance aux États-Unis. Selon Allan Ware, ces derniers disposent de plusieurs moyens pour influencer la joute politique à leur avantage. Ils peuvent, par exemple, faire directement campagne en faveur d'un candidat en campagne électorale en incitant ses membres à s'engager dans certaines pratiques telles que le porte-à-porte ou l'organisation d'activités partisanes; permettre à un ou des candidats d'utiliser certaines ressources matérielles (appareils d'impression, téléphones, etc.) dont dispose le syndicat; contribuer financièrement à la campagne d'un candidat; ou tout simplement accorder un appui public à ce candidat²³³.

Comme les centrales syndicales ont avantage à ce que l'État légifère afin d'encadrer le mieux possible les relations de travail, elles ont eu tendance à s'associer et à accorder leur appui aux différents partis de gauche oeuvrant sur la scène politique américaine. Depuis l'époque du *New Deal*, c'est donc le Parti démocrate qui représente l'option politique privilégiée du mouvement syndical. Dans leur ouvrage consacré à l'histoire du mouvement ouvrier américain, Marshall et Rungeling démontrent de quelle façon les démocrates de Roosevelt et les syndicats ont développé une relation de synergie à l'avantage de chacun des partenaires. Ainsi, en échange de l'appui indéfectible en faveur de ses réformes que lui a offert les

-2

²³³ Ware, Allan, *The Breakdown of Democratic Party Organization (1940-1980)*, Oxford, Clarendon Press, 1985, p. 227.

regroupements syndicaux, l'occupant de la Maison-Blanche répondit en adoptant plusieurs lois visant à accroître l'influence et les effectifs des syndicats²³⁴.

Les résultats de cette association ont été probants. Dès les années 1950, le taux de syndicalisation était plus élevé aux États-Unis qu'au Canada, en France ou en Italie. En plus de leur impact économique, les syndicats jouaient un rôle politique crucial puisqu'ils représentaient l'ossature du Parti démocrate en dehors du Sud²³⁵. Profitant de cette influence, les grandes centrales syndicales ont ainsi été en mesure de jouer, selon les termes de Mitchell Cohen, le rôle de « catalyseur des réformes sociales » que les démocrates allaient mettre en place dans les années 1960²³⁶. Bref, tout particulièrement depuis l'époque du *New Deal*, le mouvement syndical a représenté un rouage important de la gauche américaine.

Toutefois, les choses se compliquent passablement à compter des années 1980. En effet, cette période coïncide avec l'apparition d'une forte concurrence étrangère qui affecte considérablement le secteur manufacturier américain. Cette nouvelle donne a pour conséquence de porter directement atteinte aux acquis syndicaux. En effet, comme l'a démontré le politicologue Jacob Hacker, la vaste majorité des avantages sociaux dont bénéficiaient jusqu'alors les travailleurs américains leur étaient consentis directement par leurs employeurs. Ces derniers trouvaient avantage à assumer certaines dépenses devant permettre à leurs employés de bénéficier de plusieurs mesures telles qu'une assurance-invalidité, de généreuses indemnités de chômage ou un fonds de pension intéressant, puisque cela leur permettait d'attirer des salariés indispensables à la croissance de leurs entreprises. De plus, sachant que leurs concurrents négociaient les mêmes conditions avec leurs propres travailleurs, ils

²³⁴ Mentionnons à ce titre l'adoption de la Loi Wagner en 1935 dont l'un des buts est de forcer les employeurs à accepter la négociation collective. Voir Marshall, Ray F. et Brian S. Rungeling, *L'Amérique des syndicats*, Paris, Économica, 1978, p. 28-29.

²³⁵ Krugman, *Op. cit.*, p. 136.

²³⁶ Cohen, Mitchell, « Ces courants qui traversent l'Amérique », *Raisons politiques*, no 1, janvier 2001.Disponible [en ligne] :

http://www.cairn.info.res.banq.qc.ca/search.php?WhatU=reagan%20syndicat&Auteur=&doc=N_RAI_001_0193.htm&ID_ARTICLE=RAI_001_0193&xb=&xf=&DEBUT=20#HIA_1, site consulté le 14 octobre 2009.

n'avaient aucun problème à refiler la hausse de leurs coûts de production directement sur les prix à la consommation²³⁷.

Avec la montée de la concurrence étrangère, les entreprises américaines ne peuvent plus supporter le fardeau financier que leur occasionnent ces dépenses sociales. Leurs produits deviennent moins intéressants pour le consommateur et les licenciements d'employés deviennent inévitables. Or, comme les pertes d'emplois se concentrent principalement dans les secteurs où les salariés sont davantage organisés au sein de regroupements de travailleurs, les effectifs syndicaux sont gravement affectés. L'industrie manufacturière qui employait 21 millions de travailleurs en 1979 n'en emploie plus que 18 millions en 1991. Seulement au cours de cette même année, *General Motors* supprime 20 % de ses effectifs et *IBM* licencie 20 000 personnes. Ces emplois ne seront remplacés que par des postes moins bien payés et non syndiqués : c'est le début de la « McDonaldisation du travail » aux États-Unis²³⁸.

Parallèlement à cette baisse marquée de leurs effectifs provoquée par la nouvelle réalité économique, le mouvement syndical doit également composer avec les attaques en règle que lui livre le mouvement conservateur. En effet, d'après Krugman, l'antisyndicalisme représente depuis les années 1960 l'un des principaux points d'intérêts que partagent le mouvement conservateur et les milieux d'affaires. Ces derniers ayant depuis constitué une source sûre de soutien financier au Parti républicain, ils espèrent maintenant que l'arrivée à la Maison-Blanche de Ronald Reagan sera accompagnée d'une législation qui sera davantage tournée vers les demandes des employeurs²³⁹.

Reagan répond favorablement à leurs attentes en faisant de la lutte aux syndicats l'une des pièces maîtresses de son programme de démantèlement de l'État-providence. Pour s'y prendre, il place D. L. Dostom à la tête du *National Labour Relation Bureau (NLRB)*, l'organisme fédéral responsable de superviser les

-

²³⁷ Hacker, Jacob, *The Divided Welfare State. The Battle over Public and Private Social Benefits in the United States*, New York, Cambridge University Press, 2002.

²³⁸ Lacroix, *Op. cit.*, p. 504. ²³⁹ Krugman, *Op. cit.*, p. 140.

procédures syndicales et de poursuivre les employeurs récalcitrants. Dostom, bien connu pour son antisyndicalisme, va modifier le fonctionnement du *NLBR* afin de rendre la vie impossible aux organisations de travailleurs. Il va notamment donner l'ordre de retarder indûment les demandes d'accréditation syndicale qui lui sont soumises dans le but de décourager les travailleurs. Il va également assouplir les règles afin de permettre aux employeurs désireux d'échapper à certaines conditions énoncées dans leur convention collective de transférer dans un établissement sans syndicat la production effectuée dans un établissement syndiqué²⁴⁰.

L'attitude personnelle de Reagan à l'encontre des syndiqués va être tout aussi impitoyable. Lorsque les contrôleurs aériens affiliés au syndicat PATCO entreprennent une grève illégale en août 1981, le président ordonne ni plus ni moins que leur congédiement. Revenant sur cet épisode où il a envoyé 13 000 travailleurs au chômage, Reagan aura plus tard cette froide réaction :

Je ne crois pas non plus que les employés du gouvernement ont le droit de se mettre en grève, car la grève est alors dirigée contre leurs concitoyens, et non contre quelque riche employeur [...] Cette décision nous a contraints à former toute une nouvelle génération de contrôleurs de la circulation aérienne et il a fallu des années pour que la situation redevienne normale. Mais je crois que le principe valait le prix que nous avons dû payer²⁴¹.

Les résultats de cette politique sont probants. Entre 1979 et 1995, le taux de syndicalisation aux États-Unis diminue de 25 %²⁴². Selon Charles Noble, cet état de fait a pour conséquence de contraindre les syndicats à se concentrer sur la préservation de leurs acquis plutôt que sur l'élargissement de l'État-providence²⁴³.

Bref, à l'aube des années 1990, le mouvement syndical ne représente plus l'ombre de ce qu'il était lors des beaux jours du libéralisme. Cet acteur important de la gauche est en pleine déroute et n'a plus l'influence nécessaire pour soutenir

²⁴³ Noble, *Op. cit.*

²⁴⁰ Voir Branciard, Michel, *Les libéralismes d'hier à aujourd'hui*, Lyon, Chronique sociale, 1987, p. 110-111.

²⁴¹ Reagan, Op. cit., p. 76.

²⁴² Cohen, Op. cit.

l'idéologie libérale comme il parvenait à le faire à l'ère du *New Deal* et de la Grande Société.

2.3.2 Un Parti démocrate en déroute

La période allant de 1976 à 1992 est aussi extrêmement difficile pour le Parti démocrate. Nous avons déjà souligné plusieurs phénomènes ayant mené à l'érosion de sa popularité auprès de l'électorat : changements démographiques qui gonflent le poids électoral des régions les plus conservatrices; forte popularité du président Reagan; chute drastique des effectifs syndicaux; etc. En outre, pour ajouter à ces malheurs, les démocrates vont, une fois de plus, se tirer dans le pied.

En effet, ceux-ci ont, vers le milieu des années 1970, procédé à une série de réformes internes visant à circonscrire l'influence des élites dirigeantes au sein du parti et ainsi accroître la proportion de candidats démocrates représentant des minorités ethniques, des femmes et des jeunes. Selon Sandy Meisel, ces réformes, dont les résultants commencent à être apparents dès le début des années 1980, ont pour effet de conduire à une radicalisation idéologique du parti²⁴⁴. Bref, au moment où la population américaine semble vouloir se laisser charmer par le discours de droite, le Parti démocrate vire à gauche.

Cette situation va favoriser l'apparition de ceux que l'on en viendra à appeler les *Reagan Democrats*. Cette nouvelle expression désigne certains groupes électoraux traditionnellement fidèles aux Parti démocrate qui, ne pouvant supporter la radicalisation idéologique de leur parti et ne se retrouvant plus dans son discours, désertent massivement le parti pour appuyer Ronald Reagan. La majorité de ces *Reagan Democrats* provient des classes ouvrières moyennes et inférieures. Le sondeur Stanley Greenberg a étudié ce phénomène en profondeur. Dans une étude réalisée au sein du comté de Macomb au Michigan, lequel concentre une forte proportion de travailleurs syndiqués blancs oeuvrant principalement au sein de l'industrie

²⁴⁴ Meisel, Sandy L., *The Parties Respond: Changes in American Parties and Campaign*, Boulder, Westview Press, 2002.

automobile, il illustre de façon éloquente cette désaffection d'électeurs traditionnellement démocrates qui succombent au champ du signe des républicains de Reagan : en 1960, ce comté avait voté à 63 % en faveur du candidat démocrate John F. Kennedy. En 1984, cependant, 66 % des électeurs de ce même comté accordent cette fois leur appui au républicain Reagan²⁴⁵.

Ainsi, après avoir perdu le Sud, les démocrates voient leurs appuis s'effondrer un peu partout au sein des États industriels où le phénomène du comté de Macomb se généralise. Pour François Vergniolle de Chantal, il ne fait aucun doute que ce repositionnement électoral est directement attribuable à l'incapacité des démocrates de répondre aux demandes traditionnelles de ces travailleurs. Pour lui, donc, « ce fut sans doute moins par adhésion au Parti républicain que par incompréhension du virage culturel pris par les démocrates que ce segment de l'électorat s'éloigna du parti »²⁴⁶. Bref, les démocrates se retrouvent dans une position de faiblesse extrême. N'arrivant plus à imposer leurs thèmes et à contrôler le débat politique, ils sont sans cesse en position réactive face aux républicains qui, eux, parviennent à prendre l'initiative. Au cours de la présidence de Reagan, les démocrates perdent clairement la bataille du discours²⁴⁷.

Nous devons toutefois souligner à ce propos l'opinion de Larry Schwab qui relativise quelque peu la débandade des politiciens libéraux. S'il atteste le fait que les démocrates se retrouvent bel et bien dans une position de faiblesse par rapport aux républicains lors de cette période, il réfute l'idée voulant que le mouvement conservateur puisse se targuer d'une victoire contre les libéraux sur le plan des idées. Afin d'appuyer sa thèse, il mentionne notamment le fait que l'immense majorité des

²⁴⁵ Le sondeur revient sur ces conclusions dans Greenberg, Stanley, *Middle Class Dreams : The Politics and Power of the New American Majority*, New York, Times Books, 1995.

²⁴⁷ Toureille, *Op. cit.*, p. 78.

Vergniolle de Chantal, François, « La crise d'identité du parti démocrate américain » Vingtième Siècle. Revue d'histoire, no 97, janvier 2008. Disponible [en ligne]: http://www.cairn.info.res.banq.qc.ca/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-1-p-

^{159.}htm?WhatU=reagan%20syndicat&Auteur=&doc=N_VING_098_0227.htm&ID_ARTICLE=VING_097_0159, site consulté le 14 octobre 2009.

mesures législatives inspirées des revendications de la nouvelle droite ne parviennent pas à être adoptées par le Congrès où les démocrates, dans le pire des cas, contrôlent toujours au moins une des deux chambres. Ainsi, Schwab considère que si les conservateurs réussissent à profiter de la faiblesse de leurs adversaires pour appliquer certains pans de leur programme, ces derniers échouent tout de même dans leur tentative de changer fondamentalement le système²⁴⁸.

2.4 En conclusion : les libéraux en position de faiblesse

Au cours des années 1980, les conservateurs réussissent à se positionner davantage en harmonie avec les désirs de l'électorat que ne le font leurs adversaires. En fait, la perte d'influence des libéraux est confirmée par l'impressionnante popularité de Ronald Reagan qui applique un programme de droite situé aux antipodes du libéralisme américain.

De plus, selon Thévenard, les libéraux sont incapables de reprendre l'initiative et de justifier l'importance de retourner à leur politique économique traditionnelle. L'accroissement des dépenses militaires et les baisses d'imposition ordonnées par Reagan sont si importantes qu'elles rendent pratiquement invendable l'idée d'engager des sommes supplémentaires pour renflouer certains programmes sociaux malmenés ou en financer de nouveaux²⁴⁹. En effet, bien que Reagan se plaise à dénoncer le gaspillage de fonds publics pratiqué par les libéraux, son bilan fait paradoxalement de lui l'un des présidents les plus dépensiers de l'histoire : en 1985, le poids des dépenses publiques atteint 24 % du PIB, soit la proportion la plus élevée depuis 1945. En outre, de 1980 à 1992, les dépenses du gouvernement augmentent de 36 % en dollars constants²⁵⁰.

250 Gervais, Pierre, L'avènement d'une superpuissance : le siècle de l'Amérique, Paris, Larousse, 2001, p. 100.

-

²⁴⁸ Schwab, Larry, *The Illusion of a Conservative Reagan Revolution*, New Brunswick, Transaction Books, 1991.

²⁴⁹ Thévenard, *Op. cit.*, p. 153.

Les démocrates n'ont donc d'autre option que de se résigner à adhérer au consensus sur la nécessité de réduire le déficit qui, au cours des deux mandats de Reagan, passe de 900 à 2000 milliards de dollars²⁵¹. Bref, les libéraux disposent de si peu de marge de manœuvre qu'ils doivent se contenter de limiter les dégâts, renvoyant ainsi aux calendes grecques leur programme visant à utiliser les ressources de l'État pour créer une société plus égalitaire. Selon Stoesz et Karger, même les libéraux les plus à gauche se résignent, comme le font les syndicats, à concentrer leurs efforts afin de préserver leurs acquis plutôt qu'à chercher à étendre la couverture offerte par l'État-providence²⁵².

Isolés dans cette position, les libéraux se transforment, en quelque sorte, en empêcheurs de tourner en rond. Ils se montrent clairement incapables de se défaire des étiquettes que les conservateurs ont réussi à leur accoler depuis maintenant des années, soit qu'ils sont dépensiers, déconnectés des besoins de la population et peu enclins à projeter une image puissante et positive des États-Unis. C'est bel et bien la confirmation de cette image d'impuissance des libéraux qui représente le principal gain des conservateurs. En effet, au terme de la période étudiée, le libéralisme, aux États-Unis, est plus que jamais associé à la faiblesse.

La débandade de Bush sur la scène intérieure offrira un sursis aux libéraux américains. Néanmoins, ceux-ci ne pourront plus jamais imposer leurs idées comme ils l'ont fait depuis des décennies.

²⁵¹ Noble, *Op. cit.*, p. 123.

Stoesz, David et Howard J. Karger, *Reconstructing the American Welfare State*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers Inc., 1992, p. 80.

CHAPITRE III

LE LIBÉRALISME COMME INSULTE (1993-2008)

La fin du 20e siècle et l'arrivée du 21^e marquent l'âge d'or du mouvement conservateur aux États-Unis. Durant cette période, le libéralisme devient, dans le discours politique, un terme honteux dont l'évocation sert essentiellement à dénigrer un adversaire. Seule une infime minorité d'acteurs politiques et sociaux persistent à se réclamer de l'idéologie libérale, le reste de la gauche américaine préférant éviter d'être associé à un concept dont la crédibilité atteint les bas-fonds.

3.1 Clinton à la présidence : la fin des espoirs de la gauche

Après avoir mené une brillante campagne électorale, Bill Clinton réussit, contre toute attente, à redonner aux démocrates les clés de la Maison-Blanche. Toutefois, cette victoire n'aura pas l'effet escompté par la gauche américaine puisqu'elle ne sera pas accompagnée d'un retour du balancier en faveur des forces libérales aux États-Unis. Au contraire, la présidence de Clinton confirmera une fois de plus la réussite des conservateurs à diaboliser le libéralisme.

3.1.1 La campagne de 1992

À première vue, rien ne semblait devoir entraver la marche de George Bush vers sa réélection lors des élections présidentielles de 1992. Au cours de son premier mandat, le président est à la tête d'un parti qui a le vent en poupe, la gauche américaine peine à se réorganiser et surtout, ses succès en politique étrangère, en particulier son éclatante victoire en Irak, lui valent le soutien d'une bonne partie de la population. En mars 1991, moins de deux ans avant les élections, 9 Américains sur 10 disent approuver le travail du président²⁵³.

Toutefois, comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, Bush est contraint de prendre plusieurs décisions impopulaires pour réparer les dégâts

Agiesta, Jennifer, « Approval Highs and Lows », *The Washington Post*, 24 juillet 2007. Disponible [en ligne]: http://blog.washingtonpost.com/behind-the-numbers/2007/07/approval highs and lows.html, site consulté le 12 décembre 2009.

causés par les politiques de Reagan. Bien vite, les déboires du président en politique intérieure éclipsent ses faits d'armes sur la scène internationale et sa cote de popularité tombe en chute libre. En août 1992, 64 % des Américains affirment maintenant désapprouver son travail²⁵⁴.

Cette nouvelle conjoncture favorise les démocrates qui saisissent la balle au bond. C'est Bill Clinton, jusqu'alors gouverneur de l'Arkansas, qui est désigné pour affronter le président sortant. Politicien télégénique, Clinton dispose d'un charisme indéniable qui fait de l'ombre à son adversaire. C'est cependant grâce à une brillante stratégie qu'il parvient à arracher la victoire. En effet, les stratèges démocrates, James Carville en tête, identifient clairement les problèmes relevant de la politique intérieure comme représentant le talon d'Achille de George Bush et centrent la campagne de Clinton principalement autour des questions d'ordre économique²⁵⁵. En outre, le président sortant doit composer avec Ross Perot, un richissime homme d'affaires conservateur qui se présente comme candidat indépendant et qui, de ce fait, contribue grandement à diviser le vote de la droite.

C'est grâce à ce contexte exceptionnel que Clinton remporte finalement la mise. Sa victoire n'a toutefois rien d'un triomphe puisqu'il ne récolte que 43 % des voix. La droite domine toujours mais elle est divisée, ce qui provoque sa défaite : Bush et Perot rallient respectivement 37 % et 19 % de l'électorat. Ces résultats consacrent donc davantage la défaite des républicains que la victoire des démocrates. D'ailleurs, s'appuyant notamment sur le dénouement de cette campagne, Charlie Cook développera une théorie voulant que les victoires démocrates dans la course à la Maison-Blanche ne s'expliquent que par les dérives du Parti républicain qui, s'il

254 Ibic

La deuxième priorité sur cette liste est la suivante : « It's the economy, stupid! ». La phrase demeurera célèbre et servira souvent à illustrer pourquoi les campagnes électorales américaines sont davantage influencées par les questions de politique intérieure que par la politique étrangère. Voir Alleyne, Richard, « Gordon Brown : It's the economy stupid », *The Daily Telegraph*, 23 mai 2008. Disponible [en ligne] : http://www.telegraph.co.uk/news/newstopics/byelection/2015038/Gordon-Brown-Its-the-economy-stupid.html, site consulté le 12 décembre 2009.

évitait les excès, parviendrait aisément à installer une domination durable à la présidence²⁵⁶.

L'élection de Bill Clinton ne peut non plus être associée à un retour en grâce de la gauche américaine. En effet, celui qui occupe désormais le poste de président est le candidat favori du Democratic Leadership Council (DLC), un regroupement de démocrates plaidant pour un déplacement du programme du parti vers la droite. Prenant ses distances avec l'héritage du New Deal, le DLC prône notamment la réduction de l'intervention de l'État en matière économique; le maintien de l'équilibre budgétaire; la modération en ce qui concerne les dépenses sociales; une réforme de l'assistance publique incitant davantage les bénéficiaires à travailler; etc²⁵⁷.

Clinton adhère en bonne partie à cette vision des choses. En campagne, il n'hésite d'ailleurs pas à se qualifier de « new democrat », l'expression utilisée pour désigner ceux qui, comme les partisans du DLC, entendent faire prendre au parti un virage à droite²⁵⁸. Le programme que défend Clinton lors de la campagne de 1992 fait ainsi la part belle à certains sujets qui servent traditionnellement de thèmes de prédilection aux républicains : lutte contre la criminalité, priorité aux entreprises et surtout, lutte contre les pauvres « abusifs » qui accaparent une part substantielle du budget dédié à l'assistance publique²⁵⁹. En fait, une seule des principales mesures du programme de Bill Clinton est clairement inspirée du libéralisme. Il s'agit de la réforme du système de santé américain, un dossier qui se transformera en véritable cauchemar pour le nouveau président.

²⁵⁶ Cook, Charlie, « L'avenir est-il républicain? » dans Parmentier, Guillaume (sous la dir.), Les États-Unis aujourd'hui: choc et changement, Paris, Odile Jacob, 2004.

²⁵⁷ Stoez et Karger, *Op. cit.*, p. 91-93.

²⁵⁸ Kelly, Michael, « The 1992 Campaign: The Democrats; Clinton Uses Farm Speech to Begin New Offensive », New York Times, 28 septembre 1992. Disponible [en ligne]:

http://www.nytimes.com/1992/09/28/us/the-1992-campaign-the-democrats-clinton-uses-farm-speechto-begin-new-offensive.html?pagewanted=1, site consulté le 12 décembre 2009. ²⁵⁹ Gervais, *Op. cit.*, p. 107-108.

3.1.2 La réforme du système de santé

Lorsque Clinton lance sa première campagne présidentielle, plusieurs sondages nationaux semblent indiquer que la population est prête à envisager une sérieuse réforme du système de santé. En effet, plus de 38 millions d'Américains sont à ce moment complètement privés d'assurance et ceux qui ont la chance de bénéficier d'une couverture doivent assumer une hausse constante des coûts relatifs au domaine de la santé²⁶⁰. L'équipe démocrate fait donc de la réforme de l'assurance maladie l'un des aspects les plus importants de son programme électoral, cette question étant susceptible de plaire à une vaste partie de l'électorat, tout en satisfaisant la base électorale traditionnelle du parti.

Une fois élu, Clinton met aussitôt sur pied un comité formé de 500 experts et y nomme sa femme Hillary à la présidence, ce qui démontre bien l'importance qu'il accorde au dossier. Le groupe doit faire preuve de prudence et de réalisme, puisque la majorité dont disposent les démocrates au Congrès est très mince. Il opte donc, d'emblée, pour rejeter la création d'un système entièrement géré par l'État tel que ceux en place dans la majorité des pays occidentaux. Cette décision déplaît à la gauche, mais démontre que les leaders politiques trouvent désormais que cela est devenu trop risqué de défendre un projet qui puisse être jugé trop libéral.

Le texte que le comité de travail présente finalement au Congrès à l'automne 1993 se veut donc prudent et se concentre autour de deux objectifs principaux, soit l'élargissement de la couverture médicale et la maîtrise des coûts²⁶¹. En ce qui concerne le premier volet, le projet interdit notamment aux compagnies d'assurances de refuser quiconque en raison d'antécédents médicaux, rend les assurances transférables d'un emploi à l'autre et oblige tous les employeurs à assurer leurs salariés, la cotisation de cette couverture devant être assumée à 80 % par les entreprises et à 20 % par les employés. Pour ce qui est du contrôle des coûts, le projet

Voir The White House Domestic Policy Council, *The President's Health Security Plan*, New York, Random House, 1993.

²⁶⁰ Voir Thévenard, *Op. cit.*, p. 156-161.

proposé entend réduire les procédures bureaucratiques et créer des alliances régionales dont le but serait de faire jouer le jeu de la concurrence entre les compagnies afin d'offrir à leurs membres le meilleur rapport qualité-prix possible. Enfin, le comité d'experts inclut également dans son travail l'introduction d'une taxe sur les cigarettes dont les recettes seraient entièrement consacrées au système de santé²⁶².

Bien que la réforme proposée soit plutôt modérée et ne remette pas en question le caractère privé du système de santé américain, elle est farouchement dénoncée par les organisations représentant les secteurs qui auraient le plus à perdre de sa mise en œuvre. Par exemple, l'organisation qui regroupe les PME américaines, la National Federation of Independant Business, martèle sur toutes les tribunes qui lui sont offertes que le projet présenté au Congrès conduirait directement à la faillite un nombre incalculable de petites entreprises qui n'offraient jusque-là aucune couverture médicale à leurs employés. De son côté, la Health Insurance Association of America, laquelle représente 270 compagnies d'assurances commerciales, n'hésite pas à consacrer 10 millions de dollars à une campagne télévisée destinée à effrayer les Américains à propos de la réforme. En tout, on estime à plus de 100 millions de dollars les sommes dépensées par les lobbies de la santé pour combattre le projet du président²⁶³. Dans ce contexte, Clinton se montre incapable de défendre sa réforme de façon suffisamment efficace. Les républicains, qui envisagent déjà les élections de mi-mandat, n'ont aucun mal à diaboliser le projet en le qualifiant de trop « libéral ». Le mot étant devenu si honni, le malaise est palpable même parmi les élus démocrates. Plusieurs d'entre eux, craignant de perdre leur siège, renoncent tout simplement à appuyer la réforme. Sachant qu'il ne dispose pas des appuis nécessaires, Clinton l'abandonne en septembre 1994.

²⁶² Ibid.

²⁶³ Thévenard, *Op. cit.*, p. 159.

3.1.3 Le raz-de-marée républicain de 1994

L'échec de Clinton en ce qui concerne la réforme du système de santé est d'autant plus amer qu'il est accompagné, deux mois plus tard, d'une éclatante victoire des républicains lors des élections de mi-mandat de 1994. Le *Grand Old Party*, en plus de reprendre la majorité au Sénat, s'empare de 53 nouveaux sièges à la Chambre des représentants, ce qui lui permet de prendre le contrôle de cette chambre pour la première fois depuis 1953. Cette nouvelle cuvée d'élus républicains représente en fait le fruit d'un long combat mené par Newt Gingrich, l'un des chefs de file de l'aile la plus conservatrice du parti. Ce dernier se bat depuis les années 1980 pour convaincre l'ensemble des candidats républicains d'adopter un programme électoral commun²⁶⁴. Il a finalement gain de cause en septembre 1994, alors que tous les candidats de son parti signent le *Contrat avec l'Amérique* (*Contract with America*) qui doit leur servir de programme électoral d'un bout à l'autre du pays. Cette plate-forme se veut un exemple parfait de populisme électoral, la plupart des mesures ayant été conçues sur la base d'enquêtes menées auprès de différents groupes cibles. Certains, tel Serge Halimi, déplorent cette façon de faire. Celui-ci déclare :

Faute d'un débat de fond, [Newt Gingrich et les siens] n'ont eu de cesse de déchaîner les torrents mêlés de l'argent et de la démagogie. Conçu par des professionnels du marketing, le programme républicain ne chercha qu'à courtiser la colère du public : toutes les promesses durent, avant d'être soumises aux électeurs, avoir retenu l'assentiment d'au moins 60 % des sondés²⁶⁵.

Il n'en reste pas moins que la stratégie rapporte et place les républicains en position de force au Congrès. Cela leur procure une influence considérable sur la joute politique même s'ils sont privés de la présidence.

Rapporté dans Masson-Mureau, Romain, *Newt Gingrich : un itinéraire politique (1943-2004)*, mémoire de maîtrise, Centre de Recherches d'Histoire Nord-Américaine, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, 2004. Disponible [en ligne] : http://membres.multimania.fr/newtiedotcom/fourdescphotos.html, site consulté le 14 décembre 2009.

_

Voir Pitney, John F. et William F. Connely, « Permanent Minority No More: House Republicans in 1994 » dans Klinkner, Philip A., (sous la dir.), *Midterm: The Elections of 1994 in Context*, Boulder, Westview Press, 1996.

En outre, ces nouveaux élus républicains sont, pour la plupart, beaucoup plus conservateurs que leurs prédécesseurs. En effet, cette nouvelle vague se trouve dominée par de jeunes dirigeants défendant un conservatisme encore plus poussé que celui de Reagan, que ce soit en ce qui concerne l'intervention économique de l'État ou encore les questions d'ordre moral. Ceux-ci sont déterminés à faire ce qu'aucun autre dirigeant conservateur n'avait pu ou voulu faire auparavant : démanteler une bonne fois pour toutes le *New Deal*. Cette attitude est la raison pour laquelle Lee Edwards compare le « contrat avec l'Amérique » de Gingrich à « la surface émergée d'un iceberg conservateur colossal qui allait déchirer l'apparente majorité permanente de démocrates au Congrès et la couler plus rapidement encore que le Titanic²⁶⁶.

En poste depuis seulement deux ans, Clinton doit donc fonctionner avec le plus grand contingent de républicains au Congrès depuis quarante ans. Coincé, il sait qu'il devra mettre un terme au peu de réformes libérales qui figuraient toujours à son agenda.

3.1.4 Le virage à droite

L'échec de la réforme du système de santé a prouvé au président à quel point il est maintenant ardu pour un politicien américain de défendre un point de vue libéral. Il lui reste néanmoins à s'attaquer à l'autre grande promesse qu'il avait formulée en campagne électorale : la réforme de l'assistance publique. Sur cette question, le président est confiant de recueillir suffisamment d'appuis puisque les républicains, et particulièrement son aile conservatrice, n'ont de cesse de dénoncer ce système qui encouragerait la dépendance face à l'État. Il propose donc un projet de réforme qui limiterait à deux ans les allocations dévolues aux prestataires de l'assistance publique (welfare) si ceux-ci ne se sont toujours pas trouvé d'emploi. Toutefois, le projet prévoit également une augmentation des dépenses fédérales afin

²⁶⁶ Edwards, *Op. cit.*, p. 23.

de créer un dispositif d'aide à l'emploi, ce qui est suspect aux yeux du Congrès. Celui-ci rejette finalement la réforme, la jugeant trop modérée.

L'idée de réformer l'assistance publique est cependant récupérée par le pouvoir législatif. En 1996, le Congrès républicain dépose à son tour un projet de réforme, lequel s'avère beaucoup plus radical que celui présenté précédemment par Clinton. En effet, comme le souligne Pierre Gervais, le projet s'inspire d'une approche utilitariste de la pauvreté :

Le raisonnement sous-tendant la réforme de l'assistance publique de 1996 est classique. Les assistés le sont par manque de motivation, et, par conséquent, l'assistanat devrait disparaître [...] lorsque les pauvres seraient contraints de retravailler par la suppression de leurs revenus d'assistés²⁶⁷.

Les mesures proposées dans ce projet sont radicales : réduction de 54,6 milliards de dollars sur six ans des programmes d'aide sociale; fin des allocations, comme dans le projet de Clinton, après deux ans si le bénéficiaire ne s'est pas trouvé un travail et limitation des prestations à cinq ans dans toute une vie; suppression de toute une série de prestations (Medicaid, *food stamps*, etc.) pour les immigrants au cours de leurs cinq premières années de résidence au pays; etc²⁶⁸.

De plus, le projet de réforme contient plusieurs mesures confirmant la volonté des élus conservateurs d'assortir les programmes sociaux de conditions relatives à certaines valeurs morales. En font foi, l'obligation pour les mères célibataires mineures de vivre chez leurs parents pour recevoir des allocations ou bien encore la possibilité offerte aux États de tout simplement refuser d'accorder des prestations aux mères célibataires de moins de 18 ans²⁶⁹. Constatant que le projet va dans le sens de ce que souhaite l'opinion publique et cherchant à éviter la répétition de la débâcle survenue lors des élections de mi-mandat, Clinton accepte finalement, avec réticence toutefois, de signer le projet de loi à quelques mois de l'élection présidentielle de

²⁶⁷ Gervais, Pierre, Op. cit., p. 110.

²⁶⁸ Thévenard, Op. cit., p. 164-165.

²⁶⁹ Voir à ce sujet Béland, Daniel et François Vergniolle de Chantal, « Politiques sociales, stratégies électorales et fédéralisme sous la présidence Clinton », *Revue française de science politique*, vol 50, no 6, décembre 2000.

1996. L'image du président sera sauve, mais force est d'admettre qu'incapable de résister à la pression exercée par ses adversaires, le président a été tiré nettement à droite par le mouvement conservateur américain.

Malgré sa difficile relation avec le Congrès, Clinton est néanmoins facilement réélu pour un second mandat. Il décide alors qu'il ne rejouera plus dans le mauvais film qui a caractérisé le début de son mandat précédent et il convient désormais de gouverner résolument à droite. En fait, Clinton se détache de façon si marquée du libéralisme qu'Otis Graham dira de lui qu'il est parvenu à remporter deux élections présidentielles sans utiliser une fois le mot « libéral » (the L-word)²⁷⁰. Ainsi, dans son discours sur l'état de l'Union de janvier 1996, il met cartes sur table en affirmant que l'ère du gouvernement imposant est révolue (« The era of big government is over»)²⁷¹. Ce deuxième mandat sera donc marqué par l'adoption de certaines lois et mesures très conservatrices. Mentionnons notamment le Balanced Budget Act de 1997 qui prévoit une réduction de 116 milliards de dollars sur cinq ans des dépenses relatives au programme Medicare (les dépenses consacrées pour les soins et les services sociaux à domicile pour les personnes âgées seront ainsi réduites de 45 % entre 1997 et 1999) ainsi que le resserrement des règles d'admissibilité au programme d'assurance chômage qui fera en sorte qu'en 1999, seuls 38 % de chômeurs auront toujours droit à des indemnités²⁷².

Bref, le conservatisme a complètement supplanté le libéralisme aux États-Unis. La moindre référence à l'intervention étatique prononcée par un leader risque de se retourner contre lui. Cela explique probablement pourquoi, lors de la campagne électorale de 2000, les deux candidats n'hésiteront pas à promettre des baisses d'impôts même si le taux d'imposition est à son plus bas depuis 1965²⁷³.

²⁷⁰ Graham, Op. cit., p. 311.

²⁷³ Ibid, p. 37.

27

²⁷¹ « The era of big government is over ». *CNN.com.* Disponible [en ligne]: http://www.cnn.com/2005/ALLPOLITICS/01/31/sotu.clinton1997/index.html, site consulté le 12 décembre 2009.

²⁷² Voir Thévenard, *Op. cit.*, p. 194-195.

3.2 Le traumatisme du 11 septembre

Au terme de la campagne électorale la plus serrée de l'histoire américaine, le républicain George W. Bush est élu à la présidence dans des circonstances plus que douteuses. Son adversaire démocrate contestant les résultats obtenus dans l'État de Floride, la victoire de Bush n'est finalement confirmée par la Cour suprême que le 12 décembre 2000²⁷⁴. En outre, le nouveau président arrive deuxième en ce qui concerne le nombre de voix exprimées et ne doit son élection qu'à une courte victoire au niveau du collège électoral (271 contre 266). Ainsi, bien que le 43e président des États-Unis soit un digne représentant de la droite du Parti républicain (Bush est un fervent admirateur de Ronald Reagan et est très près de la droite religieuse), il ne jouit absolument pas de la légitimité démocratique nécessaire pour appliquer un programme qui soit fortement imprégné de conservatisme. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 vont cependant complètement changer la donne.

3.2.1 L'effet de ralliement

Dès le jour où les 19 pirates de l'air du réseau Al-Qaïda détournent quatre avions de ligne pour réaliser le plus important attentat terroriste à être commis en sol américain, le rapport de force tourne drastiquement en faveur du président. En effet, celui-ci bénéficie aussitôt de l'« effet de ralliement ». Ce phénomène, décrit par Hetherington et Nelson, désigne « l'augmentation subite et substantielle du niveau d'appui au président qui survient en réaction à certains événements internationaux dramatiques impliquant les États-Unis »²⁷⁵. Le choc provoqué par les événements du 11 septembre affecte si profondément les Américains que l'effet de ralliement qui

²⁷⁴ Ce jugement est très controversé puisque la Cour ne penche en faveur de Bush que dans une proportion de cinq contre quatre. De plus, les cinq juges ayant favorisé Bush ont tous été nommés par des administrations républicaines. Pour plus de détails concernant cet épisode voir Moore, David W., *How to Steal an Election,* New York, Nation Books, 2006.

²⁷⁵ Hetherington, Marc J. et Michael Nelson, « Anatomy of a Rally Effect », *Cambridge Journals*, 30 janvier 2003. Disponible [en ligne]:

http://journals.cambridge.org/action/displayFulltext?type=2&fid=140087&jid=PSC&volumeId=36&issueId=01&aid=140021&fulltextType=RA&fileId=S1049096503001665, site consulté le 12 décembre 2009.

s'ensuit est le plus important de toute l'histoire : entre le 10 et le 15 septembre 2001, la cote d'approbation du président passe de 51 % à 86 %²⁷⁶. Puis, le 22 du même mois, cette proportion grimpe jusqu'à 90 %, un sommet qui n'avait jamais été atteint par aucun autre président depuis l'apparition des sondages²⁷⁷.

Cette extraordinaire performance est d'abord et avant tout attribuable à la façon dont l'administration présidentielle réussit à rassurer la population en sachant démontrer sa capacité à gérer la crise. À ce titre, Curran, Schubert et Stewart ont analysé le rôle crucial joué par le discours livré par Bush le soir même des attentats. Ces derniers en arrivent à la conclusion que ce discours, par l'entremise duquel le président y va d'un appel à l'unité de la nation, tout en se faisant rassurant quant à la capacité du gouvernement à assurer sa stabilité et à capturer les responsables, constitue le facteur ayant eu l'impact le plus significatif sur le formidable effet de ralliement dont bénéficie à ce moment George W. Bush²⁷⁸.

Par la suite, les décisions subséquentes de l'administration Bush veilleront à prolonger l'effet de ralliement dont elle bénéficie depuis septembre 2001. Par exemple, lorsque le président lance la guerre en Afghanistan le 7 octobre 2001, la population, motivée par un sentiment patriotique exacerbé par les attaques terroristes qui sont encore fraîches dans les mémoires, appuie l'initiative de son président à plus de 89 %²⁷⁹. La même chose se produit en 2003 dans les jours suivant l'arrivée des soldats américains en Irak. Alors que cette décision est fortement contestée au sein de la communauté internationale, les Américains se rangent une fois de plus derrière leur commandant en chef et appuient sa décision de recourir à la force dans une

²⁷⁶ Ibid.

²⁷⁷ Morin, Richard, « Has the Public's Approval », *Washington Post National Weekly Edition*, 24–30 septembre 2003.

²⁷⁸ Curran, Margaret Ann, James Schubert et Patrick A Stewart, « A Defining Presidential Moment : 9/11 and the Rally Effect », *Political Psychology*, vol. 23, no 3, 2002. Disponible [en ligne] : http://www.jstor.org/stable-pdfplus-3792592.pdf, site consulté le 12 décembre 2009.

²⁷⁹ Carroll, Joseph, « Slim Majority Supports Anti-Terrorism Action in Afghanistan, Pakistan », *Gallup*, 8 août 2007. Disponible [en ligne]: http://www.gallup.com/poll/28333/Slim-Majority-Supports-AntiTerrorism-Action-Afghanistan-Pakistan.aspx, site consulté le 12 décembre 2009.

proportion de plus de 70 %²⁸⁰. Les événements du 11 septembre font donc passer Bush d'un président à la légitimité douteuse à un chef d'État jouissant d'un rapport de force considérable face à ses adversaires.

3.2.2 L'inconfort de la gauche

Si la nouvelle donne internationale est bénéfique en ce qui a trait à la cote de popularité du président, elle plonge en revanche la gauche américaine dans un véritable débat existentiel. En effet, celle-ci est plongée dans ce que François Vergniolle de Chantal qualifie de « dilemme patriotique » :

Dans un contexte de choc social extrême, la moindre critique contre l'action présidentielle peut coûter cher à son auteur [...] dans ces conditions, les démocrates étaient confrontés à un dilemme et le sont encore. Par solidarité patriotique, ils se doivent de soutenir le commandant en chef, mais leur engagement partisan les pousse à critiquer l'action présidentielle. L'alternative et les risques sont soit d'être muet et de trahir la base électorale, soit de critiquer l'Administration et de perdre le soutien de la population. La contradiction s'est immédiatement faite jour et les républicains se sont engouffrés dans la brèche²⁸¹.

Au cours des années suivant les attentats, les démocrates éprouvent donc toutes sortes de difficultés à adopter une attitude cohérente. L'exemple le plus frappant de cet état de fait est la façon dont John Kerry, candidat démocrate lors des élections présidentielles de 2004, est ridiculisé par les républicains quant à sa façon d'aborder les enjeux sécuritaires. Kerry se montre notamment particulièrement malhabile à défendre son vote contre l'octroi de fonds supplémentaires aux troupes présentes en Irak. Ce projet pour lequel il affirme avoir voté pour et ensuite contre, lui colle particulièrement à la peau²⁸². Ses adversaires conservateurs s'en donnent dès lors à cœur joie en le traitant de *flip-flopper*, de « candidat qui se retourne comme une

²⁸⁰ « Public Confidence in War Falters, but Support for War Holds Steady », *Pew Research Center*, 25 mars 2003. Disponible [en ligne]: http://people-press.org/report/177/public-confidence-in-war-effort-falters, site consulté le 12 décembre 2009.

²⁸¹ Vergniolle de Chantal, *Op. cit.*

Abramson, Paul, John Aldrich et David Rodhe, *Change and continuity in the 2004 and 2006 elections*, Washington D.C., CQ Press, 2007.

crêpe »²⁸³. Apparaître comme un politicien hésitant s'avère tout simplement fatal pour un candidat à la présidence d'une nation encore fortement marquée par le traumatisme du 11 septembre.

Les intellectuels libéraux sont aussi aux prises avec les mêmes problèmes que les élus démocrates. Dans un contexte fortement chargé émotionnellement, ces derniers hésitent à critiquer ouvertement l'administration. Pour François Cusset, une combinaison alliant sursaut nationaliste et culpabilité morale a provoqué, au sein de la gauche américaine, un formidable réflexe d'autocensure : « De *Dissent* [revue de gauche] au Parti démocrate, et des syndicats dominants aux élus locaux, la gauche institutionnelle semble s'être retirée sur la pointe des pieds d'un débat public moribond »²⁸⁴, conclut-il.

La gauche américaine, en plus d'être déstabilisée, est également divisée face à la stratégie à adopter dans cette période post-11 septembre. Cette réalité est particulièrement frappante en ce qui concerne le mouvement contre la guerre en Irak. Si la vaste majorité des élus démocrates n'ose pas se prononcer contre cette intervention militaire, il n'en reste pas moins que de nombreux libéraux oeuvrant au sein de la société civile n'hésitent pas à le faire. Toutefois, ce groupe d'Américains ayant le courage de tenir tête au pouvoir républicain en place est beaucoup trop disparate pour mener une action cohérente et efficace. Caroline Rolland-Diamond note à ce propos :

La caractéristique principale du mouvement anti-guerre est l'hétérogénéité de ses composantes : au-delà du noyau de pacifistes, opposés à toute forme de guerre et rejoints par les militants de la mouvance altermondialiste, cette force rassemble aujourd'hui des groupes religieux de toutes obédiences, des associations réunissant anciens combattants du Vietnam et de la première guerre du Golfe ou soldats de retour d'Irak, une très grande majorité des sympathisants démocrates, de nombreux

²⁸⁴ Cusset, François, « Les états désunis de la gauche américaine », *Mouvements*, no. 30, mai 2003. Disponible [en ligne] :

http://www.cairn.info.res.banq.qc.ca/search.php?WhatU=reagan%20syndicat&Auteur=&doc=N_MO_UV_030_0047.htm&ID_ARTICLE=MOUV_030_0047&xb=&xf=&DEBUT=40#HIA_1, site consulté le 12 décembre 2009.

²⁸³ Millière, Op. cit., p. 98

artistes mobilisés par exemple sous la bannière « pas en notre nom » (« not in our name »), de simples citoyens affiliés à aucune organisation particulière, la quasitotalité des Afro-Américains et quelques groupes étudiants²⁸⁵.

Afin d'éviter la dispersion, quelques tentatives sont lancées pour tenter de fédérer au sein d'une même autorité le plus large pan possible du mouvement anti-guerre. Néanmoins, les opposants à la guerre irakienne se montrent finalement incapables de se mettre d'accord pour adopter une action commune et concertée pour faire valoir leur point de vue. C'est que, en plus de leurs divisons en ce qui concerne les raisons de leur opposition à la guerre, ces derniers divergent aussi d'opinion sur la stratégie à adopter : certains réclament un retrait rapide ou immédiat, alors que d'autres se contenteraient simplement que la Maison-Blanche fixe un calendrier de retrait précis comportant une échéance plus ou moins rapprochée²⁸⁶. Cette division au sein de la gauche libérale pacifiste permet donc au gouvernement de s'en tirer sans trop d'égratignures durant plusieurs années.

3.2.3 Le 11 septembre et le débat gauche-droite

Nous l'avons mentionné, les attentats terroristes contre le World Trade Center et le Pentagone bouleversent inexorablement le rapport de force en faveur de la droite. Tout d'abord, le Parti républicain se voit nettement avantagé par le fait que les thèmes sécuritaires deviennent les enjeux principaux du débat politique. En effet, depuis la présidence de Ronald Reagan, les Américains affirment constamment faire davantage confiance aux républicains qu'aux démocrates pour gérer la politique extérieure des États-Unis et ce, avec un avantage pouvant aller de 20 à 30 points²⁸⁷. Ces derniers bénéficient donc comme jamais des constants efforts qu'ils ont faits afin de discréditer les démocrates quant à leur capacité d'assurer adéquatement la sécurité de la

²⁸⁶ Ibid.

²⁸⁵ Rolland-Diamond, Caroline, « S'opposer à la guerre dans l'Amérique de George W. Bush », Vingtième Siècle. Revue d'histoire, no 97, janvier 2008. Disponible [en ligne] : http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-1-p-175.htm, site consulté le 12 décembre 2009.

²⁸⁷ Gagnon, Frédérick, « L'influence de la politique étrangère dans les élections présidentielles » dans Vallet, Élisabeth et David Grondin (sous la dir.), Op. cit., p. 164.

population américaine. Leurs succès électoraux témoignent éloquemment de cette nouvelle donne : aux élections de mi-mandat de 2002, les républicains reprennent le contrôle total du Congrès. Cette victoire est d'autant plus historique que c'est seulement la troisième fois depuis la guerre de Sécession que le parti au pouvoir ne subit pas de perte à la Chambre lors d'élections de mi-mandat. C'est aussi la première fois depuis 1934 que le président en exercice ne souffre d'aucune perte dans les deux chambres du Congrès à l'occasion des premières élections législatives suivant son arrivée à la Maison-Blanche²⁸⁸. En entretenant le thème de la sécurité, les républicains réussissent ainsi à éclipser complètement leurs adversaires.

Ensuite, l'effet de ralliement survenu en réaction au 11 septembre fait en sorte de concentrer considérablement le pouvoir entre les mains de l'exécutif, lequel est contrôlé par un président qui se démarque par son conservatisme. En temps normal, les démocrates auraient pu modérer les ardeurs du président par l'entremise du Congrès. Toutefois, comme le démontre Rosati, le Congrès a tendance, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, à s'effacer au profit de la présidence en période de crise au nom de la plus grande efficacité de l'exécutif à assurer la sécurité de la nation²⁸⁹. La période post-11 septembre ne fait pas exception à cette règle. Empêtrés dans le dilemme patriotique dont nous avons évoqué les grandes lignes précédemment, les démocrates du Congrès, que ce soit par conviction ou par calcul politique, n'opposent pas de résistance significative aux réformes sécuritaires préparées par l'administration Bush. L'adoption du USA Patriot Act constitue un bon exemple de la faible opposition démocrate au Congrès. En effet, lorsque ce projet de loi est présenté aux élus le 19 septembre 2001, il est indéniable que plusieurs de ces dispositions sont sujettes à controverse. Le projet de loi fait notamment référence à la détention illimitée de non-citoyens américains soupçonnés de terrorisme, au contrôle des courriels par le FBI et à l'utilisation dans le processus judiciaire américain

²⁸⁸ Vergniolle de Chantal, Op. cit.

²⁸⁹ Rosati, Jerel, *The Politics of United States Foreign Policy*, Belmont, Wadsworth, Thomson Learning, 2004, p. 303.

d'éléments de preuves provenant d'agences de renseignements étrangères²⁹⁰. Or, le ministre de la Justice John Ashcroft fait pression sur les élus pour court-circuiter le processus législatif normal afin d'adopter le projet de loi dans un délai d'une seule semaine. Le *USA Patriot Act* entrera finalement en vigueur cinq semaines plus tard mais, en dépit de son caractère controversé et du peu de temps dévolu aux congressistes pour l'étudier, l'opposition à son adoption est quasiment inexistante : à la Chambre, seulement 66 des 435 représentants votent contre alors qu'au Sénat, seul le sénateur démocrate du Wisconsin Russ Feingold s'y oppose²⁹¹. En fait, George W. Bush rencontre si peu d'opposition au Congrès qu'il n'aura pas à utiliser une seule fois son droit de veto au cours des cinq premières années de sa présidence²⁹². Le président dispose ainsi des coudées franches pour appliquer le reste de son programme conservateur : réduction massive d'impôts; augmentation considérable du budget militaire; imposition de sévères conditions concernant la recherche sur les cellules souches; rejet du protocole de Kyoto; etc²⁹³.

Tous ne sont cependant pas d'accords sur l'ampleur et les conséquences de cet effondrement démocrate face à l'exécutif. Julien Toureille, par exemple, apporte quelques nuances en rappelant qu'en dépit de la forte pression qu'il a due subir au cours de la période suivant les événements du 11 septembre, le Congrès a continué à jouer son rôle de contrôle de l'exécutif, notamment en menant une étude sérieuse des réformes proposées au sein des commissions du Congrès. Pour lui, donc, l'esprit des poids et contrepoids prévu dans la Constitution a été préservé. Il accuse plutôt la polarisation croissante du débat politique ainsi que l'attrait des médias pour les conflits d'être les responsables d'une « théâtralisation excessive de la relation entre le Congrès et la présidence et de ses différends légitimes »²⁹⁴. En revanche, Jerome M.

²⁹⁰ Toureille, Julien, « Le Congrès et la présidence » dans Gagnon, Frédérick, *Le Congrès des États-Unis*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006, p. 183.

²⁹¹ Vergniolle de Chantal, *Op. cit.*

 ²⁹² Mélandri, Pierre, « L'Amérique de George W. Bush ou la fin de la révolution conservatrice? »,
 Op. cit.
 ²⁹³ Ibid.

²⁹⁴ Toureille, Julien, « Le Congrès et la présidence », Op. cit., p. 185.

Mileur et Ronald Story sont d'avis que, comme dans les autres cas où le pays s'est trouvé dans une situation où des craintes se sont faites sentir quant à sa sécurité, la période suivant le 11 septembre est caractérisée par un accroissement de l'influence de l'exécutif si importante que la préservation des libertés civiles en a été menacée²⁹⁵.

Cette période marque également le retour en force des néo-conservateurs. Ce terme sert à désigner un groupe d'intellectuels américains convaincus que les États-Unis possèdent une prééminence morale et politique et qu'ils sont une force de changement positive pour le monde. Ceux-ci plaident donc en faveur d'une politique étrangère très interventionniste²⁹⁶. Les néo-conservateurs ont eu une certaine influence sous l'ère Reagan, mais semblaient quelque peu sur le déclin depuis les dernières années. Le 11 septembre et la vague de patriotisme qui l'accompagne leur fournissent toutefois l'occasion idéale de convaincre le président Bush de mettre en pratique leurs recommandations. L'invasion de l'Irak constitue, sans aucun doute, leur victoire la plus significative à cet égard.

Le traumatisme causé par les attaques terroristes offrira une occasion similaire aux partisans de la droite morale. John B. Judis a noté à cet effet qu'il existe « une évidence psychologique qui suggère que l'intensification de la peur de la mort incite les gens à adopter des points de vue traditionnels sur les questions sociales »²⁹⁷. La droite traditionnelle américaine ainsi que ses alliés saisiront donc la balle au bond pour mener une véritable guerre culturelle devant faire revivre le conservatisme des années 1980 et même le surpasser.

²⁹⁵ Mileur, Jerome M. et Ronald Story, « America's Wartime Presidents : Politics, National Security, and Civil Liberties » dans Crotty, William, *The Politics of Terror : The U.S. Response to 9/11*, Hanover, University Press of New England, 2004.

²⁹⁶ David, Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche*, Sainte-Foy (Québec), Les Presses de l'Université Laval, 2005, p. 607.

²⁹⁷ Judis, John B., « Amérique, la libérale. La majorité démocrate a émergé! », *Cahiers Sens public*, no. 9, janvier 2009. Disponible [en ligne] http://www.cairn.info/article.php?ID ARTICLE=CSP 009 0011, site consulté le 12 décembre 2009.

3.3 La guerre culturelle

Dès la seconde partie de la présidence de Bill Clinton, plusieurs auteurs notent un phénomène de polarisation croissante au sein de la population américaine²⁹⁸. Selon ces derniers, les États-Unis formeraient désormais un pays fortement polarisé entre les tenants d'une philosophie libérale favorable à l'intervention étatique, à la lutte contre les inégalités et à la défense des droits des minorités et de l'autre côté, les Américains plus conservateurs qui sont réticents face aux programmes gouvernementaux et qui n'hésitent pas à orienter leurs idées politiques en fonction de leurs croyances religieuses. L'existence réelle de cette division est toutefois contestée. Morris Fiorina, par exemple, prétend que la polarisation du peuple américain n'est qu'un mythe et que la grande majorité des citoyens se retrouve plutôt au centre, loin des extrêmes défendus tant par la gauche libérale que la droite conservatrice²⁹⁹. Mais que cette polarisation soit un mythe ou non, elle se trouvera néanmoins au cœur du débat politique pour les années à venir. En effet, les conservateurs font d'elle la pierre angulaire de la guerre culturelle qu'ils s'apprêtent à lancer contre la gauche américaine. Leur objectif, en lançant cette offensive, est d'imposer l'idée voulant que les libéraux, par opposition aux conservateurs, ne partagent pas les vraies valeurs américaines³⁰⁰. Bref, la droite cherche à transformer le libéralisme en un concept culturel aux propriétés répulsives pour l'électeur moyen.

3.3.1 Pourquoi les pauvres votent à droite?

En 2004, le journaliste Thomas Frank publie un essai analysant de façon on ne peut plus évidente la stratégie utilisée par le mouvement conservateur pour parvenir à ses fins. En ciblant son étude sur son État natal du Kansas, il s'interroge sur les

²⁹⁸ Voir notamment Greenberg, Stanley, *The Two Americas. Our Current Political Deadlock and How to Break it,* New York, St-Martin's Press, 2005 ainsi que Abramovitz, Alan et Kyle Saunders, « Why Can't We All Just Get Along? The Reality of a Polarized America », *The Forum,* vol.3 no 2, 2005.
²⁹⁹ Fiorina, Morris, *Culture War? The Myth of A Polarized America,* New York, Pearson Longman, 2005.

³⁰⁰ Cette thèse est notamment défendue dans l'ouvrage de Mark Stricherz, Why the democrats are blue: how secular liberals hijacked the people's party, New York, Encounter Books, 2007.

raisons pour lesquelles les plus démunis de la société votent de plus en plus massivement en faveur du parti républicain, alors que le fait d'appuyer une formation près de Wall Street et opposée à l'intervention étatique semble aller strictement à l'encontre de leurs intérêts³⁰¹. Pour lui, il ne fait aucun doute qu'il s'agit du résultat d'une offensive conservatrice dont le concept de polarisation de la société américaine est à la base. Frank parle en effet des « deux Amériques » en faisant la distinction entre ce qu'il nomme les « États bleus » et les « États rouges ». Les premiers engloberaient les grandes villes où la population est en moyenne plus instruite, plutôt à l'aise financièrement et ouverte aux valeurs progressistes. On retrouverait en revanche dans le reste du pays les « États rouges », qui recouvrent les régions plus éloignées des grands centres et dont les habitants se montrent beaucoup plus conservateurs. C'est dans cette Amérique rouge, région durement affectée par le laisser-faire économique, que se manifeste de la façon la plus évidente ce phénomène où de pauvres ouvriers à la situation économique précaire s'allient désormais à chaque élection aux hommes d'affaires puissants et prospères en appuyant massivement le Parti républicain. Outre leur modeste condition économique, les habitants de ces États rouges comportent trois caractéristiques déterminantes pour expliquer leur comportement électoral : ils sont humbles, et donc allergiques à toute forme d'élitisme ou de snobisme; ils sont pieux et accordent ainsi une importance considérable à certaines valeurs morales; et ils sont loyaux, autant envers leur pays qu'envers le parti politique qu'ils ont tendance à appuyer³⁰².

Selon Frank, ces citoyens se seraient naturellement portés du côté des démocrates si seulement ces derniers avaient su établir un lien entre leurs difficultés économiques et le néolibéralisme prôné par le Parti républicain. Toutefois, les démocrates, plus particulièrement depuis l'avènement des « nouveaux démocrates » de Bill Clinton, auraient complètement évacué le concept de lutte des classes afin de

³⁰¹ Frank, Thomas, *Pourquoi les pauvres votent à droite*, Marseille, Agone, 2008. L'ouvrage est d'abord paru en anglais en 2004 sous le titre What's the Matter With Kansas? How conservatives won the heart of America.
302 Ibid., p. 54-57.

se rapprocher des grandes entreprises et des classes plus aisées. Cette interprétation rejoint d'ailleurs celle de Theda Skocpol qui affirme que le Parti démocrate se concentre maintenant essentiellement sur la collecte de contributions électorales, laissant ainsi les politiques sociales entre les mains des milieux d'affaires ou de politiciens complètement coupés des préoccupations des citoyens³⁰³. Les Américains les moins nantis jugent donc qu'il leur est inutile de se tourner vers le Parti de Roosevelt afin d'exprimer la frustration que leur fait ressentir leur situation économique difficile.

C'est pour cette raison que les conservateurs se donnent pour mission de leur offrir une nouvelle alternative susceptible de canaliser cette frustration. Leur solution est de placer au centre de leur discours la défense des valeurs morales, la lutte contre la perversion de l'Amérique. Ceux-ci visent juste en s'engouffrant dans cette brèche laissée ouverte par leurs adversaires. En concentrant leurs efforts pour se positionner en tant que véritables gardiens des croyances et des convictions de l'« Américain moyen », ils parviennent à obtenir l'appui de cet électorat vulnérable en quête de réconfort et de sécurité. Serge Halimi, qui signe la préface de l'ouvrage rédigé par Frank, résume ainsi le processus qui conduit de nombreux pauvres à se jeter dans les bras des conservateurs les plus radicaux : « L'insécurité économique déchaînée par le nouveau capitalisme a conduit une partie du prolétariat et des classes moyennes à rechercher la sécurité ailleurs, dans un univers *moral* qui, lui, ne bougerait pas trop, voire qui réhabiliterait des comportements anciens, plus familiers » 304.

Ainsi, afin de se présenter en tant que garants de cette nouvelle sécurité morale, les républicains font de certaines questions morales leurs principaux chevaux de bataille. L'avortement, le contrôle des armes à feu ou encore la bataille contre le mariage entre conjoints de même sexe et la théorie de l'évolutionnisme sont tous des sujets qui prennent une importance considérable dans le discours des candidats

³⁰⁴ Frank, *Op. cit.*, p. 8.

³⁰³ Skocpol, Theda, *The Missing Middle: Working Families and the Future of American Social Policy*, New York, W.W Norton and Co., 2001, p. 54.

républicains des « États rouges ». Une fois la question des valeurs morales placée au centre du débat, le succès des conservateurs auprès du prolétariat devient tributaire de deux éléments. D'une part, les ouvriers et les autres membres de la classe moyenne inférieure visés par cette stratégie doivent sentir que leurs croyances sont attaquées et mises en péril. D'autre part, les « États bleus » et tout ce que le pays comporte de libéraux doivent être pointés du doigt en tant que responsables de la décadence que serait en train de subir la société américaine.

Selon Thomas Frank, la stratégie utilisée par le mouvement conservateur pour parvenir à cette fin comporte deux volets : la « diffamation du latte » et la « récrimination sans fond ». La « diffamation du latte » est l'image utilisée par Frank pour décrire l'entreprise de diabolisation menée contre les progressistes américains par les forces conservatrices. L'utilisation du terme *latte*, variété de café d'origine européenne, très en vogue dans les grands centres urbains et sur les campus universitaires, mais peu prisée dans les milieux ruraux, n'est pas innocente. Il s'agit ici d'opposer l'Américain moyen, humble et patriotique, à cette bande de parvenus, snobs et arrogants que seraient les gens de gauche. Bref, le but est d'identifier clairement ceux qui défendent les véritables valeurs américaines et ceux qui tentent de les pervertir.

Puis, une fois bien établie la division entre conservateurs et libéraux, ne reste plus qu'à faire porter sur ces derniers la responsabilité de l'ensemble des frustrations ressenties par le prolétariat. C'est alors qu'entre en jeu la « récrimination sans fond ». Frank décrit ce procédé comme étant celui par lequel les conservateurs associent aux libéraux l'ensemble des maux qui frappent le pays. Dans leur discours, que cela soit fondé ou non, la gauche domine tous les secteurs de la société, que ce soit les universités, les médias ou le système judiciaire :

La conclusion évidente de la récrimination sans fond est que le libéralisme est seul responsable du monde qui nous entoure [...] Le libéralisme reste, dans la mentalité réactionnaire, ce qui a chamboulé nos mœurs, ce qui impose le contenu de la télévision et des journaux, ce qui fait (ou plutôt, ce qui interprète) les lois³⁰⁵.

³⁰⁵ Frank, Op. cit., p. 174.

On cherche donc à exacerber l'indignation ressentie par l'Américain moyen, tout en laissant croire que la classe dominante, véritable responsable de l'ordre des choses, est dominée par la gauche. L'ensemble du procédé permet donc à l'Amérique profonde de s'unifier contre un ennemi commun, à savoir ces amateurs de latte qui mettent en péril les valeurs traditionnelles, ces intellectuels condescendants qui méprisent ceux qui ne partagent pas leur vision du monde.

Le mouvement conservateur dispose de plusieurs outils pour mener cette guerre culturelle. Outre les *think tanks* auxquels nous avons déjà quelques fois fait référence, la droite jouit d'un réseau médiatique puissant et apte à diffuser son message³⁰⁶. Il s'agit là d'un avantage indéniable puisque deux des principales fonctions des médias sont de servir de courroie de transmission entre les politiciens et les électeurs et, surtout, de placer certains sujets au cœur de l'agenda politique³⁰⁷. En ce qui concerne la presse écrite, les conservateurs peuvent compter sur le soutien d'un nombre considérable de journaux locaux. Ainsi, bien qu'ils ne puissent en général bénéficier du soutien de certains des plus prestigieux quotidiens tels que le *New York Times* ou le *Washington Post*, ils sont tout de même en mesure d'atteindre un nombre considérable d'Américains, et ce, aux quatre coins du pays. Cette situation perdure depuis les beaux jours de la *Moral Majority*, alors que la société civile conservatrice avait opté pour concentrer ses efforts au niveau des communautés locales. En 1988, Polsby et Wildavsky écrivaient d'ailleurs à ce sujet :

Aucun lecteur assidu de la presse écrite ne sera surpris d'apprendre que la présentation de l'information tend généralement à favoriser la formation que soutiennent le plus souvent les éditorialistes, à savoir le Parti républicain. À maintes reprises, des études ont montré que ce parti a généralement les suffrages

Sur le rôle des médias dans la transmission du message conservateur, voir Youngblood Janet, Learning democratic practices: political parties, media and American political development, Newcastle, UK, Cambridge Scholars Pub., 2006.

³⁰⁷ Prémont, Karine et Benoit Gagnon, « Le rôle des médias et de l'opinion publique » dans Élisabeth Vallet et David Grondin (sous la dir.), *Les élections présidentielles américaines*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2004, p. 127.

de la plupart des dirigeants de la presse – ceux qui déterminent le sens des éditoriaux dans la plupart des journaux. Ces études montrent aussi que tout parti pris dans la rédaction des nouvelles, la mise en page, l'emplacement et la grosseur des titres, etc., favorise systématiquement les républicains 308.

En 2004, faut-il toutefois préciser, un nombre sensiblement égal de journaux appuie les candidats démocrates et républicains³⁰⁹.

C'est plus précisément au niveau des médias télévisés que le mouvement conservateur réussit particulièrement à se démarquer. La télévision constitue sans contredit l'un des principaux terrains de bataille de la lutte politique puisque, selon une étude réalisée en 2003, 83 % des Américains affirment y puiser la majeure partie de leur information sur les enjeux nationaux et internationaux³¹⁰. Or, au cours de la période étudiée, la droite a véritablement le vent dans les voiles à ce chapitre, notamment grâce à la popularité grandissante de la chaîne Fox News. Mêlant allègrement information et opinions, la chaîne fait preuve d'un penchant plus qu'évident en faveur du Parti républicain³¹¹. Certains animateurs aux convictions conservatrices très prononcées, pensons aux Ann Coulter, Glenn Beck, Bill O'Reilly ou autres, y trouvent une tribune de choix pour déverser leur fiel sur tous les éléments progressistes du pays. Les démocrates pâtissent véritablement de l'influence que parvient à exercer la chaîne conservatrice appartenant au magnat des médias Rupert Murdoch. Pensons seulement au rôle déterminant qu'a joué Fox News dans la victoire on ne peut plus controversée de George W. Bush aux élections de 2000³¹². Cette influence se fera également sentir lors des élections suivantes puisque Fox News

³⁰⁸ Polsby, Nelson et Aaron Wildavsky, *Les élections présidentielles aux États-Unis*, Londreys, 1988 p. 72.

p. 72. ³⁰⁹ Cauchon, Paul, « Le rôle de la presse dans la campagne présidentielle », *Le Devoir*, 3 novembre 2008.

Fenton, Tom, Bad News: The Decline of Reporting, the Business of News, and the Danger to Us All, New York, HarperCollins, 2005, p. 8.

All, New York, HarperCollins, 2005, p. 8.

311 Voir, Prémont, Karine, La télévision mène-t-elle le monde?, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2006, p. 187.

³Lors de la soirée électorale, la chaîne annonce de façon prématurée la victoire de George W. Bush en Floride, ce qui force les réseaux concurrents à lui emboîter le pas et plonge le processus électoral dans un engrenage dont il ne pourra s'extirper. Voir Moore, *Op. cit.*

parvient, en surpassant CNN, à se hisser au sommet des chaînes d'information câblées les plus regardées³¹³.

Enfin, la droite peut toujours compter sur un réseau solide de groupes d'intérêts dont la réputation concernant leur capacité de mobilisation de l'électorat n'est plus à faire. En outre, les différentes Églises et autres associations telles que la National Rifle Association (NRA) et le regroupement Faith in Public Life sont à même de contribuer financièrement aux campagnes médiatiques et électorales visant à faire triompher les points de vue conservateurs.

Plusieurs auteurs ont conclu au succès de la guerre culturelle. Par exemple, dans les mois précédant l'élection présidentielle de 2004, Guy Milière est si convaincu de l'efficacité avec laquelle la droite est parvenue à discréditer le libéralisme que la victoire de George W. Bush ne fait pour lui aucun doute : « Elle [l'Amérique] votera pour Bush en sa majorité, et il est même vraisemblable que le Parti républicain va être pour les années à venir, le parti dominant dans la vie politique américaine »³¹⁴. Sébastien Barthe abonde dans ce sens en affirmant que les États-Unis sont entrés dans une ère post-partisane, mais aussi conservatrice³¹⁵. Enfin, Edward Furrow va même jusqu'à prétendre que le discours conservateur constitue le nouveau paradigme en vogue aux États-Unis³¹⁶.

3.3.2 Le libéralisme discrédité et l'élection de 2004

Les élections présidentielles de 2004 représentent une illustration flagrante de l'effet dévastateur que provoque la guerre culturelle sur le libéralisme. En effet, les démocrates y présentent en John Kerry un candidat solide et crédible pour affronter le

³¹³ Prémont, Karine, « Le virage conservateur des médias américains. Un effet structurant sur l'opinion publique? » dans Charles-Philippe David et Julien Toureille (sous la dir.), Le mouvement conservateur américain, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007, p.62 314 Milière, Guy, *Pourquoi Bush sera réélu*, Paris, Éditions Michalon, 2004, p. 38.

³¹⁵ Barthe, Sébastien, « L'influence des partis politique dans une ère post-partisane conservatrice » dans Vallet, Elisabeth et David Grondin (sous la dir.), Les élections présidentielles américaines, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2004.

³¹⁶ Furrow, Edward, Reviving the left: the need to restore liberal values in America, Amherst, N.Y., Prometheus Books, 2009.

président Bush. Sénateur d'expérience, Kerry possède de surcroît l'avantage d'être un héros décoré de la guerre du Vietnam. C'est toutefois sans compter le fardeau politique qui accompagne maintenant le fait d'être perçu comme un libéral aux États-Unis. Krugman note à ce propos que plusieurs sondages démontrent qu'une forte majorité d'Américains se dit favorable à certaines réformes relevant du libéralisme mais qu'en général, moins de 30 % de la population est prête à se définir en tant que « libérale » 317.

Or, John Kerry est sénateur du Massachusetts, l'un des États les plus libéraux du pays, et dégage la plupart des caractéristiques inhérentes à l'amateur de latte décrit par Thomas Frank. Les stratèges républicains jouent donc à fond cette carte en le dépeignant comme un patricien froid et hautain de la Nouvelle-Angleterre qui, Ô malheur!, a en outre le défaut de parler français. En revanche, ceux-ci font tout pour présenter Bush comme un dirigeant près du peuple qui connaît et comprend ce que peut vivre l'Américain moyen. À ce titre, le président sortant réussit à se démarquer facilement de son adversaire au test du *beer factor*, celui par lequel on demande aux électeurs avec lequel des politiciens ils aimeraient le plus boire une bière³¹⁸. Pour Alain Laurent, la défaite que subit Kerry lors de ces élections est directement corrélée à son association avec le libéralisme :

En novembre 2004, la défaite de Kerry y a volontiers après coup été imputée à son image de « liberal » de la côte Est soutenu par le très « liberal » showbizz hollywoodien. Il est vrai que les concepteurs de la campagne finalement efficace de G. W. Bush avaient fait du « L word » [...] appliqué au programme de Kerry un puissant répulsif³¹⁹.

De plus, l'équipe de campagne du président, de concert avec le puissant mouvement conservateur, parvient à faire de la défense des « valeurs morales » et de la lutte au terrorisme les deux enjeux prioritaires aux yeux de l'électorat. Or, nous l'avons vu, il s'agit de deux sujets à propos desquels le Parti républicain a depuis

³¹⁷ Krugman, Op. cit., p. 324.

³¹⁸ Parisella, John et Donald Cuccioletta, *Élections Made in USA*, Montréal, Éditions Voix parallèles, 2008, p. 193

³¹⁹ Laurent, *Op. cit.*, p. 10.

longtemps le dessus sur ses adversaires. Cette situation s'avère déterminante puisque les électeurs, en se passionnant pour des sujets relatifs à l'ordre public et moral, évacuent complètement la question des problèmes socio-économiques avec lesquels le pays doit composer. En effet, seulement 4 % des électeurs font des thèmes entourant le filet de sécurité sociale *(social welfare)* leur sujet de préoccupation principal³²⁰. De telles données défavorisent inéluctablement le Parti démocrate et compromettent définitivement ses chances de reprendre la Maison-Blanche.

3.4 En conclusion : le libéralisme devenu insulte

Au cours de la période allant de 1993 à 2008, le libéralisme devient une idéologie inspirant soit le rejet, soit la honte. La présidence de Bill Clinton démontre que même lorsque les démocrates occupent la Maison-Blanche, la grande famille libérale ne peut plus compter sur la classe politique pour faire avancer son point de vue.

Les attentats du 11 septembre empirent la situation en plongeant la gauche dans une crise existentielle, tout en incrustant une bonne fois pour toute son incapacité à convaincre la population qu'elle serait mieux à même d'assurer sa sécurité que ne le font les républicains. En outre, la guerre culturelle menée par le mouvement conservateur achève d'accréditer l'idée, chez une part croissante de la population, que les libéraux ne cherchent qu'à trahir les valeurs les plus chères à l'Amérique.

Bref, le libéralisme se voit accoler l'étiquette d'une idéologie dangereuse qui risque de compromettre la sécurité du pays et de pervertir les États-Unis.

³²⁰ Abramson et al, *Op. cit.*, p. 123.

CONCLUSION

De la norme à l'insulte

Le parcours du libéralisme aux États-Unis est tout à fait singulier. Sa première particularité réside dans le sens qu'il possède aux États-Unis. Au sein des autres nations du globe, le terme est utilisé pour désigner une idéologie prônant la limitation du pouvoir par le biais d'une stricte protection des libertés individuelles et de la propriété privée ainsi que par le respect des principes du libre marché. Les Américains, de leur côté, emploient plutôt le concept de libéralisme afin de faire référence à la gauche du spectre politique. Ainsi, le terme « libéral » y sert à qualifier les partisans de l'intervention étatique ainsi que les individus aux idées plus progressistes en ce qui concerne certaines questions morales ou sociales (avortement, contrôle des armes à feu, mariage gay, etc.). D'ailleurs, dans le discours américain, libéralisme et progressisme représentent des concepts interchangeables.

Du New Deal jusqu'au milieu des années 1960, ce concept constitue une véritable norme autour de laquelle est orienté le débat politique. Au cours de cette période, l'immense majorité des acteurs politiques et sociaux crédibles se réclament du libéralisme ou n'osent pas s'y attaquer de front. Nous avons toutefois démontré que le concept de libéralisme aux États-Unis n'est absolument pas figé dans le temps et que son sens a fortement évolué au fil des années. En effet, le mouvement conservateur américain a réussi, au cours de certaines périodes charnières de la deuxième moitié du XXe siècle, à discréditer le libéralisme et à en transformer le sens de façon à rendre ce concept rébarbatif pour la majorité de la population américaine.

Tout d'abord, au cours de la période allant de 1964 à 1976, les libéraux américains gaspillent le capital de sympathie dont ils bénéficient au sein de la population en appuyant certaines réformes relativement radicales dont plusieurs jugent qu'elles vont beaucoup trop loin. Par exemple, les mesures relevant de la discrimination positive mises en place par le pouvoir politique démocrate sont

particulièrement mal accueillies. En outre, la débâcle que subissent les troupes américaines au Vietnam jette un doute quant à la capacité des politiciens libéraux à gérer les enjeux sécuritaires inhérents à la guerre froide. Les adversaires du libéralisme en profitent donc pour défendre l'idée voulant qu'il s'agisse d'une idéologie qui avantage indûment les minorités, encourage la paresse et le gaspillage des fonds publics, tout en étant incapable d'assurer la sécurité du pays.

Par la suite, les libéraux américains entreprennent le début d'une véritable descente aux enfers. D'abord, la gestion catastrophique de la politique étrangère sous Jimmy Carter a pour effet qu'on associe au libéralisme une image de faiblesse. Le président Reagan utilise par la suite cette image, ses qualités médiatiques ainsi que les ressources de l'appareil gouvernemental pour attaquer les forces libérales jusque dans leurs derniers retranchements. De plus, sa bonne performance au niveau de la politique étrangère et l'appui indéfectible que lui accorde la droite religieuse lui offrent l'opportunité de réaliser de grands pans d'un programme politique très à droite, lequel n'aurait eu aucune chance d'être appliqué sans un affaissement considérable de l'influence de la famille libérale. Ainsi, au cours de cette période, les syndicats voient leurs effectifs et leur pouvoir d'action se réduire comme peau de chagrin, les fonds alloués aux programmes sociaux sont coupés sévèrement et les dépenses militaires montent en flèche. L'impuissance du libéralisme devient plus évidente que jamais.

Enfin, la période allant de 1992 à 2008 est celle où le libéralisme devient tout simplement un concept dont la connotation est perçue de façon clairement négative par la majorité de la population. Le climat de panique qui suit les événements du 11 septembre centre le débat autour des enjeux de sécurité et place la gauche dans une position hautement inconfortable dont elle aura les plus grandes difficultés à s'extirper. Parallèlement, le mouvement conservateur lance une offensive de grande envergure, une guerre culturelle qui accrédite efficacement l'idée voulant que les libéraux défendent des idées allant à l'encontre des valeurs les plus chères partagées

par l'« Américain moyen ». Bref, le libéralisme devient une idéologie susceptible de mettre en péril la sécurité de la population et de pervertir l'âme même de la société américaine.

L'élection de Barack Obama et le libéralisme aux États-Unis

La réélection de George W. Bush en 2004 semble être, pour plusieurs, la preuve que les libéraux ne pourront plus jamais regagner l'influence qu'ils ont jadis exercée sur la société américaine. On prédit ainsi des jours pénibles pour le Parti démocrate, et ce, au cours de nombreuses années à venir. Par exemple, dans leur ouvrage *The Right Nation*, Mickelthwait et Wooldridge affirment que grâce à la position de force qu'occupe désormais la droite au sein de la société américaine, les républicains peuvent espérer devenir le parti naturel de gouvernement aux États-Unis³²¹. Toutefois, l'éclatante victoire de Barack Obama aux élections de 2008 semble contredire cette affirmation et donner tort aux prophètes de malheur. En effet, non seulement les démocrates regagnent-ils la Maison-Blanche avec un candidat identifié à l'aile libérale du Sénat, mais ils parviennent également à s'emparer du contrôle des deux tiers de chacune des chambres du Congrès. Ce succès marque-t-il le déclin du mouvement conservateur et le retour en force du libéralisme aux États-Unis?

Rien n'est moins sûr. Tout d'abord parce qu'une grande partie de la victoire démocrate est attribuable à une conjoncture favorable, plutôt qu'à une réelle désaffection envers le point de vue conservateur. Plusieurs éléments peuvent être mentionnés à ce sujet. Par exemple, les problèmes rencontrés par les troupes américaines en Irak ainsi que la piètre réaction de George W. Bush lorsque l'ouragan Katrina a ravagé la Nouvelle-Orléans ont fortement contribué à faire chuter dramatiquement son niveau de popularité: au 2 novembre 2008, le taux

Mickelthwait, John et Adrian Wooldridge, *The Right Nation. Conservative Power in America*, New York, Penguin Books, 2004.

d'approbation de Bush ne s'élève plus qu'à 25 %³²², un plancher que seul Nixon, en plein scandale du Watergate, a eu la honte de fréquenter. Après huit années à la Maison-Blanche, George W. Bush est bel et bien devenu « le président le plus impopulaire de l'histoire récente des États-Unis »³²³. Or, un concept nommé « les basques du président » réfère au phénomène voulant que les candidats appartenant au même parti que le président profitent de la popularité de ce dernier ou, au contraire, subissent le mécontentement de la population envers lui³²⁴. Les démocrates ont donc fortement bénéficié de la désaffection du public envers le président Bush.

En outre, la dure récession qui frappe le pays au moment où les Américains sont appelés aux urnes a pour effet de ramener à l'avant-plan les questions économiques aux dépens des valeurs morales. Selon des données du *Pew Research Center*, ce sont des sujets tels que l'avortement ou le mariage gay qui pâtissent surtout de la plus grande place occupée par l'économie³²⁵. Rien n'indique toutefois que les priorités des Américains auraient été les mêmes si l'élection n'avait pas eu lieu en pleine crise économique.

Nous pourrions enfin mentionner le choix de John McCain de partager le ticket républicain avec Sarah Palin. Le candidat républicain croit réussir un grand coup en désignant comme candidate à la vice-présidence cette politicienne qui a tout pour plaire au mouvement conservateur. Toutefois, après un début de campagne prometteur, l'inexpérience de Palin la rattrape et elle devient vite un boulet pour la campagne de John McCain. Un sondage CBS News/New York Times qui paraît dans la dernière semaine de la campagne démontre que près de 60 % des Américains

Voir Gagnon, Frédérick, « L'élection des représentants et des sénateurs » dans Gagnon, Frédérick, Le congrès des États-Unis, Op. cit., p. 55-56

³²² « Presidential Job Approval Depth», *Gallup Polls*, 31 octobre-2 novembre 2008. Disponible [en ligne]: http://www.gallup.com/poll/1723/Presidential-Job-Approval-Depth.aspx, consulté le 7 décembre 2008.

³²³ Parisella et Cuccioletta, Op. cit., p. 188.

³²⁵ « Candidate Preferences of Religious Voters Similar to 2004, But Economy a Higher Priority », Pew *Reserach Center*, 30 septembre 2008. Disponible [en ligne]: http://pewforum.org/events/?EventID=203, consulté le 7 décembre 2008.

jugent qu'elle n'est pas prête à assumer la fonction de vice-présidente³²⁶. Cette candidature devient si difficile à défendre que même certains des commentateurs les plus conservateurs admettent qu'elle représente une erreur. Chroniqueur au *New York Times*, David Brooks qualifie la candidature de Mme Palin d'« embarrassante », alors que David Frum, ancien rédacteur de discours pour George W. Bush, admet qu'elle a prouvé qu'elle n'était pas prête à devenir présidente des États-Unis³²⁷.

Plusieurs autres preuves démontrent que la résurrection du libéralisme comme idéologie dominante n'est pas encore pour demain. En effet, la droite elle-même démontre fréquemment qu'elle exerce toujours une influence considérable au sein de la population américaine. Le débat venant d'avoir lieu au sujet de la réforme du système d'assurance maladie en constitue un exemple flagrant. Dans ce dossier destiné à devenir le projet emblématique de sa présidence, Barack Obama s'est en effet buté à une opposition républicaine unie qui a qualifié son projet de « médecine socialisée » ³²⁸ ainsi qu'à certains élus démocrates qui craignaient que la réforme soit accompagnée de hausses d'impôts ³²⁹. Bien que le président ait finalement eu gain de cause, ce dernier n'a reçu l'appui d'aucun élu républicain et a été contraint de mettre énormément d'eau dans son vin pour parvenir à convaincre ses propres troupes. En outre, les démocrates ont échappé au passage le poste de sénateur du Massachussetts lors de l'élection visant à remplacer le défunt Ted Kennedy. La réforme du système de santé américain semble donc être le résultat d'une victoire à la Pyrrhus.

Depuis la plus récente victoire électorale des démocrates, nous assistons également à un retour en force de certains des éléments les plus conservateurs de la droite américaine. En novembre 2009, un sondage réalisé pour le compte de la revue *Vanity Fair* et de l'émission *60 Minutes* de la chaîne CBS a démontré que les quatre

³²⁶ « Palin pas prête pour la vice-présidence », Agence France-Presse, 30 octobre 2008.

Bourcier, Nicolas, « L'inexpérience de Mme Palin inquiète les républicains », *Le Monde*, 2 octobre 2008.

Brousseau, François, « Réformer les États-Unis », Le Devoir, 14 septembre 2009.

³²⁹ Gagnon, Frédérick, « La longue marche d'Obama », Le Devoir, 4 novembre 2009.

personnalités conservatrices les plus influentes étaient, dans l'ordre, Rush Limbaugh, Glenn Beck, Dick Cheney et Sarah Palin. Or, ces derniers ont comme point en commun de faire partie de l'aile la plus à droite du mouvement conservateur américain.

En parallèle, certains groupes extrêmement critiques envers le discours libéral réussissent à faire parler d'eux depuis l'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche. Le plus prépondérant d'entre eux est sans contredit le *Tea Party* (ou les *Tea Party Patriots*). Ce mouvement est né en 2009 alors que plusieurs journalistes et commentateurs conservateurs prennent l'initiative d'organiser des manifestations visant à protester contre le plan de relance économique du président Obama. Les partisans de ce nouveau groupe en viennent à prendre le nom de *Tea Party Patriots* en référence aux colons américains qui s'étaient révoltés contre le pouvoir britannique lors du célèbre *Boston Tea Party* de 1773³³⁰.

Les motivations et les revendications des militants du *Tea Party* sont diverses. Matthew Continetti compare le mouvement à un « parapluie » recouvrant un amalgame de groupes défendant chacun ses positions³³¹. Toutefois, on peut affirmer que les différentes composantes du *Tea Party* se retrouvent au sein d'un discours dénonçant un gouvernement qui « vampirise » la vie des citoyens, tout en réclamant « une baisse de la fiscalité, moins d'État et plus de liberté économique »³³².

S'intéressant au phénomène, le *New York Times* a commandé un sondage devant déterminer le profil sociodémographique des individus animant ce nouveau mouvement politique. Ce sondage a démontré que 18 % des Américains s'identifient en tant que partisans du *Tea Party*³³³. Ces derniers sont, pour la grande majorité, des

³³⁰ Voir Hêtu, Richard, « 10 questions sur le *Tea Party* », *La Presse*, 16 septembre 2010.

³³¹ Continetti, Matthew, « The Two faces of the Tea Party », Weekly Standard, 28 juin 2010.

Disponible [en ligne] : http://www.weeklystandard.com/articles/two-faces-tea-party, site consulté le 3 octobre 2010.

^{332 «} Les ficelles de la guérilla anti-Obama », Libération, 14 septembre 2009.

Cette donnée ainsi que les données suivantes peuvent être consultées dans Zerkine, Kate et Megan Thee-Brenan, « Poll Finds Tea Party Backers Wealthiers and More Educated », *New York Times*, 14

hommes blancs, mariés et âgés de plus de 45 ans. Les militants du *Tea Party* se disent pour la plupart républicains, tout en étant plus conservateurs que l'électeur républicain moyen. Ils sont également extrêmement critiques envers le président Obama : plus de 90 % des partisans du *Tea party* sont d'avis que le pays se dirige dans la mauvaise direction et désapprouvent par le fait même le travail de l'occupant de la Maison-Blanche. Cette colère envers l'administration en place semble être suscitée par les trois principales inquiétudes ressenties par les supporteurs de ce mouvement : la réforme du système de santé (perçue comme étant trop « socialiste »), les dépenses gouvernementales (jugées trop élevées) et le sentiment que leur opinion n'est pas prise en compte à Washington.

Outre l'organisation de manifestations, le récent succès du *Tea Party* réside dans sa capacité à faire nommer un grand nombre de ses partisans en tant que candidats républicains à différents postes qui seront en jeu lors des élections de mimandat devant se tenir en novembre 2010. En effet, plusieurs candidats issus du *Tea Party* sont parvenus, lors des dernières élections primaires, à défaire les candidats favoris de l'establishment du Parti républicain. C'est notamment le cas de Christine O'Donnell (Delaware), Sharron Angle (Nevada), Rand Paul (Kentucky), Carly Fiorina (Californie) ou Carl Paladino (New York) qui brigueront le poste de sénateur ou de gouverneur de leurs états respectifs sous la bannière républicaine. Ces derniers ont en commun de se réclamer du *Tea Party* ou d'avoir été appuyés publiquement une Sarah Palin extrêmement influente au sein du mouvement, bien qu'elle n'en fasse pas officiellement partie. En revanche, cela signifie que certains républicains plus modérés comme Charlie Crist et Arlen Spector ont par le fait même été écartés du parti.

Ce virage à droite opéré au sein du Parti républicain sous l'influence du *Tea Party* pourrait cependant nuire aux chances du mouvement conservateur de reprendre le haut du pavé dans sa lutte idéologique contre la gauche américaine. Plusieurs

avril 2010. Disponible [en ligne]: http://www.nytimes.com/2010/04/15/us/politics/15poll.html, site consulté le 3 octobre 2010.

analystes ont en effet noté que les prises de position hautement radicales et controversées de certains candidats issus du Tea Party pourraient tout simplement rebuter les électeurs et offrir plusieurs victoires inespérées au Parti démocrate. E. J. Dionne a résumé ainsi cette possibilité :

En raison de son aversion extrême envers le pouvoir du gouvernement fédéral, ce mouvement pourrait bien devenir une menace pour les républicains dans ce qui aurait dû être une bonne année pour le parti [...] À court terme, l'énergie du nouveau mouvement menace Obama. À long terme, son extrémisme pourrait le sauver³³⁴.

Pour Michael Kinsler, c'est plutôt l'absence de cause symbolique guidant son action qui conduira le *Tea Party* à sa perte. Comparant ce mouvement à celui des étudiants des années 1960, lequel avait su se regrouper autour de sa lutte contre l'engagement américain au Vietnam, il estime que le Tea Party est davantage uni par ce qui s'apparente à un état d'esprit ou à un intense sentiment, plutôt que par une véritable critique ou un objectif concret. Dans ces circonstances, il en conclut que ce mouvement ne sera rien de plus que la « saveur du mois »³³⁵.

On aurait néanmoins tort, selon l'analyste François Brousseau, de minimiser l'influence de groupes tels que le Tea Party sous prétexte qu'ils ne représentent à présent qu'une infime minorité de la population. En faisant référence à la grande manifestation anti-Obama menée le 12 septembre 2009, il déclare :

L'habileté de ses organisateurs a été non seulement de canaliser les impulsions extrêmes d'un petit nombre, mais d'aller chercher le cercle beaucoup plus large de ceux qui, aux États-Unis, ont une aversion diffuse envers toute intervention gouvernementale. Qui, influencés par les vociférations répercutées sur Fox News et CNN, se demandent si Obama est, oui ou non, « un dangereux socialiste » 336.

Les prochaines élections de mi-mandat nous en diront davantage sur la véritable résurgence du mouvement conservateur suite à l'éclatante victoire des

³³⁴ Dionne, E. J. « Birch and Barry », *The New Republic*, 21 juin 2010. Disponible [en ligne]: http://www.tnr.com/article/politics/75680/birch-and-barry, site consulté le 3 octobre 2010.

³⁵ Kinsler, Michael, « My country, Tis of Me », *The Atlantic*, juin 2010. Disponible [en ligne]: http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2010/06/my-country-tis-of-me/8088/, site consulté le 3 octobre 2010.

³³⁶ Brousseau, Op. cit.

démocrates lors des élections de novembre 2008. On peut toutefois d'ores et déjà annoncer que le parti du président perdra des plumes au profit de ses adversaires du Parti républicain. Seule l'importance de la victoire de la droite demeure inconnue.

Bref, le mouvement conservateur semble toujours disposer des moyens nécessaires pour parvenir à freiner le retour d'une Amérique progressiste. Les libéraux, de leur côté, sont incapables de profiter de leur position enviable au Congrès et à la Maison-Blanche pour se départir des étiquettes négatives qui leur collent à la peau. En effet, outre leur image dépensière qui leur donne du fil à retordre dans le dossier de la réforme du système de santé, leur faiblesse en ce qui concerne la sécurité nationale semble cristallisée au sein de l'opinion publique. C'est du moins ce que confirme un coup de sonde mené en août 2009. Selon ce sondage, la population continue de faire davantage confiance aux républicains pour la protéger contre les menaces extérieures, moins d'un Américain sur trois affirmant préférer l'approche des démocrates dans ce domaine³³⁷. Le libéralisme est un concept dont les adversaires ont mis des années à en ternir l'image. La gauche américaine ne peut donc escompter en redorer le blason qu'en s'engageant, elle aussi, dans un combat de longue haleine.

En terminant, nous souhaitons rappeler que ce survol, que nous avons voulu le plus complet possible, ne peut évidemment pas couvrir la totalité des phénomènes, facteurs et événements ayant eu un rôle à jouer dans la répudiation graduelle du libéralisme aux États-Unis. Pour une question de cohérence et surtout d'espace, nous avons dû nous résoudre à accorder moins d'attention à certains aspects qui auraient pu mériter notre attention³³⁸. Nous aurions notamment pu ajouter à notre liste de

³³⁷ Légaré-Tremblay, Jean-Frédérick, « L'étiquette de faiblard collée sur Obama », *L'Actualité*, 11 janvier 2010.

Le lecteur intéressé à approfondir le sujet pourra consulter certains autres ouvrages abordant un sujet semblable et présentant des pistes de réponses se rapprochant de celles énoncées dans le présent mémoire. Voir Brinkley, Alan, Liberalism and Its Discontents, Cambridge, Harvard University Press, 2008; Duggan, Lisa, The Twilight of Equality?: Neoliberalism, Cultural Politics and the Attack on

facteurs ayant entaché l'image de la gauche américaine celui du hasard ou des événements fortuits. Que ce serait-il produit si, par exemple, Robert Kennedy n'avait pas été assassiné et avait empêché le républicain Richard Nixon d'accéder à la Maison-Blanche? Et si Al Gore n'avait pas été victime de cet imbroglio judiciaire qui lui a coûté la présidence en novembre 2000, en dépit du fait qu'il avait obtenu plus de voix que son adversaire? Dans ces cas de figure, il est par trop évident que le conservatisme n'aurait pu progresser autant que ce fut le cas dans la réalité.

Ces considérations ne remettent toutefois pas en cause l'orientation de notre mémoire. Elles accréditent même, en quelque sorte, l'idée voulant que les événements ne soient pas déterminés par des lois universelles. Or, cette idée est à la base même de l'approche que nous avons convenu d'utiliser, soit l'*American Political Development*.

Nous concédons également que notre mémoire accorde une place prépondérante à la scène politique nationale. Le rôle de la présidence ainsi que le rapport de force entre démocrates et républicains au Congrès occupent en effet le cœur de notre travail. Le rôle de plusieurs autres acteurs tels que les intellectuels, les tribunaux ou les assemblées des États n'est bien sûr pas à négliger lui non plus dans le processus qui a mené au déclin de l'image du libéralisme en sol américain. La prise en compte de l'influence de ces derniers acteurs pourrait donc très bien faire l'objet d'un nouveau travail de recherche appelé à enrichir le présent mémoire.

BIBLIOGRAPHIE

Monographie

- -Abramson, Paul, John Aldrich et David Rodhe, Change and continuity in the 2004 and 2006 elections, Washington D.C., CQ Press, 2007.
- -Alféri, Pierre, Guillaume d'Ockham, le singulier, Paris, Minuit, 1989.
- -Angrignon, Pierre et Jacques G. Ruelland, Civilisations occidentales. Histoire et héritages, Montréal, Les Éditions de la Chenelière, 1995.
- -Arnold, James R. The Tet Offensive 1968, Westport, Praeger, 1990.
- -Artaud, Denise, L'Amérique en crise: Roosevelt et le New Deal, Paris, A. Colin, 1987.
- -Balthazar, Louis, Charles-Philippe David et Justin Vaïsse, La politique étrangère des Etats-Unis: Fondements, acteurs, formulation, Paris, Presses de Science Po, 2003.
- -Bensel, Richard, Yankee Leviathan: The Origins of the Central Authority in America, 1859-1877, New York, Cambridge University Press, 1990.
- -Bentham, Jeremy, An Introduction to the Principles of Morals and Legislation, Londres, The Athlone Press, 1970.
- -Berger, Morroe, *Problèmes raciaux l'égalité par la loi. L'action législative contre la discrimination raciale aux États-Unis*, Paris, UNESCO, 1954.
- -Biard, Joël, Guillaume d'Ockham et la théologie, Paris, Cerf, 1999.
- -Blood, Jake, The Tet Effect. Intelligence and the Public Perception, Londres, Routledge, 2005.
- -Bobbio, Norberto, Libéralisme et démocratie, Paris, Cerf, 1996.
- -Bornet, Vaughn David, *The Presidence of Lyndon B. Johnson*, Lawrence (Kansas), University of Kansas Press, 1983.
- -Boudreau, Philippe et Claude Perron, Lexique de science politique, Montréal, Chenelière Education, 2006.

- -Bourret, Renaud et Alain Dumas, Économie globale. Regards actuels, Montréal, Éditions du Renouveau Pédagogique, 2001.
- -Boxill, Bernard, Les Noirs et la justice sociale aux États-Unis, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1988.
- -Branciard, Michel, Les libéralismes d'hier à aujourd'hui, Lyon, Chronique sociale, 1987.
- -Braunstein, Florence et Jean-François Pépin, Histoire des grandes idéologies : les courants idéologiques de 1789 à nos jours, Paris, Vuibert, 1998.
- -Braestrup, Peter, Big Story: How the American Press and Television Reported and Interpreted the Crisis of Tet in Vietnam and Washington, New Haven, Yale University Press, 1983.
- -Brinkley, Alan, *Liberalism and Its Discontents*, Cambridge, Harvard University Press, 2008.
- -Brinkley, Douglas, The Reagan Diaries, New York, HarperCollins, 2007.
- -Brown, Michael K., Race, Money and American Welfare State, Ithaca, Cornell University Press, 1999.
- -Burdeau, Georges, Le libéralisme, Paris, Seuil, 1979.
- -Burke, Vincent J. et Vee Burke, *Nixon's Good Deed Welfare Reform*, New York, Columbia University Press, 1974.
- -Bush, George et Brent Scowcroft, A World Transformed, New York, Vintage Books, 1998
- -Calvès, Gwénaële, L'affirmative action dans la jurisprudence de la Cour suprême des États-Unis : le problème de la discrimination positive, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1998.
- -Calvès, Gwénaële, *La discrimination positive*, Paris, Presses universitaires de France, 2008.
- -Ceaser, James W, Nature and history in American political development: a debate, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2006.

- -Chaffe, William H., The Unfinished Journey. America Since World war II, New York, Oxford University Press, 1986.
- -Clar D. (collectif d'auteurs), The Eyes of the prize Civil Rights reader, New York, Penguin Books, 1991.
- -Clifton, Daniel, Chronique de l'Amérique, Paris, Éditions Chronique, 1993.
- -Corbo, Claude, Les États-Unis d'Amérique : les institutions politiques, tome 2, Sillery (Québec), Septentrion, 2004.
- -Curry, George et Cornel West, *The affirmative action debate*, Reading, Mass., Addison-Wesley, 1996.
- -David, Charles-Philippe, Nancy Ann Carol et Zachary A. Selodon, Foreign policy failure in the White House: Reappraising the fall of the Shah and the Iran-Contra Affair, Lanham, University Press of America, 1993.
- -David, Charles-Philippe, Au sein de la Maison-Blanche, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005.
- -David, Charles-Philippe et Julien Toureille (sous la dir.), *Le mouvement conservateur américain*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007.
- -Delumeau, Jean et Thierry Wanegfellen, Naîssance et affirmation de la Réforme, Paris, PUF, 2008.
- -Desbiens, Albert, Les États-Unis d'Amérique : synthèse historique, tome 1, Sillery (Québec), Septentrion, 2004.
- -Dodd, Lawrence et Calvin Jillson, *The Dynamics of American Politics: Approaches and Interpretations*, Boulder, Westview Press, 1994.
- -Dostaler, Gilles et Michel Beaud, La pensée économique depuis Keynes, Paris, Seuil, 1993.
- -Duggan, Lisa, The Twilight of Equality?: Neoliberalism, Cultural Politics and the Attack on Democracy, Boston, Beacon Press, 2003.
- -Einaudi, Mario, Roosevelt et la révolution du New Deal, Paris, A. Colin, 1961.

- -Erickson, Paul D., Reagan Speaks: the Making of an American Myth, New York, New York University Press, 1985.
- -Evans, M. Stanton, Revolt on Campus, Chicago, H. Regnery Co, 1961.
- -Farber, David, Chicago '68, Chicago, University of Chicago Press, 1988.
- -Feldman, Jeffrey, Framing the debate: famous presidential speeches and how progressives can use them to change the conversation (and win elections), New York, Ig Pub., 2007.
- -Fenton, Tom, Bad News: The Decline of Reporting, the Business of News, and the Danger to Us All, New York, HarperCollins, 2005.
- -Figueira-McDonough, Josefina, *The welfare state and social work: pursuing social justice,* Thousand Oaks, Sage Publications, 2007.
- -Fiorina, Morris, Culture War? The Myth of A Polarized America, New York, Pearson Longman, 2005.
- -Flamant, Maurice, Le libéralisme, Paris, Presses universitaires de France, 1979.
- -Fohlen, Claude, Les pères de la révolution américaine, Paris, Albin Michel, 1989.
- -Foner, Eric, The Story of American Freedom, New York, W.W. Norton, 1998.
- -Fox Piven, Frances et Richard A. Cloward, *The New Class war. Reagan's Attack on the Welfare state and its Consequences*, New York, Pantheon Books, 1982.
- -Frank, Thomas, Pourquoi les pauvres votent à droite?, Marseille, Agone, 2008.
- -Fraser, Steve et Gary Gerstle (sous la dir.), Rise and Fall of the New Deal Order, Princeton, Princeton University Press, 1989.
- -Frymer, Paul, Black and blue: African Americans, the labor movement, and the decline of the Democratic party, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2008.
- -Fukuyama, Francis, La fin de l'histoire et le dernier homme, Paris, Flammarion, 1992.
- -Fullinwider, Robert, The Reverse Discrimination Controversy. A Moral and Legal Analysis, Totowa (N.J.), Rowman and Littlefield, 1980.

- -Furrow, Edward, Reviving the left: the need to restore liberal values in America, Amherst, N.Y., Prometheus Books, 2009.
- -Gachon, Nicolas, Libéralisme et citoyenneté aux États-Unis : (XXe siècle), Paris, Ellipses, 2001.
- -Gagnon, Frédérick, Le Congrès des États-Unis, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006.
- -Garandeau, Mikaël, Le libéralisme, Paris, Flammarion, 1998.
- -Gauchet, Marcel, L'avènement de la démocratie, II. La crise du libéralisme, Paris, Gallimard, 2007.
- -George, Susan, La pensée enchaînée : comment les droites laïques et religieuses se sont emparées de l'Amérique, Paris, Fayard, 2007.
- -Gervais, Pierre, L'avènement d'une superpuissance : le siècle de l'Amérique, Paris, Larousse, 2001.
- -Giblin-Delvalet, Béatrice, États-Unis: le racisme contre la nation, Paris, La découverte, 1997.
- -Gide, Charles et Charles Rist, Histoire des doctrines économiques, Paris, Sirey, 1959.
- -Goldwater, Barry, *The Conscience of a Conservative*, New York, Hillman Books, 1960.
- -Gourd, Alphonse, La charte coloniale et les constitutions des États-Unis, tome 1, Paris, Imprimerie nationale, 1895.
- -Graham, Hugh Davis, The Civil Rights Era: origins and development of national policy, 1960-1972, New York, Oxford University Press, 1990.
- -Greenberg, Stanley, *The Two Americas. Our Current Political Deadlock and How to Break it*, New York, St-Martin's Press, 2005.
- -Hacker, Jacob, *The Divided Welfare State. The Battle over Public and Private Social Benefits in the United States*, New York, Cambridge University Press, 2002.

- -Hartz, Louis, Histoire de la pensée libérale aux États-Unis, Paris, Économica, 1990.
- -Heale, M.J., Franklin D. Roosevelt: the New Deal and War, New York, Routledge, 1999.
- -Henderson, Terry H., *The Movement and the Sixties*, New York, Oxford University Press, 1996.
- -Hodgson, Godfrey, America in Our Time: From World War II to Nixon. What Happened and Why, New York, Vintage, 1976.
- -Hoff-Wilson, Joan, Nixon Reconsidered, New York, Basic Books, 1994.
- -Hoffman, Stanley, La nouvelle guerre froide, Montréal, Boréal Express, 1983.
- -Hofstadter, Richard, Social Darwinism in American thought, Berlin, Hessling, 1959.
- -Ivanov, Robert, L'histoire des États-Unis et le problème noir, Moscou Agence de presse Novosti, 1975.
- -Johnson, Lyndon B., Ma vie de président, 1963-1969, Paris, Buchet/Chastel, 1972.
- -Jorstad, Erling, Holding Fast, Pressing On: Religion in America in the 1980s, New York, Greenwood Press, 1990.
- -Katznelson, Ira et Martin Shefter, Shaped by War and Trade: International Influences on American Political Development, Princeton, Princeton University Press, 2002.
- -Kerner, Otto, Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders, New York, E.P. Dutton and Co., 1968.
- -Keynes, John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie,* Paris, Payot, 1936, p. 373.
- -Kirk, Russell, *The Conservative Mind*, Washington D.C., Regnery, 1995.
- -Kraus, Sydney *The Great Debates: Carter versus Ford*, Bloomington, Indiana University Press, 1981.
- -Kraus, Sydney, *The Great Debates: Kennedy versus Nixon*, Bloomington, Indiana University Press, 1962.

- -Krugman, Paul, L'Amérique que nous voulons, Paris, Flammarion, 2008.
- -Lacroix, Jean-Michel, *Histoire des États-Unis*, Paris, Presses universitaires de France, 2006.
- -Laurent, Alain, Le libéralisme américain : histoire d'un détournement, Paris, Belles Lettres, 2006.
- -Ledru, Raymond, La jeunesse américaine et la guerre du Vietnam. Ampleur et impact de la contestation dans les années soixante. Paris, Didier Érudition, 1991.
- -Lewis, Oscar, La Vida. A Puerto Rican Family in the Culture of Poverty-San Juan and New York, New York, Random House, 1965.
- -Liebovich, Louis L., Richard Nixon, Watergate and the Press. A historical Retrospective, Wesport, Praeger Publishers, 2003.
- -Lind, Michael, The Next American Nation, Free Press, New York, 1995.
- -Locke, John, Second traité du gouvernement civil, Paris, Presses Universitaires de France, 1994.
- -Locke, John, Lettre sur la tolérance, Paris, Flammarion, 1992.
- -Lowndes, Joseph, Julie Novkov et Dorian T. Warren, Race and American Political Development, New York, Routledge, 2008.
- -Madison, James, « Conformité du projet aux principes républicains », no 39 dans Le fédéraliste, Paris, Économica, 1988.
- -Mankiewicz, Frank, Perfectly Clear, New York, Quadrangle, 1973.
- -Manning, D.J., *Liberalism*, Londres, J.M. Dent and Sons, 1976.
- -Massey, Douglas, Return of the « L » Word. A Liberal Vision for the New Century, Princeton, Princeton University Press, 2005.
- -Marienstras, Élise, Nous, le peuple. Les origines du nationalisme américain, Paris, Gallimard, 1988.

- -Marshall, Ray F. et Brian S. Rungeling, L'Amérique des syndicats, Paris, Économica, 1978.
- -Martin, John Frederick, Civil rights and the crisis of liberalism, Boulder, Westview Press, 1979.
- -Marx, Karl, Le Capital, Paris, Anthropos, 1973.
- -Matusow, Allen Joseph, *The unraveling of America: a history of liberalism in the 1960s*, New York, Harper & Row, 1984.
- -Meisel, Sandy L., The Parties Respond: Changes in American Parties and Campaign, Boulder, Westview Press, 2002.
- -Mélandri, Pierre, Reagan : Une biographie totale, Paris, Éditions Robert Laffond, 1988.
- -Métayer, Michel, « L'éthique utilitariste » La philosophie éthique. Enjeux et débats actuels, Montréal, Éditions du renouveau Pédagogique, 2002.
- -Michel, Joël, Le lynchage aux États-Unis, Paris, Table Ronde, 2008.
- -Mickelthwait, John et Adrian Wooldridge, *The Right Nation. Conservative Power in America*, New York, Penguin Books, 2004.
- -Milkis, Sydney M. et Jerome M. Mileur, *The New Deal and the triumph of liberalism*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2002.
- -Milkis, Sydney M. et Jerome M. Mileur, *The Great Society and the high tide of liberalism*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2005.
- -Miller, William Lee, Jimmy Carter: l'homme et ses croyances, Paris, Économica, 1980.
- -Milière, Guy, Pourquoi Bush sera réélu, Paris, Éditions Michalon, 2004.
- -Mills, Nicolaus et Michael Walzer, 50 years of dissent, New Haven, Yale University Press, 2004.
- -Mitchell, David, Making Foreign Policy. Presidential Management of the Decision-Making Process, Burlington, Ashgate, 2005.

- -Moens, Alexander, Foreign Policy Under Carter: Testing Multiple Advocacy Decision-Making, Boulder, Westview Press, 1990.
- -Montesquieu, Charles de Secondat baron de, *De l'esprit des lois*, Livre XI, chap. IV, Paris, GF-Flammarion, 1979.
- -Moody, Kim, An injury to all: the decline of American unionism, London, Verso, 1988.
- -Moore, David W., How to Steal an Election, New York, Nation Books, 2006.
- -Murray Oldflield, Diane, *The Rights and the Righteous. The Christian Right Confronts the Republican Party*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1996.
- -Nemo, Philippe et Jean Petitot-Cocordat, *Histoire du libéralisme en Europe*, Paris, Presses universitaire de France, 2006.
- -Noble, Charles, Welfare as we Knew it. A Political History of Welfare in America, New York, Oxford University Press, 1997.
- -Oberdorfer, Don, *Tet!: The Turning Point in the Vietnam War*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1971.
- -Orren, Karen et Stephen Skowronek *The Search for American Political Development*, Cambridge, UK; New York, Cambridge University Press, 2004.
- -Paine, Thomas, Le sens commun, Sillery (Québec), Septentrion, 1995.
- -Parisella, John et Donald Cuccioletta, *Élections Made in USA*, Montréal, Éditions Voix parallèles, 2008.
- -Perlstein, Rick, The Stock Ticker and the Superjumbo: How the Democrats can Once Again Become America's Dominant Political Party, Chicago, Prickly Paradigm Press, 2005.
- -Polsby, Nelson et Aaron Wildavsky, Les élections présidentielles aux États-Unis, Paris, SPAG Papyrus, 1984.
- -Plotke, David, Buildind a Democratic Political Order: Reshaping American Liberalism in the 1930s and 1940s, New York, Cambridge University Press, 1996.

- -Prémont, Karine, *La télévision mène-t-elle le monde?*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2006.
- -Raynal, Jean-Jacques, Histoire des grands courants de pensée politique, Paris, Hachette, 1999.
- -Reagan, Ronald, Les discours, Paris, J.-C. Lattès, 1990.
- -Reeves, Richard, Alone in the White House, New York, Simon and Schuster, 2001.
- -Ricardo, David, Des principes de l'économie politique et de l'impôt, Paris, GF-Flammarion, 1992.
- -Robel, Lauren et Elizabeth Zoller, Les États des Noir. Fédéralisme et question raciale aux États-Unis, Paris, Presses Universitaires de France, 2000.
- -Roberts, Paul Craig et Lawrence Stratton, *The New Color Line*, Washington D.C., Regnery, 1997.
- -Romero, Federico, *L'empire américain : XXe siècle*, Florence, Casterman-Giunti Gruppo Editoriale, 1997.
- -Rosati, Jerel, *The Politics of United States Foreign Policy*, Belmont, Wadsworth, Thomson Learning, 2004.
- -Rosenfeld, Michel, Affirmative action and justice a philosophical and constitutional inquiry, New Haven,, Yale University Press, 1991.
- -Rousseau, Jean-Jacques, *Du contrat social*, Paris, Éditions du Seuil, 1977.
- -Rousseau, Jean-Jacques, Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes, Paris, Gallimard, 1989.
- -Safire, William, Before the Fall. An Inside View of the Pre-Watergate White House, Garden City, Doubleday, 1975.
- -Salem, André et Ludovic Lebart, Analyse statistiques des données textuelles, Paris, Dunod, 1988.
- -Sauvage, Léo, L'énigme Nixon, Paris/Bruxelles, Elsevier Sequoia, 1975.

- -Say, Jean-Baptiste, Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses, Osnabruck, O. Zeller, 1966.
- -Schickler, Eric, Disjointed Pluralism: Institutional innovation and the Development of the U.S. Congress, Princeton, Princeton University Press, 2001.
- -Schlesinger, Arthur, *The Politics of Hope*, Boston, Riverside Press, 1962.
- -Schmitz, David F. The Tet Offensive: Politics, War, and Public Opinion, Westport, Praeger, 2004.
- -Schram, Sanford F., Words of Welfare. The Poverty of Social Science and the Social Science of Poverty, Minneapolis/London, University of Minnesota Press, 1995.
- -Schulman, Bruce J., Lyndon B. Johnson and American liberalism: a brief biography with documents, Boston, Bedford Books, 1995.
- -Schumpeter, Joseph, *History of Economic Analysis*, New York, Oxford University Press, 1954.
- -Schwab, Larry, *The Illusion of a Conservative Reagan Revolution*, New Brunswick, Transaction Books, 1991.
- -Skocpol, Theda, *The Missing Middle: Working Families and the Future of American Social Policy*, New York, W.W Norton and Co., 2001.
- -Skowronek, Stephen, *The Politics Presidents Make: Leadership from John Adams to George Bush*, Cambridge, Belknap Press, 1993.
- -Smith, Adam, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, Paris, GF-Flammarion, 1991.
- -Smith, Rogers M., Civic Ideals: Conflicting Visions of Citizenship in U.S. History, New Haven, Yale University Press, 1997.
- -Spann, Edward K., Democracy's Children: the Young Rebels of the 1990s and the Power of ideals, Wilmington, SR Books, 2003.
- -Spinoza, Benedictus de, *Traité politique*, Paris, J. Vrin, 1968.

- -Stanfield, John H., *Philanthropy and Jim Crow in American Social Science*, Westport, Greenwood Press, 1985.
- -Stoesz, David et Howard J. Karger, Reconstructing the American Welfare State, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers Inc., 1992.
- -Stricherz, Mark, Why the democrats are blue: how secular liberals hijacked the people's party, New York, Encounter Books, 2007.
- -Sundquist, James L., *Dynamics of the Party System*, Washington D.C., Brookings Institution, 1983.
- -The White House Domestic Policy Council, *The President's Health Security Plan*, New York, Random House, 1993.
- -Thévenard, Éveline, État et protection sociale aux États-Unis, Paris, Ellipses, 2002.
- -Torrelli, Maurice et Renée Beaudoin, *Les droits de l'homme et les libertés publiques par les textes*, Montréal, Presse de l'Université du Québec, 1972.
- -Wallerstein, Immanuel, « Trois idéologies ou une seule ? La problématique de la modernité » dans *Conservatisme*, *libéralisme*, *socialisme*, Paris, ouvrage collectif, Paris, Belin, 1992.
- -Vallet, Élisabeth et David Grondin (sous la dir.), Les élections présidentielles américaines, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2004.
- -Ware, Alan, *The Breakdown of Democratic Party Organization: 1940-1980*, Oxford, Clarendon Press, 1985.
- -Warner, David C., Toward New Human Rights: the Social Policies of the Kennedy and Johnson Administrations, Austin, L.B. Johnson School of Public Affairs, 1977.
- -Weber, Max, L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Paris, Presses Pocket, 1985.
- -Wilbanks, James H. The Tet Offensive: A Concise History. New York, Columbia University Press, 2006.
- -Youngblood Janet, Learning democratic practices: political parties, media and American political development, Newcastle, UK, Cambridge Scholars Pub., 2006.

-Zinn, Howard, La mentalité américaine, Montréal, Lux, 2009.

Chapitres de livre

- -Andrieu-Pafundi, Hélène, « Faucons, colombes et albatros: l'opinion publique américaine et la guerre du Vietnam, 1964-1973 » dans Cazemajou, Jean et Jean-Michel Lacroix (sous la dir.), La guerre du Vietnam et l'opinion publique américaine (1961-1973), Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1991.
- -Cook, Charlie, « L'avenir est-il républicain ? » dans Parmentier, Guillaume (sous la dir.), Les États-Unis aujourd'hui : choc et changement, Paris, Odile Jacob, 2004.
- -Gelfand, Mark, « The War on Poverty » dans Divine, Robert, *The Johnson Years*, Lawrence, University of Kansas Press, 1987.
- -Graham Jr, Otis L, « Liberalism in the Sixties: A Reconnaissance » dans Chaffe, William H, *The Achievement of American Life: the New Deal and its Legacy*, New York, Columbia University Press, 2003.
- -Lewis, Oscar, « The Culture of Poverty » dans Oynihan, D. P. (sous la dir.), On misunderstanding poverty: perspectives from the social sciences, New York, Basic Books, 1968.
- -Mileur, Jerome M. et Ronald Story, «America's Wartime Presidents: Politics, National Security, and Civil Liberties » dans Crotty, William, *The Politics of Terror: The U.S. Response to 9/11*, Hanover, University Press of New England, 2004.
- -Moritz, Margaret, « La télévision américaine en noir et blanc » dans Prum, Michel (sous la dir.), *Exclure au nom de la race (États-Unis, Irlande, Grande-Bretagne)*, Paris, Syllepse, 2000.
- -Pitney, John F. et William F. Connely, «Permanent Minority No More: House Republicans in 1994» dans Klinkner, Philip A., (sous la dir.), *Midterm: The Elections of 1994 in Context*, Boulder, Westview Press, 1996.
- -Prémont, Karine et Benoit Gagnon, « Le rôle des médias et de l'opinion publique » dans Élisabeth Vallet et David Grondin (sous la dir.), *Les élections présidentielles américaines*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2004.

Articles de périodique

- -Abramovitz, Alan et Kyle Saunders, « Why Can't We All Just Get Along? The Reality of a Polarized America », *The Forum*, vol.3 no.2, 2005.
- -Alesina, Alberto, Edward Glaeser et Bruce Sacerdote, « Why doesn't the US have a European-Style Welfare State? », *National Bureau of Economic Research*, no 8524, octobre 2001.
- -Béland, Daniel et François Vergniolle de Chantal, « Politiques sociales, stratégies électorales et fédéralisme sous la présidence Clinton », Revue française de science politique, vol 50, no 6, décembre 2000.
- -Ben Barka, Mokhtar, « La place et le rôle de la droite chrétienne dans l'Amérique de George W. Bush » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 97, janvier 2008. Disponible [en ligne]:
- http://www.cairn.info.res.banq.qc.ca/search.php?WhatU=reagan&Auteur=&doc=N_RFAP_105_0193.htm&ID_ARTICLE=RFAP_105_0193&xb=&xf=&DEBUT=#HIA_1, site consulté le 4 septembre 2009.
- -Cohen, Mitchell, « Ces courants qui traversent l'Amérique », *Raisons politiques*, no 1, janvier 2001. Disponible [en ligne]: <a href="http://www.cairn.info.res.banq.qc.ca/search.php?WhatU=reagan%20syndicat&Auteur=&doc=N_RAI_001_0193.htm&ID_ARTICLE=RAI_001_0193&xb=&xf=&DEBUT=20#HIA_1", site consulté le 14 octobre 2009.
- Continetti, Matthew, « The Two faces of the Tea Party », *Weekly Standard*, 28 juin 2010. Disponible [en ligne]: http://www.weeklystandard.com/articles/two-faces-tea-party, site consulté le 3 octobre 2010.
- -Curran, Margaret Ann, James Schubert et Patrick A Stewart, « A Defining Presidential Moment : 9/11 and the Rally Effect », *Political Psychology*, vol. 23, no 3, 2002. Disponible [en ligne] : http://www.jstor.org/stable-pdfplus-3792592.pdf, site consulté le 12 décembre 2009.
- -Cusset, François, « Les états désunis de la gauche américaine », *Mouvements*, no. 30, mai 2003. Disponible [en ligne] :
- http://www.cairn.info.res.banq.qc.ca/search.php?WhatU=reagan%20syndicat&Auteur=&doc=N_MOUV_030_0047.htm&ID_ARTICLE=MOUV_030_0047&xb=&xf=&DEBUT=40#HIA_1, site consulté le 12 décembre 2009.
- -De Durand, Étienne, « Le nouveau paradigme stratégique républicain», Revue française d'études américaines, no 90, avril 2001. Disponible [en ligne]:

- http://www.cairn.info.res.banq.qc.ca/search.php?WhatU=reagan&Auteur=&doc=N_RFEA_090_0095.htm&ID_ARTICLE=RFEA_090_0095&xb=&xf=&DEBUT=#HI_A_1, site consulté le 6 octobre 2009.
- -Demerath, N. J. et Rhys H. Williams, «Religion and Power in the American Experience » Society, janvier-février 1989.
- -Dionne, E. J. « Birch and Barry », *The New Republic*, 21 juin 2010. Disponible [en ligne]: http://www.tnr.com/article/politics/75680/birch-and-barry, site consulté le 3 octobre 2010.
- -Erskine, Hazel, « Polls : Is War a Mistake ? », *Public Opinion Quarterly*, vol. 34, printemps 1970.
- -Gelb, Leslie H. et Anthony Lake, « Four More Years : Diplomacy Restored », Foreign Affairs, vol. 63, no 3, 1984.
- -Guétin, Nicole, *Le messianisme américain*, Esprit libre, mai 2003. Disponible [en ligne]: http://www.editionsharmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=article&no=2455, site consulté le 6 octobre 2009.
- -Hetherington, Marc J. et Michael Nelson, « Anatomy of a Rally Effect », *Cambridge Journals*, 30 janvier 2003. Disponible [en ligne]: http://journals.cambridge.org/action/displayFulltext?type=2&fid=140087&jid=PSC&volumeId=36&issueId=01&aid=140021&fulltextType=RA&fileId=S1049096503001665, site consulté le 12 décembre 2009.
- -Judis, John B., « Amérique, la libérale. La majorité démocrate a émergé! », *Cahiers Sens public*, no. 9, janvier 2009. Disponible [en ligne] : http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=CSP_009_0011, site consulté le 12 décembre 2009.
- -Kaus, Mickey, « The Ending of the Black Underclass », *Slate.* 3 novembre 1999. Disponible [en ligne]: http://slate.com/id/1003938, site consulté le 4 mars 2009.
- -Kennan, George, « The Sources of Soviet Conduct », *Foreign Affairs*, juillet 1947. Disponible [en ligne]: http://www.foreignaffairs.org/19470701faessay25403-p20/x/the-sources-of-soviet-conduct.html, site consulté le 14 septembre 2009.

- -Kinsler, Michael, « My country, Tis of Me », *The Atlantic*, juin 2010. Disponible [en ligne] : http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2010/06/my-country-tis-of-me/8088/, site consulté le 3 octobre 2010.
- -Krauthammer, Charles, « The Reagan Doctrine », *Time Magazine*, vol. 125, no 13, avril 1985.
- -Mélandri, Pierre, « L'Amérique de George W. Bush ou la fin de la « révolution conservatrice? » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 97, janvier 2008. Disponible [en ligne] :

http://www.cairn.info.res.banq.qc.ca/search.php?WhatU=reagan&Auteur=&doc=N_VING_0 97 0187.htm&ID ARTICLE=VING 097 0187&xb=&xf=&DEBUT=#HIA 1

- -Nixon, Richard, « What Has Happened to America? », *Reader's Digest*, octobre 1967. Disponible [en ligne]: http://www.wadsworth.com/history_d/templates/student_resources/0534607411/sources/old/ch29/29.4.nixon.html, site consulté le 5 septembre 2009.
- -Richet, Isabelle, « Religion et politique aux États-Unis : une pas si sainte alliance » *Hérodote*, no 106, mars 2002.
- -Rolland-Diamond, Caroline, « S'opposer à la guerre dans l'Amérique de George W. Bush », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 97, janvier 2008. Disponible [en ligne] : http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-1-p-175.htm, site consulté le 12 décembre 2009.
- -Vergniolle de Chantal, François, « La crise d'identité du parti démocrate américain » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 97, janvier 2008. Disponible [en ligne]: http://www.cairn.info.res.banq.qc.ca/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-1-p-
- 159.htm?WhatU=reagan%20syndicat&Auteur=&doc=N_VING_098_0227.htm&ID_ARTICLE=VING_097_0159, site consulté le 14 octobre 2009.
- -Wills, Gary, «The Born-Again Republicans» New York Review of Books, 24 septembre 1992.

Articles de quotidiens

- -« Palin pas prête pour la vice-présidence », Agence France-Presse, 30 octobre 2008.
- -« Les ficelles de la guérilla anti-Obama », *Libération*, 14 septembre 2009.

- -Agiesta, Jennifer, « Approval Highs and Lows », *The Washington Post*, 24 juillet 2007. Disponible [en ligne]:
- http://blog.washingtonpost.com/behind-the-
- numbers/2007/07/approval_highs_and_lows.html, site consulté le 12 décembre 2009.
- -Alleyne, Richard, «Gordon Brown: It's the economy stupid», *The Daily Telegraph*, 23 mai 2008. Disponible [en ligne]: http://www.telegraph.co.uk/news/newstopics/byelection/2015038/Gordon-Brown-Its-the-economy-stupid.html, site consulté le 12 décembre 2009.
- -Bérubé, Nicolas, « La nouvelle reine de l'opinion sur le web », La Presse, 21 avril 2009.
- -Bourcier, Nicolas, « L'inexpérience de Mme Palin inquiète les républicains », *Le Monde*, 2 octobre 2008.
- -Brousseau, François, « Réformer les États-Unis », Le Devoir, 14 septembre 2009.
- -Cauchon, Paul, « Le rôle de la presse dans la campagne présidentielle », *Le Devoir*, 3 novembre 2008.
- -Gagnon, Frédérick, « La longue marche d'Obama », Le Devoir, 4 novembre 2009.
- Hêtu, Richard, « 10 questions sur le *Tea Party* », *La Presse*, 16 septembre 2010.
- -Hêtu, Richard, « Comprendre l'élection de Bush », La Presse, 7 novembre 2004.
- -Jarreau, Patrick, « États-Unis : vraie gauche contre vraie droite », Le Monde, 4 novembre 2008.
- -Katznleson, Ira et John S. Lapinski, « At the Crossroads : Congress and American Political Development », *Perspectives on Politics*. Disponible [en ligne] : http://journals.cambridge.org/action/displayFulltext?type=1&fid=438583&jid=PPS&volumeId=4&issueId=02&aid=438582, site consulté le 12 mai 2009.
- -Kelly, Michael, « The 1992 Campaign: The Democrats; Clinton Uses Farm Speech to Begin New Offensive », *New York Times*, 28 septembre 1992. Disponible [en ligne]: http://www.nytimes.com/1992/09/28/us/the-1992-campaign-the-democrats-clinton-uses-farm-speech-to-begin-new-offensive.html?pagewanted=1, site consulté le 12 décembre 2009.

- -Légaré-Tremblay, Jean-Frédérick, « L'étiquette de faiblard collée sur Obama », L'Actualité, 11 janvier 2010.
- -Morin, Richard, « Has the Public's Approval », Washington Post National Weekly Edition, 24–30 septembre 2003.
- -Ortiz, Laureen, « La bataille des cotes d'écoute », Libération, 21 octobre 2008.
- -Rosen, Jeffrey, « Affirmative Action : A Solution », New Republic, 8 mai 1995.
- -Turlin, Jean-Louis, « Le Parti républicain en quête d'identité », Le Figaro, 7 novembre 2008.
- -Zerkine, Kate et Megan Thee-Brenan, « Poll Finds Tea Party Backers Wealthiers and More Educated », *New York Times*, 14 avril 2010. Disponible [en ligne]: http://www.nytimes.com/2010/04/15/us/politics/15poll.html, site consulté le 3 octobre 2010.

Mémoires et theses

- -Gagnon, Frédérick, Les sénateurs qui changent le monde. L'évolution de l'influence du président de la commission du Sénat sur les Relations extérieures après 1945, thèse de doctorat, département de science politique, Université du Québec à Montréal, juillet 2008.
- -Masson-Mureau, Romain, *Newt Gingrich: un itinéraire politique (1943-2004)*, mémoire de maîtrise, Centre de Recherches d'Histoire Nord-Américaine, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, 2004. Disponible [en ligne]: http://membres.multimania.fr/newtiedotcom/fourdescphotos.html, site consulté le 14 décembre 2009.
- -Roy, Sébastien, L'idéologie messianique dans la politique extérieure de l'administration Reagan entre 1980 et 1988, mémoire de maîtrise, département de science politique, Université du Québec à Montréal, 2006.

Documents électroniques

-« Public Confidence in War Falters, but Support for War Holds Steady », Pew Research Center, 25 mars 2003. Disponible [en ligne] : http://people-public.new.org/

- <u>press.org/report/177/public-confidence-in-war-effort-falters</u>, site consulté le 12 décembre 2009.
- -« The era of big government is over ». CNN.com, 1^{er} février 2005. Disponible [en ligne]:
- http://www.cnn.com/2005/ALLPOLITICS/01/31/sotu.clinton1997/index.html, site consulté le 12 décembre 2009.
- -« Candidate Preferences of Religious Voters Similar to 2004, But Economy a Higher Priority », Pew *Reserach Center*, 30 septembre 2008. Disponible [en ligne]: http://pewforum.org/events/?EventID=203, consulté le 7 décembre 2008.
- -« Presidential Job Approval Depth», *Gallup Polls*, 31 octobre-2 novembre 2008. Disponible [en ligne]: http://www.gallup.com/poll/1723/Presidential-Job-Approval-Depth.aspx, consulté le 7 décembre 2008.
- -American National Election Studies, *The ANES Guide to Public Opinion and Behavior Studies*. Disponible [en ligne]: http://www.electionstudies.org/nesguide/text/tab4b 3.txt, site consulté le 12 septembre 2009.
- -Constant, Benjamin, *De la liberté des Anciens comparée à celle des modernes*. Disponible [en ligne]: http://www.panarchy.org/constant/liberte.1819.html, site consulté le 3 septembre 2009.
- -Debays, Barbara, « La guerre des étoiles de Ronald Reagan ». Disponible [en ligne] : http://radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/bouclier/reagan.html, site consulté le 15 novembre 2009.
- -Eisenhower, Dwight, 8 novembre 1954. Disponible [en ligne] www.eisenhowermemorial.org/presidential-papers/first-term/documents/1147.cfm, site consulté le 20 août 2009.
- -Locke, John, *Traité du gouvernement civil*. Disponible [en ligne] : <a href="http://classiques.uqac.ca/classiques/locke_john/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_gouvernement/traite_du_
- -Site officiel de la Maison Blanche, « 36. Lyndon B. Johnson (1963-1969) ». Disponible [en ligne] : http://www.whitehouse.gov/about/presidents/lyndonbjohnson, site consulté le 5 septembre 2009.

<u>Autre</u>

-Balthazar, Louis et Louis Leduc, La politique de l'illusionnisme : bilan de la politique étrangère de Ronald Reagan, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1988, texte jamais publié.